SOCIALISME

OU BARBARIE

Organe de Critique et d'Orientation Révolutionnaire

SOMMAIRE

Socialisme ou Barbarie

1948, Marc FOUCAULT

Le Cartel des Syndicats autonomes
Alex CARRIER

DOCUMENTS :

L'Ouvrier Américain,
par Paul ROMANO

Lettre ouverte au P.C.I.

NOTE :

Les Bouches inutiles

1re Année - Mars-Avril 1949 No

SOCIALISME OU BARBARIE

Le groupe dont cette revue est l'organe s'est constitué en 1946 au sein de la section française de la « IV° Internationale ». Son développement politique et idéologique l'a éloigné de plus en plus de celle-ci, et l'a en définitive amené à rompre non seulement avec les positions actuelles des épigones de Trotsky, mais avec ce qui a constitué la véritable essence du trotskisme depuis 1923, c'est-à-dire l'attitude réformiste (au sens profond du terme) face à la bureaucratie stalinienne, étrangement combinée avec l'essai de maintenir intact, au sein d'une réalité en constante évolution, le fond de la politique bolchevique de la période héroïque.

Ce n'est pas un hasard si notre groupe s'est formé au sein de l'organisation trotskiste; en effet une prise de conscience sommaire du caractère contre-révolutionnaire du stalinisme mène le plus souvent au trotskisme. Mais ce n'est pas un hasard non plus si nous nous en sommes détachés; car précisément la question de la nature du stalinisme est le point où la superficialité des conceptions trotskistes apparait le plus clairement.

En effet, nos positions se sont constituées à partir de ce problème que tous les militants révolutionnaires sentent comme étant le problème fondamental de notre époque; la nature de la bureaucratie « ouvrière » et surtout de la bureaucratie stalinienne. Nous avons commencé, de même que tous les ouvriers qui ont simplement dépassé le stalinisme, à nous demander : qu'est-ce que la Russie actuelle, que sont les partis « communistes » ? Que signifient la politique et l'idéologie du stalinisme ? Quelles en sont les bases sociales ? Enfin, quelles en sont les racines économiques ? Cette bureaucratie,

qui vingt-cinq années durant domine la société russe, qui depuis la fin de la guerre s'est annexé la moitié orientale de l'Europe et qui est maintenant en train d'achever la conquête de la Chine, en même temps qu'elle garde sous son influence exclusive des fractions décisives du prolétariat des pays bourgeois, cette bureaucratie est-elle une simple excroissance temporaire greffée sur le mouvement ouvrier, un simple accident historique, ou correspond-elle à des traits profonds de l'évolution sociale et économique contemporaine ? Si c'est cette dernière réponse qui est vraie, si parler d' « accident historique » à propos d'un phénomène aussi vaste et aussi durable est tout simplement ridicule, alors se pose la question : comment se fait-il que cette évolution économique et sociale qui d'après le marxisme devait amener la victoire de la révolution, a amené la victoire, même passagère, de la bureaucratie ? Et que devient dans ce cas la perspective de la révolution prolétarienne ?

Ce furent donc les nécessités les plus pratiques et les plus immédiates de lutte de classes qui nous ont amenés à poser sérieusement le problème de la bureaucratie et celui-ci nous a, à son tour, obligés à poser de nouveau le problème de l'évolution de l'économie moderne, de la signification d'un siècle de luttes prolétariennes et en définitive de la perspective révolutionnaire elle-même. L'élaboration théorique prenant son départ des préoccupations pratiques devenait une fois de plus la condition préalable à toute activité cohérente et organisée.

En nous présentant aujourd'hui, par le moyen de cette revue, devant l'avant-garde des ouvriers manuels et intellectuels, nous savons être les seuls à répondre d'une manière systématique aux problèmes fondamentaux du mouvement révolutionnaire contemporain : nous pensons être les seuls à reprendre et à continuer l'analyse marxiste de l'économie moderne, à poser sur une base scientifique le problème du développement historique du mouvement ouvrier et de sa signification, à définir le stalinisme et en général la bureaucratie « ouvrière », à caractériser la Troisième Guerre Mondiale, à poser enfin de nouveau, en tenant compte des éléments originaux créés par notre époque, la perspective révolutionnaire. Dans des questions de telle envergure, il ne peut s'agir ni d'orgueil ni de modestie. Les marxistes ont toujours considéré que, représentant les intérêts historiques du prolétariat, seule classe positive de la société actuelle, ils pouvaient

avoir sur la réalité une vue infiniment supérieure à celle de tous les autres, qu'il s'agisse des capitalistes ou de toutes les variétés de bâtards intermédiaires. Nous pensons que nous représentons la continuation vivante du marxisme dans le cadre de la société contemporaine. Dans ce sens nous n'avons nullement peur d'être confondus avec tous les éditeurs de revues « marxistes », « clarificateurs », « hommes de bonne volonté », discutailleurs et bavards de tout acabit. Si nous posons des problèmes, c'est que nous pensons pouvoir les résoudre.

Le fameux adage : « sans théorie révolutionnaire, pas d'action révolutionnaire », doit en effet être compris dans toute son ampleur et dans sa véritable signification. Le mouvement prolétarien se distingue de tous les mouvements politiques précédents, aussi importants que ceux-ci aient pu être, par ce qu'il est le premier à être conscient de ses objectifs et de ses moyens. Dans ce sens, non seulement l'élaboration théorique est pour lui un des aspects de l'activité révolutionnaire, mais elle est inséparable de cette activité. L'élaboration théorique ne précède ni ne suit l'activité révolutionnaire pratique : elle est simultanée à celle-ci et les deux se conditionnent l'une l'autre. Séparée de la pratique, de ses préoccupations et de son contrôle, l'élaboration théorique ne peut qu'être vaine, stérile et de plus en plus dépourvue de signification. Inversement, une activité pratique qui ne s'appuie pas sur une recherche constante ne peut qu'aboutir à un empirisme crétinisé. Les rebouteux « révolutionnaires » ne sont pas moins dangereux que les autres.

Mais cette théorie révolutionnaire sur laquelle doit constamment s'appuyer l'action, quelle est-elle ? Est-elle un dogme, sorti armé de pied en cap de la tête de Marx ou d'un autre prophète moderne, et dont nous autres nous n'aurions comme mission que de maintenir sans tache la splendeur originelle ? Poser la question c'est y répondre. Dire « sans théorie révolutionnaire, pas d'action révolutionnaire », en entendant par « théorie » la simple connaissance du marxisme et tout au plus une exégèse scolastique des textes classiques, est une triste plaisanterie qui ne traduit que l'impuissance. La théorie révolutionnaire ne peut être valable que si elle se développe constamment, si elle s'enrichit de toutes les conquêtes de la pensée scientifique et de la pensée humaine en général, de l'expérience du mouvement révolutionnaire plus particulièrement, si elle subit, chaque fois qu'il est nécessaire, toutes les modifications et les révolutions intérieures que la réalité

lui impose. L'adage classique n'a donc de sens que s'il est compris comme disant : « sans développement de la théorie révolutionnaire, pas de développement de l'action révolutionnaire. »

Nous avons déjà dit par là, que si nous nous considérons comme marxistes, nous ne pensons nullement qu'être marxiste signifie faire par rapport à Marx ce que les théologiens catholiques font par rapport aux Ecritures. Etre marxiste signifie pour nous se situer sur le terrain d'une tradition, poser les problèmes à partir du point où les posaient Marx et ses continuateurs, maintenir et défendre les positions marxistes traditionnelles aussi longtemps qu'un nouvel examen ne nous aura persuadés qu'il faut les abandonner, les amender ou les remplacer par d'autres correspondant mieux à l'expérience ultérieure et aux besoins du mouvement révolutionnaire.

Tout cela ne signifie pas seulement que déjà le développement et la propagation de la théorie révolutionnaire sont des activités pratiques extrêmement importantes — ce qui est juste, mais insuffisant; cela signifie surtout que sans un renouveau des conceptions fondamentales il n'y aura pas de renouveau pratique. La reconstitution du mouvement révolutionnaire devra nécessairement passer par une période pendant laquelle les nouvelles conceptions devront devenir la possession de la majorité de la classe. Ceci se fera par deux processus qui ne sont indépendants qu'en apparence : d'une part, la masse devra s'élever elle-même, sous la pression des conditions objectives et des nécessités de sa lutte à une conscience claire, même si elle est simple et fruste, des problèmes actuels; d'autre part, les noyaux de l'organisation révolutionnaire, tel notre groupe, devront, à partir d'une base théorique ferme, diffuser la nouvelle conception des problèmes et la concrétiser toujours davantage. Le point de rencontre de ces deux processus, le moment où la majorité de la classe s'élève à une compréhension claire de la situation historique et où la conception théorique générale du mouvement peut être traduite intégralement en directives d'action pratique, c'est le moment de la Révolution.

Il est évident que la situation actuelle est encore éloignée de ce point. Le prolétariat, aussi bien en France que dans les autres pays, se trouve dans sa majorité aliéné et mystifié par sa bureaucratie. Il est mystifié idéologiquement, lorsqu'il adopte, soit comme son propre intérêt, soit comme un « moindre mal », la politique de la bureaucratie, « réfor-

miste » ou stalinienne; il est aliéné dans son action même puisque les luttes qu'il entreprend pour défendre ses intérêts immédiats sont le plus souvent et dès qu'elles ont une certaine envergure, annexées par la bureaucratie stalinienne comme instrument de sa politique nationale et internationale. Enfin les éléments d'avant-garde qui prennent conscience de cette mystification et de cette aliénation n'en tirent pour le moment et faute de perspectives générales qu'une conclusion négative, dirigée contre les organisations bureaucratiques, conclusion fondée mais évidemment insuffisante. Dans ces conditions il est évident qu'une conception générale juste ne peut pas dans la période actuelle se traduire à tout moment par des mots d'ordre d'action immédiate menant à la révolution. Dire que nous soutenons sans conditions toute lutte prolétarienne, que nous sommes du côté des ouvriers à chaque moment où ils luttent pour défendre leurs intérêts, même si nous sommes en désaccord sur la définition des objectifs ou des moyens de lutte, est une vérité élémentaire qui va de soi. Mais vouloir à propos de toute lutte partielle se livrer à une agitation superficielle et stérile pour la grève générale ou la révolution, en dépit de toute réalité et de toute évidence, c'est là une tâche dont nous n'avons que faire.

Ces constatations cependant, aussi justes soient-elles, n'épuisent ni ne résolvent le problème de la liaison nécessaire entre une conception générale des problèmes de la révolution d'une part et les luttes actuelles d'autre part. Ces luttes ne sont pas seulement un matériel d'analyse et de vérification extrêmement important; plus encore et surtout, elles sont le milieu dans lequel peut se former et s'éduquer une avant-garde prolétarienne réelle, aussi restreinte soit-elle numériquement. D'autre part une conception générale n'a de valeur que dans la mesure où elle se montre capable de toucher une fraction de l'avant-garde ouvrière, et où elle offre le cadre, même général, de solutions pratiques, autrement dit des critères valables pour l'action. C'est en fonction de tous ces facteurs que nous pouvons définir l'objectif immédiat de cette revue comme étant la popularisation dans la plus grande mesure possible de nos conceptions théoriques et politiques, la discussion et la clarification des problèmes pratiques que pose constamment la lutte des classes, même sous les formes estropiées qu'elle a actuellement.

Nous chercherons donc constamment toutes les occasions pour traiter des questions pratiques actuelles, même lorsque celles-ci ne toucheraient qu'un secteur de la classe; nous évi-

terons toujours de traiter les questions théoriques pour elles-mêmes. Notre but sera de fournir des outils de travail aux ouvriers avancés, à une époque où la complexité des problèmes, la confusion qui règne partout et l'effort constant des capitalistes et surtout des staliniens pour la mystification de tous à propos de tout nécessitent un effort sans précédent dans cette direction. En traitant les problèmes nous essaierons toujours non seulement de les exposer dans le langage le plus clair possible, mais surtout d'en montrer l'importance pratique et les conclusions concrètes qui s'en dégagent.

Cette revue n'est nullement un organe de confrontation d'opinions entre gens qui « se posent des problèmes », mais l'instrument d'expression d'une conception d'ensemble que nous croyons systématique et cohérente. Les grandes lignes de cette conception sont exprimées dans l'article « Socialisme ou Barbarie » contenu dans ce premier numéro. Néanmoins, ni sur le plan organisationnel, ni sur le plan théorique nous ne sommes partisans du monolithisme. Nous pensons que le développement de la théorie révolutionnaire ne peut se faire que par la confrontation des opinions et des positions divergentes; nous pensons aussi que cette discussion doit être faite devant l'ensemble de la classe; nous pensons très précisément que la conception selon laquelle un parti possède à lui tout seul la vérité et toute la vérité et l'apporte à la classe, en cachant à celle-ci ses divergences internes, est, sur le plan idéologique, une des racines et des expressions les plus importantes du bureaucratisme dans le mouvement ouvrier. C'est pourquoi les divergences qui pourront apparaître sur des points particuliers entre des camarades de notre groupe pourront être exprimées dans la revue, qui signalera les articles qui expriment la position de leur auteur et non pas du groupe en tant que tel. La discussion sera donc libre dans le cadre de nos conceptions générales, avec le souci constant d'éviter que cette discussion ne devienne un dialogue sans fin entre quelques individus.

Nous sommes certains que les ouvriers et les intellectuels qui, en France, ont déjà pris conscience de l'importance des problèmes que nous posons, qui comprennent combien il est urgent de leur donner une réponse adéquate et conforme aux intérêts des masses, nous soutiendront dans le long et difficile effort que représentera la préparation et la diffusion de notre revue.

SOCIALISME OU BARBARIE

Un siècle après le « Manifeste Communiste », trente années après la Révolution russe, après avoir connu des victoires éclatantes et des profondes défaites, le mouvement révolutionnaire semble avoir disparu, tel un cours d'eau qui en s'approchant de la mer se répand en marécages et finalement s'évanouit dans le sable. Jamais il n'a été davantage question de « marxisme », de « socialisme », de la classe ouvrière et d'une nouvelle période historique; et jamais le véritable marxisme n'a été davantage bafoué, le socialisme vilipendé et la classe ouvrière vendue et trahie par ceux qui se réclament d'elle. Sous les formes les plus différentes en apparence, mais au fond identiques, la bourgeoisie « reconnaît » le marxisme, essaie de l'émasculer en se l'appropriant, en en acceptant une part, en le réduisant au rang d'une conception parmi tant d'autres. La transformation des « grands révolutionnaires en icônes inoffensives », dont Lénine parlait il y a quarante ans, s'effectue à un rythme accéléré, et Lénine lui-même n'échappe pas au sort commun. Le « socialisme » semble être réalisé dans des pays qui englobent quatre cents millions d'habitants, et ce « socialisme »-là apparaît comme inséparable des camps de concentration, de l'exploitation sociale la plus intense, de la dictature la plus atroce, du crétinisme le plus étendu. Dans le reste du monde, la classe ouvrière se trouve devant une détérioration lourde et constante de son niveau de vie depuis bientôt vingt ans; ses libertés et ses droits élémentaires, arrachés au prix de longues

luttes à l'Etat capitaliste, sont abolis ou gravement menacés. On comprend de plus en plus clairement qu'on n'est sorti de la guerre qui vient de finir que pour en commencer une nouvelle, qui sera de l'avis commun la plus catastrophique et la plus terrible qu'on ait jamais vu. La classe ouvrière est organisée, dans la plupart des pays, dans des syndicats et des partis gigantesques, groupant des dizaines de millions d'adhérents; mais ces syndicats et ces partis jouent, toujours plus ouvertement et toujours plus cyniquement le rôle d'agents directs du patronat et de l'Etat capitaliste, ou du capitalisme bureaucratique qui règne en Russie.

Seules semblent surnager dans ce naufrage universel des faibles organisations telles que la « IV^e^ Internationale », les Fédérations Anarchistes et les quelques groupements dits « ultra-gauches » (bordiguistes, spartakistes, communistes des conseils). Organisations faibles non pas à cause de leur maigreur numérique — qui en soi ne signifie rien et n'est pas un critère, — mais avant tout par leur manque de contenu politique et idéologique. Relents du passé beaucoup plus qu'anticipations de l'avenir, ces organisations se sont prouvées absolument incapables déjà de comprendre le développement social du XX^e^ siècle, et encore moins de s'orienter positivement face à celui-ci. La pseudofidélité à la lettre du marxisme que professe la « IV^e^ Internationale » lui permet, croit-elle, d'éviter de répondre à tout ce qui est important aujourd'hui. Si dans ses rangs on rencontre quelques-uns des ouvriers d'avant-garde qui existent actuellement, ces ouvriers y sont constamment déformés et démoralisés, épuisés par un activisme sans base et sans contenu politique et rejettés après consommation. En mettant en avant des mots d'ordre de collaboration de classe, comme la « défense de l'U.R.S.S. » et le gouvernement stalinoréformiste, plus généralement, en masquant par ses conceptions vides et surannées la réalité actuelle, la « IV^e^ Internationale » joue, dans la mesure de ses faibles forces, elle aussi son petit rôle comique dans la grande tragédie de mystification du prolétariat. Les Fédérations Anarchistes continuent à réunir des ouvriers d'un sain instinct de classe, mais parmi les plus arriérés politiquement et dont elles cultivent à plaisir la confusion. Le refus constant des anarchistes à dépasser leur soi-disant « apolitisme » et leur athéorisme contribue à répandre un peu plus de confusion dans les milieux qu'ils touchent et en fait une voie de garage supplémentaire pour les ouvriers qui s'y perdent. Enfin, les groupements « ultra-gauches » soit cultivent avec passion

leurs déformations de chapelle, comme les bordiguistes, allant parfois jusqu'à rendre le prolétariat responsable de leur propre piétinement et de leur incapacité, soit, comme les « communistes des conseils », se contentent de tirer de l'expérience du passé des recettes pour la cuisine « socialiste » de l'avenir.

Malgré leurs prétentions délirantes, aussi bien la « IV^e^ Internationale » que les anarchistes et les « ultra-gauches » ne sont en vérité que des souvenirs historiques, des croûtes minuscules sur les plaies de la classe, vouées au dépérissement sous la poussée de la peau neuve qui se prépare dans la profondeur des tissus.

Il y a un siècle le mouvement ouvrier révolutionnaire se constituait pour la première fois en recevant de la plume géniale de Marx et de Engels sa première charte : le « Manifeste Communiste ». Rien qui indique mieux la solidité et la profondeur de ce mouvement, rien qui puisse davantage nous remplir de confiance quant à son avenir que le caractère fondamental et définitif des idées sur lesquelles il s'est constitué. Comprendre que toute l'histoire de l'humanité, jusqu'alors présentée comme une succession de hasards, le résultat de l'action des « grands hommes » ou le produit de l'évolution des idées, n'est que l'histoire de la lutte de classes: que cette lutte, lutte entre exploiteurs et exploités, se déroulait à chaque époque dans le cadre donné par le degré de développement technique et des rapports économiques créés par la société; que la période actuelle est la période de la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat, celle-là, classe oisive, exploiteuse et opprimante, celui-ci, classe productive, exploitée et opprimée; que la bourgeoisie développe de plus en plus les forces productives et la richesse de la société, unifie l'économie, les conditions de vie et la civilisation de tous les peuples, en même temps qu'elle fait croître pour ses esclaves la misère et l'oppression; comprendre qu'ainsi, en développant non seulement les forces productives et la richesse sociale, mais aussi une classe toujours plus nombreuse, plus cohérente et plus concentrée de prolétaires, qu'elle éduque et pousse elle-même à la révolution, l'ère bourgeoise a permis pour la première fois de poser le problème de l'abolition de l'exploitation et de la construction d'un nouveau type de société non plus à partir de désirs subjectifs de réformateurs sociaux, mais des possibilités réelles créées par la société elle-même; comprendre que pour cette révolution

sociale la force motrice essentielle ne pourra être que ce prolétariat, poussé par ses conditions de vie et son long apprentissage au sein de la production et de l'exploitation capitalistes à renverser le régime dominant et a reconstruire la société sur des bases communistes — comprendre et montrer tout cela dans une clarté aveuglante, voilà le mérite imprescriptible du « Manifeste Communiste » et du marxisme dans son ensemble, voilà en même temps la base de granite sur laquelle seule on peut bâtir solidement et que l'on ne peut pas remettre en question.

Mais si dès le premier moment le marxisme a pu tracer le cadre et l'orientation de toute pensée et de toute action révolutionnaire dans la société moderne, s'il a pu même prévoir et prédire la longueur et les difficultés de la route que le prolétariat aurait à parcourir avant d'arriver à son émancipation, aussi bien l'évolution du capitalisme que le développement du mouvement ouvrier lui-même ont fait surgir des nouveaux problèmes, des facteurs imprévus et imprévisibles, des tâches insoupçonnées auparavant, sous le poids desquels le mouvement organisé a plié, pour en arriver à sa disparition actuelle. Prendre conscience de ces tâches, répondre à ces problèmes, voilà le premier objectif dans la voie de la reconstruction du mouvement prolétarien révolutionnaire.

En gros on peut dire que la différence profonde entre la situation actuelle et celle de 1848 est donnée par l'apparition de la bureaucratie en tant que couche sociale tendant à assurer la relève de la bourgeoisie traditionnelle dans la période de déclin du capitalisme. Dans le cadre du système mondial d'exploitation, et tout en maintenant les traits les plus profonds du capitalisme, des nouvelles formes de l'économie et de l'exploitation sont apparues, rompant formellement avec la traditionnelle propriété privée capitaliste des moyens de production et s'apparentant extérieurement à quelques-uns des objectifs que jusqu'alors le mouvement ouvrier s'était fixés : ainsi l'étatisation ou nationalisation des moyens de production et d'échange, la planification de l'économie, la coordination internationale de la production. En même temps et liée à ces nouvelles formes d'exploitation apparaissait la bureaucratie, formation sociale dont les germes existaient déjà auparavant mais qui maintenant pour la première fois se cristallisait et s'affirmait comme classe dominante dans une série de pays, précisément en tant qu'expression sociale de ces nouvelles formes économiques. Parallèlement à l'éviction des

formes traditionnelles de la propriété et de la bourgeoisie classique par la propriété étatique et par la bureaucratie, l'opposition dominante dans les sociétés cesse graduellement d'être celle entre les possédants et les sans propriété pour être remplacée par celle qui existe entre les dirigeants et les exécutants dans le processus de production; en effet, la bureaucratie se justifie elle-même et trouve son explication objective dans la mesure où elle joue le rôle considéré comme indispensable de « dirigeant » des activités productives de la société, et par là-même de toutes les autres.

Cette relève de la bourgeoisie traditionnelle par une nouvelle bureaucratie dans une série de pays est d'autant plus importante que la racine de cette bureaucratie semble dans la plupart des cas être le mouvement ouvrier lui-même. Ce sont en effet les couches dirigeantes des syndicats et des partis « ouvriers » qui, prenant le pouvoir dans ces pays après la première et la deuxième guerre impérialiste ont été le noyau autour duquel se sont cristallisées les nouvelles couches dominantes de techniciens, d'administrateurs, de militaires etc. De plus, ce sont des objectifs du mouvement ouvrier lui-même, telle la nationalisation, la planification, etc. qui semblent être réalisés par cette bureaucratie et en même temps former la meilleure base pour sa domination. Ainsi, le résultat le plus clair d'un siècle de développement de l'économie et du mouvement ouvrier paraît être le suivant : d'une part, les organisations — syndicats et partis politiques — que la classe ouvrière créait constamment pour son émancipation, se transformaient régulièrement en instruments de mystification et secrétaient inéluctablement des couches qui s'élevaient sur le dos du prolétariat pour résoudre la question de leur propre émancipation, soit en s'intégrant au régime capitaliste, soit en préparant et en réalisant leur propre accession au pouvoir. D'autre part, une série de mesures et d'articles de programme, considérés auparavant soit comme progressifs, soit comme radicalement révolutionnaires — la réforme agraire, la nationalisation de l'industrie, la planification de la production, le monopole du commerce extérieur, la coordination économique internationale — se sont trouvés réalisés, le plus souvent par l'action de la bureaucratie ouvrière, parfois même par le capitalisme au cours de son développement — sans qu'il en résulte pour les masses laborieuses autre chose qu'une exploitation plus intense, mieux coordonnée et pour tout dire rationalisée.

C'est dire qu'en plus du résultat objectif de cette évolu-

tion, qui a été une organisation plus systématique et plus efficace de l'exploitation et de l'asservissement du prolétariat, il en est sorti une confusion sans précédant, concernant aussi bien les problèmes de l'organisation du prolétariat pour sa lutte que de la structure du pouvoir ouvrier et du programme lui-même de la révolution socialiste. Aujourd'hui c'est surtout cette confusion concernant les problèmes les plus essentiels de la lutte de classe qui constitue l'obstacle principal à la reconstruction du mouvement révolutionnaire. Pour la dissiper, il est indispensable de revoir les grandes lignes de l'évolution de l'économie capitaliste et du mouvement ouvrier pendant le siècle qui vient de s'écouler.

I. — BOURGEOISIE ET BUREAUCRATIE

Le capitalisme, c'est-à-dire le système de production basé sur un développement extrême du machinisme et sur l'exploitation du prolétariat et orienté vers le profit, s'est présenté tout d'abord, depuis le début du XIX^e^ siècle jusqu'aux environs de 1880, comme un capitalisme national, s'appuyant sur une bourgeoisie nationale, vivant et se développant dans le cadre de la libre concurrence. C'est la concurrence entre les capitalistes individuels qui est pendant cette période le moteur essentiel de développement des forces productives et de la société en général. La règlementation de la production se fait spontanément et aveuglement par le marché; mais l'équilibre entre la production et la consommation auquel on peut arriver par les adaptations spontanées du marché est nécessairement un équilibre temporaire, précédé et suivi par des périodes de déséquilibre profond, c'est-à-dire de crise économique. Cette période est donc dominée par l'anarchie de la production capitaliste entraînant périodiquement et régulièrement des crises pendant lesquelles une partie des richesses de la société est détruite, des masses des travailleurs restent sans travail et les capitalistes les moins forts font faillite. Sous la poussée du développement technique, rendant nécessaires des investissements de plus en plus grands, et à travers l'élimination par les crises et la concurrence des petits et des moyens patrons, le capital se concentre de plus en plus; des sommes de plus en plus grandes de capital, des armées de plus en plus importantes de travailleurs sont dirigées par un nombre décroissant de patrons ou de sociétés capitalistes. Ce

processus de concentration des forces productives — du capital et du travail — atteint un premier palier avec la domination complète de chacune des branches importantes de la production par un monopole capitaliste, et avec la fusion du capital industriel et du capital bancaire dans le capital financier.

En disparaissant pour céder la place au capitalisme de monopole, le capitalisme concurrenciel du XIX^e^ siècle laissait derrière lui un monde complètement transformé. La production industrielle, auparavant négligeable, devenait la principale activité et la source de richesse des sociétés civilisées; elle suscitait l'apparition par centaines de grandes cités, dans lesquelles s'entassaient de plus en plus des travailleurs industriels, concentrés dans des usines toujours plus importantes et chez lesquels l'identité des conditions de vie et de travail créait rapidement la conscience de l'unité de leur classe. La production et le commerce international se trouvaient décuplés dans quelques décades. Ayant solidement conquis et organisé les grandes nations civilisées — l'Angleterre, la France, les Etats-Unis, l'Allemagne — le capitalisme allait partir à la conquête du monde.

Mais cette conquête, ce n'était plus le capitalisme concurrenciel qui allait la réaliser. Celui-ci s'était déjà, par le jeu de ses propres tendances internes, transformé, vers la fin du XIX^e^ siècle, en capitalisme de monopole. Cette transformation entraîna une série de conséquences d'une importance énorme. Sur le plan strictement économique, d'abord, la concentration du capital et l'apparition d'entreprises d'une taille toujours croissante amena une rationalisation et une organisation perfectionnée de la production, qui, parallèlement à l'intensification du rythme et de l'exploitation du travail, entraîna une réduction considérable du prix de revient des produits. Sur le plan social, la concentration du capital en faisant disparaître de plus en plus le patron-directeur, le pionnier de la période héroïque du capitalisme, en centralisant la propriété d'entreprises immenses et nombreuses entre les mains d'un petit nombre de possédants amenait la séparation graduelle des fonctions de propriété et de direction de la production et donnait une importance croissante aux couches de directeurs, des administrateurs et des techniciens. En même temps, le capital perdait sa liaison exclusive avec la bourgeoisie nationale et devenait, par le canal des trusts et des cartels s'étendant sur plusieurs pays, un capital international. Enfin, l'appa-

rition des monopoles supprimait la concurrence à l'intérieur de chaque branche monopolisée mais aussi accentuait la lutte entre les différents monopoles et les groupements monopolistiques nationaux ou internationaux. Le résultat a été la transformation des méthodes de lutte entre les différents groupements capitalistes. A la place de l'expansion de la production et de la baisse des prix de vente, en un mot de la concurrence « pacifique », ce sont de plus en plus des méthodes « extra-économiques » qui sont employées, comme les barrières douanières, le dumping, la création de chasses gardées aux colonies, les pressions politiques et militaires et, en définitive, la guerre elle-même, qui éclate en 1914 comme dernière instance capable de résoudre les conflits économiques.

L'expression dominante des antagonismes entre les monopoles et les nations impérialistes était la lutte pour les colonies. Pendant la période passée, depuis les découvertes du XV^e^ siècle jusqu'à la deuxième moitié du XX^e^ siècle, les pays arriérés d'outre-mer, qu'ils aient eu ou non le statut de colonie, servaient aux pays capitalistes avancés surtout comme lieux de prélèvement direct et brutal de valeurs et comme lieux de vente de marchandises. L'invasion du capitalisme dans ces pays pendant la première moitié du XIX^e^ siècle, se manifeste essentiellement comme invasion de marchandises à bas prix. Mais la transformation du capitalisme concurrenciel en capitalisme de monopole donne un caractère différent à la liaison économique entre les colonies et les pays capitalistes. Les monopoles reposent sur un marché bien défini, où les débouchés et l'approvisionnement en matières premières doivent être relativement stables. Les colonies sont donc dorénavant intégrées dans cette « rationalisation » des marchés que les monopoles tentent de réaliser, aussi bien en tant que débouchés qu'en tant que sources de matières premières. Mais surtout elles deviennent désormais un champ d'investissements pour le capital trop abondant dans les métropoles et qui commence à être exporté vers les colonies et les pays arriérés en général, où le taux d'intérêt élevé, lié au très bas prix de la main-d'œuvre, lui permet une exploitation beaucoup plus rentable.

C'est ainsi que déjà avant 1914 l'ensemble du monde se trouve partagé entre 6 ou 7 grandes nations impérialistes. La tendance des monopoles à étendre leur puissance et à augmenter leurs profits ne peut maintenant s'exprimer que par la remise en question du partage du monde existant et par une lutte pour un nouveau partage plus avantageux pour

chacun d'eux. C'est là la signification de la première guerre mondiale.

Le résultat de cette guerre fut que les vainqueurs dépouillèrent les vaincus et les confinèrent dans les limites de leurs frontières nationales. Mais l'euphorie qui en résulta pour les impérialismes vainqueurs fut extrêmement passagère. L'exportation continue de capital vers les pays arriérés et l'arrêt des exportations européennes à cause de la guerre avaient amené l'industrialisation d'une série de pays d'outre-mer. D'autre part, les Etats-Unis apparaissaient pour la première fois sur le marché mondial comme un pays exportateur de produits industriels. De plus, par la suite de la révolution de 1917, la Russie s'était soustraite du marché capitaliste. L'expansion de la production dans les pays capitalistes allait se heurter à un marché de plus en plus restreint. On en a une image claire lorsqu'on voit que depuis 1913, cependant que la production de produits manufacturés ne cesse d'augmenter, les exportations et importations de ces mêmes produits restent stationnaires lorsqu'elles ne reculent pas. Une nouvelle crise de surproduction devenait dès lors inévitable.

Elle explosa en 1929 avec une violence sans précédent dans la longue histoire des crises capitalistes, et l'on peut la définir comme étant à la fois la dernière des crises cycliques classiques et l'entrée dans la période de crise permanente du régime capitaliste qui, depuis, n'a plus su retrouver un équilibre, même limité et temporaire.

Mais la crise de 1929 fut en même temps un nœud d'accélération dans l'évolution de l'impérialisme. Les crises précédentes du capitalisme en poussant à la faillite les entreprises les moins résistantes avaient chaque fois accéléré le mouvement de concentration du capital, jusqu'à la monopolisation complète de chaque branche importante de la production et la suppression de la concurrence à l'intérieur de ces branches. Après 1929, nous assistons au même processus, mais cette fois sur le plan international. Les pays impérialistes européens, les plus mûrs et les plus pourvus en colonies, se sont révélés définitivement incapables d'affronter la concurrence sur le marché mondial. Une nouvelle période du processus de la concentration mondiale des forces productives s'ouvrait. Jusqu'alors le monde était partagé entre plusieurs pays ou groupes de pays impérialistes rivaux qui vivaient dans une succession de stades passagers d'équilibre et de déséquilibre économique, politique et militaire. On s'orientait

maintenant vers la domination universelle d'un seul pays impérialiste, le plus fort économiquement et militairement.

Mais cette évolution, quoique affectant en premier lieu les rapports internationaux, devait influencer profondément l'économie capitaliste de chaque pays. Les pays européens, incapables de lutter dorénavant sur le marché mondial, réagirent nécessairement à la crise en se repliant sur eux-mêmes et en s'orientant vers l'autarcie économique. Cette politique autarcique n'était d'ailleurs que l'expression du très haut degré auquel avait abouti la concentration monopolistique dans ces pays et du contrôle total de l'économie nationale par les monopoles, en même temps qu'elle allait déterminer l'entrée dans une nouvelle phase de cette concentration : la concentration autour de l'Etat.

En effet, la lente et graduelle convergence du capital et de l'Etat, qui s'était manifestée depuis le début de l'ère industrielle et surtout depuis le règne des monopoles, s'en trouvait considérablement accélérée. L'économie impérialiste « nationale » devenant un tout qui devrait se suffire à lui-même, l'Etat capitaliste, sans perdre son aspect d'instrument de coercition politique, en prenait un autre qui devint chaque jour plus important : il se transformait en organe central de coordination et de direction de l'économie. Les importations et les exportations, la production et la consommation devaient être réglées par une instance centrale qui exprimât l'intérêt général des couches monopolistiques. Ainsi l'évolution économique de 1930 à 1939 est caractérisée par l'importance croissante du rôle économique de l'Etat, en tant qu'organe suprême de coordination et de direction de l'économie capitaliste nationale et par les débuts de la fusion organique entre le capital monopoleur et l'Etat. Et ce n'est pas un hasard si en Europe les expressions les plus complètes de cette tendance ont été réalisées dans les pays qui, par le manque de colonies, se trouvaient dans la position la plus défavorable en comparaison aux autres impérialismes repus, c'est-à-dire en Allemagne nazie et en Italie fasciste. Toutefois la politique de Roosevelt aux U.S.A. traduisait la même tendance dans le cadre d'un capitalisme beaucoup plus solide.

Mais cette courte période de repli sur les économies nationales n'est en réalité qu'une transition passagère. Elle ne signifie nullement que l'interdépendance des productions capitalistes nationales soit en régression : au contraire, elle n'exprime qu'une première réaction des monopoles et des Etats capitalistes face aux résultats catastrophiques pour les plus

faibles qu'amène l'approfondissement de cette interdépendance. Cette réaction et l'autarcie qu'elle se proposait comme remède étaient complètement utopiques.

La preuve en fut donnée par la deuxième guerre mondiale. Directement provoquée par l'étouffement des productions allemande, italienne et japonaise dans les limites trop étroites de leurs marchés respectifs, cette guerre ne fut que la première expression directe de la tendance vers une concentration complète de la production à l'échelle internationale, vers le regroupement du capital mondial autour d'un seul pôle dominateur. Ce fut le capital allemand qui essaya de jouer ce rôle unificateur, en se subordonnant et en groupant autour de lui le capital européen. Il ne s'agissait plus, comme pendant la première guerre mondiale, d'un nouveau « partage » du monde. Les objectifs de la guerre, d'un côté comme de l'autre, étaient beaucoup plus vastes : il s'agissait de l'annexion, au profit de l'impérialisme vainqueur, non plus seulement des pays arriérés, de marchés etc..., mais du capital lui-même des autres pays impérialistes, dans la tentative d'organiser l'ensemble de l'économie et de la vie du monde en vue des intérêts d'un groupe impérialiste dominateur. La défaite de la coalition de l'Axe laissa le champ ouvert aux « Alliés » pour la domination mondiale.

Mais si la première guerre mondiale n'avait donné qu'une solution passagère aux problèmes qui l'avaient provoquée, la fin de la deuxième guerre mondiale n'a fait que poser à nouveau et d'une manière beaucoup plus profonde, intense, urgente et impérative les problèmes qui étaient à son origine. Tout d'abord, la faillite de tous les impérialismes secondaires et des structures « autarciques » en Europe est devenue dix fois plus évidente et plus aiguë qu'auparavant. Les impérialismes européens se sont démontrés définitivement incapables aussi bien de concurrencer la production américaine sur le marché mondial que de vivre sur leurs propres ressources. Il n'était même plus nécessaire pour l'impérialisme yankee d'essayer de se les soumettre; ils se sont soumis d'eux-mêmes. Ils ont reconnu que dorénavant ils ne peuvent vivre qu'aux crochets de l'Oncle Sam et sous sa tutelle. Mais surtout, la guerre a mis à nu la dernière grande opposition entre Etats exploiteurs qui déchire le système mondial d'exploitation : l'antagonisme et la lutte entre l'Amérique et la Russie pour la domination universelle.

Cet antagonisme qui domine la période contemporaine pré-

sente un caractère profondément nouveau non seulement parce qu'il est l'ultime forme d'antagonisme entre Etats en lutte dans la société moderne, mais aussi parce que les deux systèmes qui s'opposent présentent une structure différente, car ils représentent chacun une étape différente de la concentration des forces productives.

Dans la période actuelle, cette concentration dépasse la phase monopolistique et prend un aspect nouveau : à l'intérieur de chaque pays, l'Etat devient le pivot de la vie économique, soit parce que l'ensemble de la production et de la vie sociale est étatisé (comme en Russie et dans ses satellites), soit parce que les groupements capitalistes dirigeants sont fatalement amenés à l'utiliser comme le meilleur instrument de contrôle et de direction de l'économie nationale, ce qui se passe dans le reste du monde. D'autre part, sur le plan international, non seulement les pays qui étaient toujours subordonnés aux « Grandes Puissances », mais ces ex-« Grandes Puissances » elles-mêmes ne peuvent plus ni économiquement, ni militairement, ni politiquement, maintenir leur indépendance et tombent sous la domination ouverte ou camouflée des deux seuls Etats que leur puissance maintient dans l'autonomie, de la Russie ou des Etats-Unis, ces super-Etats de l'ère contemporaine, véritables molochs dévorateurs devant qui tout doit s'effacer ou les servir aveuglement. C'est ainsi qu'aussi bien l'Europe que le reste de la planète se trouvent scindés en deux zones : l'une de domination russe, l'autre de domination américaine.

Mais la profonde symétrie qui existe entre les deux zones ne doit pas faire oublier les différences essentielles qui les séparent. Les Etats-Unis sont arrivés à l'étape actuelle de concentration de leur économie et de domination transcontinentale par le développement organique de leur capitalisme. A travers les monopoles, l'économie américaine est arrivée à son étape actuelle où une dizaine de super-groupements d'une puissance formidable et unis entre eux possèdent tout ce qui est essentiel dans la production et la contrôlent dans son ensemble, depuis ses plus petits rouages jusqu'à cet instrument central de coercition et de coordination qu'est l'Etat fédéral américain. Mais le grand capital n'est pas encore complètement identifié à l'Etat; formellement, possession et gestion de l'économie d'une part, possession et gestion de l'Etat d'autre part, restent distinctes et seule l'identification du personnel dirigeant assure la coordination complète. D'autre part, la planification de l'économie reste confinée à l'intérieur

de chaque branche de la production : ce ne fut que pendant la deuxième guerre mondiale que l'économie fut soumise à une coordination d'ensemble, coordination qui depuis a marqué de nouveau un recul.

Dans la zone russe, par contre, et avant tout en Russie elle-même, la concentration des forces productives est complète. L'ensemble de l'économie appartient à l'Etat-patron et est géré par celui-ci. Le bénéficiaire de l'exploitation du prolétariat est une immense et monstrueuse bureaucratie (bureaucrates politiques et économiques, techniciens et intellectuels, dirigeants du parti « communiste » et des syndicats, militaires et grands policiers). La « planification » de l'économie dans les intérêts de la bureaucratie est absolument générale.

De même sur le plan de la vassalisation des Etats secondaires, les Etats satellites de la Russie ont été complètement assimiliés à celle-ci quant à leur régime économique et social et leur production est directement orientée selon les intérêts économiques et militaires de la bureaucratie russe. Par contre, comparé au « plan Molotov », le plan Marshall dans la zone américaine n'est qu'un début du processus de vassalisation qui a encore une série d'étapes à parcourir et qui ne pourra s'accomplir complètement qu'à travers la troisième guerre mondiale.

Enfin, du point de vue de la situation du prolétariat, si dans les deux systèmes la même tendance fondamentale du capitalisme moderne vers l'exploitation de plus en plus complète de la force de travail se fait jour, le degré de réalisation de cette tendance est différent. Dans la zone russe, aucune entrave, ni juridique ni économique, n'est posée à la volonté de la bureaucratie d'exploiter au maximum le prolétariat, d'augmenter autant que possible la production pour satisfaire sa consommation parasitaire et accroître son potentiel militaire. Dans ces conditions, le prolétariat est réduit complètement à l'état de matière brute de la production. Ses conditions de vie, le rythme de production, la durée de la journée de travail lui sont imposés par la bureaucratie sans discussion possible. Par contre, dans la zone américaine ce processus n'est réalisé à un degré analogue que dans les pays coloniaux et arriérés; en Europe et aux Etats-Unis il n'en est qu'à ses débuts.

Mais ces différences, pour profondes qu'elles soient, ne doivent pas faire oublier que leur développement conduit les deux systèmes à l'identification. Il est évident que la

dynamique de l'évolution a comme premier résultat la rapide accentuation des traits de concentration au sein de l'impérialisme américain. Le contrôle, économique et politique à la fois, des autres pays par le capital des U.S.A. et le rôle croissant de l'Etat américain dans ce contrôle; la mainmise directe des monopoles yankees sur le capital allemand et japonais, résultat de la deuxième guerre mondiale et qui apparaît maintenant comme devant se maintenir définitivement; l'accélération de la concentration verticale et horizontale imposée par le besoin d'un contrôle et d'une règlementation de plus en plus complets des sources de matières premières et des marchés, aussi bien intérieurs qu'extérieurs; l'extension de l'appareil militaire, l'échéance de la guerre totale et la transformation graduelle de l'économie en économie de guerre permanente; le besoin d'une exploitation complète de la classe ouvrière, imposée par la chute du profit et le besoin d'investissements de plus en plus grands, tous ces facteurs poussent les Etats-Unis vers le monopole universel s'identifiant à l'Etat, en même temps qu'elle les conduisent vers un régime politique totalitaire. Une nouvelle crise de surproduction, mais surtout la guerre, signifieront une accélération extraordinaire de ce processus.

En effet, le processus de concentration des forces productives ne pourrait s'achever que par l'unification du capital et de la classe dominante à l'échelle mondiale, c'est-à-dire par l'identification des deux systèmes qui s'opposent aujourd'hui. Cette unification ne pourrait se faire que par la guerre, qui est désormais inéluctable. Elle est inéluctable parce que l'économie mondiale ne peut pas se maintenir scindée en deux zones hermétiquement séparées et parce que aussi bien la bureaucratie russe que l'impérialisme américain ne peuvent que chercher à résoudre leurs contradictions par l'expansion à l'extérieur.

La tendance inexorable des couches dominantes, dans l'un ou dans l'autre système, à augmenter leurs bénéfices et leurs puissance les oblige toujours à rechercher un terrain plus étendu pour y exercer leur pillage. D'autre part, l'augmentation de ces bénéfices et même déjà leur simple conservation, à partir du moment où elles se trouvent en face d'un adversaire ayant exactement les mêmes convoitises, les oblige à continuer à développer les forces productives. Mais ce développement devient de plus en plus impossible dans les limites strictes définies pour chacun d'eux par la division du monde en deux zones. La concentration du capital et le dévelop-

pement technique rendent nécessaires des investissements de plus en plus grands, auxquels on ne peut faire face que par une exploitation accrue du prolétariat; mais cette exploitation accrue se heurte rapidement à un obstacle infranchissable, qui est la baisse de la productivité du travail surexploité. Dès lors, l'expansion vers l'extérieur, par l'annexion du capital, du prolétariat et des sources de matières premières de l'adversaire, devient la seule solution pour les exploiteurs, bureaucrates ou bourgeois. Il n'y a là que l'expression suprême de la tendance du capital concentré à s'approprier les profits non plus en fonction uniquement de sa grandeur, mais en fonction de sa suprématie dans le rapport de forces et, au niveau actuel de la concentration, à s'annexer non seulement une plus grande part des profits, mais tous les profits. Mais on ne peut annexer tous les profits qu'en annexant toutes les conditions et les sources du profit, c'est-à-dire en définitive l'ensemble de l'économie mondiale. Ainsi, la guerre pour la domination mondiale devient la forme ultime et suprême de la concurrence entre les productions concentrées. Au stade de la concentration totale, la concurrence se transforme inéluctablement et directement en lutte militaire, et la guerre totale remplace la compétition économique en tant qu'expression aussi bien de l'opposition des intérêts des couches dominantes que de la tendance vers une concentration universelle des forces productives imposée par le développement économique.

Inversement, dès que l'opposition irréductible de la bureaucratie russe et de l'impérialisme américain a posé la guerre comme une perspective inéluctable, cette guerre devient le milieu vital de la société mondiale, et son échéance future détermine dès à présent les manifestations de la vie sociale dans tous les domaines, qu'il s'agisse de l'économie ou de la politique, de la technique ou de la religion. Cette détermination de toutes les activités sociales essentielles par la guerre à venir ne fait qu'aggraver à un point inouï les contradictions déjà existantes et confirme et approfondit en retour le processus menant au conflit ouvert.

Ainsi, non seulement la guerre est inévitable, mais aussi, si le prolétariat révolutionnaire n'intervient pas pour supprimer cette opposition et ses bases, l'identification des deux systèmes et l'unification du système mondial d'exploitation sur le dos des masses laborieuses. A défaut de révolution, la guerre se résoudra par la destruction de l'un des antagonistes au profit de l'autre, par la domination mondiale au profit du

vainqueur, la mainmise totale sur le capital et le prolétariat de la terre et le regroupement autour du vainqueur de la majeure partie des couches exploiteuses dans les différents pays, après écrasement des sommets dirigeants du groupe des vaincus. Il est clair qu'une victoire de la Russie sur l'Amérique signifierait la mainmise complète de la Russie sur l'appareil de production américain et mondial, prenant la forme d'une « nationalisation » complète du grand capital américain et de l'extermination des capitalistes yankees et de leurs principaux agents politiques, syndicaux et militaires et accompagnée de l'intégration dans le nouveau système de presque l'ensemble des techniciens et d'une grande partie de la bureaucratie étatique, économique et ouvrière américaine. Inversement il est tout aussi évident qu'une victoire américaine sur la Russie signifierait l'extermination des sommets de l'appareil bureaucratique russe, la mainmise directe du capital américain sur l'appareil de production et le prolétariat russe, maintenant la forme de la propriété « nationalisée » comme la plus concentrée et la plus commode pour l'exploitation, et accompagnée de l'intégration dans le système américain de la grande majorité des bureaucrates économiques, administratifs et syndicaux comme aussi des techniciens russes. L'assimilation complète du capital et du prolétariat russe par l'impérialisme yankee ne sera d'ailleurs possible qu'au prix d'adaptations internes de la structure économique des U.S.A., qui la mettront définitivement sur la voie de l'étatisation complète.

La guerre sera donc de toute façon et quel qu'en soit le vainqueur un tournant définitif dans l'évolution de la société moderne. Elle accélèrera l'évolution de cette société vers la barbarie, sauf si l'intervention des masses exploitées et massacrées du monde entier l'empêche d'aboutir, sauf si la révolution prolétarienne mondiale envahit la scène historique pour exterminer les exploiteurs et leurs agents et pour reconstruire la vie sociale de l'humanité, en utilisant pour libérer l'homme et lui permettre de créer lui-même son propre destin, les richesses et les forces productives que la société actuelle, après les avoir développées à un point inconnu auparavant, n'est capable d'employer que comme instruments d'exploitation, d'oppression, de destruction et de misère. Le sort de l'humanité et de la civilisation dépend directement de la révolution.

II. — BUREAUCRATIE ET PROLETARIAT

Depuis le début de son histoire le capitalisme tend à faire du prolétariat une simple matière brute de l'économie, un rouage de ses machines. L'ouvrier est dans l'économie capitaliste un objet, une marchandise, et le capitaliste le traite comme tel. Comme pour toute marchandise, le capitaliste essaie d'acheter la force de travail le meilleur marché possible, car pour lui l'ouvrier n'est pas un homme devant vivre sa propre vie, mais une force de travail pouvant devenir source de profit. Il tend par conséquent à réduire au minimum le salaire de l'ouvrier, à lui faire les conditions de vie les plus misérables. Comme pour toute marchandise, le capitaliste essaie aussi d'extraire de l'ouvrier le maximum d'utilité, et pour cela il lui impose la plus grande durée possible de la journée de travail, le rythme le plus intense de production.

Mais le système capitaliste ne peut pas donner un cours libre et illimité à sa tendance fondamentale vers l'exploitation totale. D'abord, cette tendance est en contradiction déjà avec l'objectif de la production. En effet, la réalisation complète de l'objectif capitaliste, qui est l'exploitation illimitée de la force de travail s'oppose à un autre objectif capitaliste également essentiel qui est l'augmentation de la productivité. Si l'ouvrier est, même du point de vue économique, plus qu'une machine, c'est parce qu'il produit pour le capitaliste plus qu'il ne coûte à celui-ci, et surtout parce qu'il manifeste au cours de son travail la créativité, la capacité de produire toujours plus et toujours mieux, que les autres classes productives des périodes historiques antérieures ne possédaient pas. Lorsque le capitaliste traite le prolétariat comme du bétail, il apprend rapidement et à ses dépens que le bétail ne peut pas remplir la fonction de l'ouvrier, car la productivité des ouvriers surexploités baisse rapidement. C'est là la racine profonde des contradictions du système moderne d'exploitation et la raison historique de son échec, de son incapacité à se stabiliser.

Mais aussi — et c'est encore plus important —, le système capitaliste se heurte au prolétariat en tant que classe consciente de ses intérêts. Ce fait, que dans l'économie capitaliste il doit produire toujours plus et coûter toujours moins, l'ouvrier en prend rapidement conscience; et dans la mesure où il comprend également que le but de sa vie n'est pas d'être

purement et simplement une source de profit pour le capitaliste, de simple exploité il devient conscient de l'exploitation et réagit contre celle-ci. Le régime capitaliste produisant et reproduisant sur une échelle de plus en plus grande l'exploitation, la lutte des ouvriers tend toujours à devenir lutte pour l'abolition complète de l'exploitation et de ses conditions, qui sont l'accaparement des moyens de production, du pouvoir étatique et de la culture par une classe d'exploiteurs.

Cette lutte pour l'abolition de l'exploitation n'est pas spécifique à la classe ouvrière; elle a existé depuis qu'il y a des classes exploitées. Ce qui est propre à la lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation, c'est que d'une part elle se déroule dans un cadre qui lui permet la réalisation de son objectif, car le développement extrême de la richesse sociale et des forces productives, résultat de la civilisation industrielle, permet maintenant positivement la construction d'une société d'où soient absents les antagonismes économiques ; d'autre part, que la classe ouvrière se trouve dans des conditions qui lui permettent d'entreprendre et de mener avec succès cette lutte. Avec le prolétariat apparaît pour la première fois une classe exploitée disposant d'une immense force sociale et pouvant prendre conscience de sa situation et de ses intérêts historiques.

Vivant et produisant collectivement, les ouvriers passent rapidement de la réaction individuelle à la réaction et à l'action collectives contre l'exploitation capitaliste. Concentrés par le développement du machinisme et la centralisation des forces productives dans des usines, des villes et des agglomérations industrielles de plus en plus importantes, vivant et produisant ensemble, ils arrivent très tôt à la conscience de l'unité de leur classe opposée à l'unité de la classe des exploiteurs. Sachant qu'ils sont les seuls véritables producteurs, comprenant le rôle parasitaire des patrons, ils arrivent à se donner comme but non seulement la limitation de l'exploitation, mais sa suppression totale et la reconstruction de la société sur des bases communistes, d'une société qui sera dirigée par les producteurs eux-mêmes et dans laquelle tous les revenus proviendront du travail productif.

C'est ainsi que dès le début de son histoire, la classe ouvrière tente des essais grandioses de suppression de la société d'exploitation et de la constitution d'une société prolétarienne, essais dont l'exemple le plus poussé a été pendant le XIX[e] siècle la Commune de Paris. Ces essais aboutissent à un échec, car les conditions de l'époque ne sont pas encore

mûres, car l'économie est insuffisamment développée, car le prolétariat lui-même est encore numériquement faible et qu'il n'a qu'une conscience vague des moyens qu'il doit employer pour arriver à ses buts.

Cependant, après l'échec de ces premières tentatives, la classe ouvrière s'organise pour parvenir à ses fins, dans des organisations économiques (les syndicats) et politiques (les partis de la IIe Internationale) orientés, tout au moins au début, vers le même objectif, la suppression de la société de classe et la construction d'une société prolétarienne.

Ces syndicats et ces partis, dans la période qui fut la période de leur grand essor historique — jusqu'à 1914 — ont accompli un immense travail positif. Ils ont fourni le cadre dans lequel des millions d'ouvriers, devenus conscients de leur classe et de leurs intérêts historiques ont pu s'organiser et lutter. Ces luttes ont abouti à une amélioration considérable des conditions de vie et de travail du prolétariat, à l'éducation sociale et politique de grandes couches ouvrières, à une conscience de la force décisive que représente le prolétariat dans les sociétés modernes.

Mais en même temps, les syndicats et les partis de la IIe Internationale, entraînés par le succès des réformes que les luttes ouvrières arrachaient au patronat pendant cette période d'essor juvénile de l'impérialisme, se laissaient aller à une idéologie qui devenait de plus en plus une idéologie réformiste. Les dirigeants voulaient faire croire à la classe ouvrière qu'il était possible sans révolution violente et sans grands frais, par une série infiniment prolongée de réformes, d'arriver à la suppression de l'exploitation et à la transformation de la société. Ils cachaient ainsi le fait que le capitalisme s'approchait constamment de sa crise organique, qui non seulement lui interdirait toute nouvelle concession, mais l'obligerait à revenir sur celles qu'il avait déjà accordées. L'idée d'une révolution prolétarienne comme moyen indispensable pour mettre une fin à l'exploitation capitaliste semblait devenir une utopie gratuite ou une vision de mystiques sanguinaires.

Cette dégénérescence de la IIe Internationale ne fut évidemment pas le produit du hasard. Profitant de la surexploitation des colonies, l'impérialisme non seulement avait pu concéder des réformes, qui donnaient une apparence de justification objective à la mystification réformiste, mais il avait pu corrompre toute une aristocratie ouvrière, qui s'en trouvait

embourgeoisée. Mais surtout, pour la première fois, apparaissait une bureaucratie ouvrière, qui se détachait de la classe exploitée et essayait de satisfaire ses aspirations propres. L'organisation de la classe ouvrière dans d'immenses organisations, comptant des millions d'adhérents, payant des cotisations, entretenant des appareils étendus et puissants, ayant besoin de permanents pour être dirigés, créant des journaux, des députés, des bureaux, aboutit à l'apparition d'une couche étendue de bureaucrates politiques et syndicaux qui sortent de l'aristocratie ouvrière et de l'intelligentsia petite bourgeoise et qui commencent à trouver le compte de leurs intérêts non plus dans la lutte pour la révolution prolétarienne, mais dans la fonction de bergers des troupeaux ouvriers dans les prairies de la « démocratie » capitaliste. Se transformant en intermédiaires entre le prolétariat en lutte et les patrons, les dirigeants politiques et syndicaux commencent à se nourrir à la mangeoire capitaliste. C'est ainsi que l'appareil créé par la classe ouvrière pour son émancipation, auquel elle avait délégué les fonctions dirigeantes, la responsabilité et l'initiative dans la défense de ses intérêts, devenait un instrument des patrons au sein de la classe ouvrière pour la mystifier et l'endormir.

Le réveil a été dur. Lorsque le capitalisme, poussé par son évolution fatale, sauta les pieds joints dans le carnage universel de 1914, les ouvriers ne trouvèrent auprès de leurs « dirigeants » que des députés de la bourgeoisie et des ministres de l'Union Sacrée, qui leur enseignèrent qu'il fallait se laisser massacrer pour la défense et la gloire de la patrie capitaliste. La réaction ouvrière fut lente, mais d'autant plus radicale. En 1917, les ouvriers et les paysans de la Russie, six mois après avoir renversé le régime tsariste, balayaient à son tour le gouvernement social-patriote de Kerensky et instauraient, sous l'égide du parti bolchevik, une démocratie soviétique, la première république des exploités dans l'histoire de l'humanité. En 1918, les ouvriers, les soldats et les marins de l'Allemagne renversaient le Kaiser et couvraient le pays de milliers de Soviets. Quelques mois après, une république soviétique naissait en Hongrie. En Finlande, le prolétariat entrait en lutte pour son émancipation contre les junkers et les capitalistes. En 1920, le prolétariat italien occupait les usines. A Moscou, à Vienne, à Munich, à Berlin, à Budapest, à Milan les bataillons prolétariens entraient au combat décidés à la victoire. La révolution européenne parais-

sait près d'aboutir. Dans les autres pays, l'émotion fut immense, et la solidarité militante des ouvriers français et anglais fut le facteur principal qui empêcha Clemenceau et Churchill d'écraser par l'intervention armée la République Soviétique russe. L'avant-garde se détachait massivement des partis réformistes et en 1919 était proclamée à Moscou la fondation de la IIIe Internationale, l'Internationale Communiste, qui appelait à la constitution de nouveaux partis révolutionnaires, rompant résolument avec l'opportunisme et le réformisme de la social-démocratie et devant conduire le prolétariat à la révolution victorieuse.

Mais l'heure de la libération de l'humanité n'avait pas encore sonné. Le régime capitaliste et son Etat étaient encore suffisamment solides pour résister à l'assaut des masses. En particulier, les partis de la IIe Internationale ont pu jouer avec succès leur rôle de gardiens de l'ordre capitaliste. L'emprise du réformisme sur la classe ouvrière, le poids des couches intermédiaires et le rôle amortisseur de l'aristocratie ouvrière ont été plus importants qu'on ne l'aurait cru. Défaite en Europe, la révolution ne put se maintenir qu'en Russie, pays immense mais extrêmement arriéré, où le prolétariat ne formait qu'une petite minorité de la population.

Cette défaite de la révolution européenne entre 1918 et 1923, malgré l'importance pratique qu'ils lui accordèrent, les révolutionnaires de l'époque la considérèrent en fin de compte comme dépourvue de signification historique, convaincus qu'elle était essentiellement dûe au manque de « directions révolutionnaires » adéquates dans les pays européens, manque qui allait être maintenant dépassé par la construction des partis révolutionnaires de la IIIe Internationale. Ces partis, appuyés par le pouvoir révolutionnaire qui s'était maintenu en Russie, allaient pouvoir gagner la prochaine manche.

Cependant, le développement fut complètement différent. Dans le pays de la révolution victorieuse, le pouvoir bolchevik a subi une rapide dégénérescence. On peut la caractériser sommairement, en disant qu'elle amena l'installation durable au pouvoir politique et économique d'une bureaucratie toute puissante, formée des cadres du parti bolchevik, des dirigeants de l'Etat et de l'économie, des techniciens, des intellectuels et des militaires. Au fur et à mesure de son accession au pouvoir cette bureaucratie transformait les germes socialistes engendrés par la révolution d'octobre 1917 en instruments du système d'exploitation et

d'oppression des masses le plus perfectionné qu'on avait jamais connu. C'est ainsi qu'on en est arrivé à un régime se qualifiant cyniquement de « socialiste », où, à côté de la misère atroce des masses laborieuses, s'étale avec impudeur la vie luxueuse des 10 ou 15 % de la population qui forment la bureaucratie exploiteuse, où des millions d'individus sont enfermés dans des camps de concentration et de travail forcé, où la police d'Etat — dont la Gestapo ne fut qu'une pâle imitation — exerce une terreur intégrale, où les « élections » et les autres manifestations « démocratiques » ne seraient que des sinistres farces si elles n'étaient des expressions tragiques de la terreur, de l'abrutissement et de la dégradation de l'homme sous la dictature la plus écrasante du monde actuel. En même temps, on a vu les partis « communistes » dans le reste du monde, à travers une série de zig-zags apparents de leur politique, devenir les instruments dociles de la politique étrangère de la bureaucratie russe, tâchant — par tous les moyens et au détriment des intérêts des travailleurs qui les suivent — de l'aider dans sa lutte contre ses adversaires impérialistes et, lorsque l'occasion se présente, s'emparer du pouvoir dans leur pays pour y instaurer un régime analogue au régime russe, au profit de leur propre bureaucratie, comme ce fut le cas en Europe Centrale et Sud-Orientale et actuellement en Chine.

Comment en est-on arrivé là ? Comment le pouvoir sorti de la première révolution prolétarienne victorieuse s'est-il transformé en l'instrument le plus efficace de l'exploitation et de l'oppression des masses ? Et comment se fait-il que les partis de la IIIe Internationale, fondés pour abolir l'exploitation et instaurer sur la terre le pouvoir des ouvriers et des paysans sont devenus les instruments d'une nouvelle formation sociale dont les intérêts sont tout aussi radicalement hostiles au prolétariat que peuvent l'être ceux de la bourgeoisie traditionnelle ? Voilà les questions que se posent avec anxiété tous les ouvriers avancés, une fois qu'ils ont compris que voir quoi que ce soit de « socialiste » dans la Russie actuelle ne signifie que calomnier le socialisme.

La Révolution d'Octobre a succombé à la contre-révolution bureaucratique sous la pression combinée de facteurs intérieurs et extérieurs, de conditions objectives et subjectives, qui se ramènent tous à cette idée fondamentale : entre la deuxième et la troisième décade de ce siècle, ni l'économie ni la classe ouvrière n'étaient encore mûres pour l'abolition de l'ex-

lution, même victorieuse, isolée dans un seul pays, ne pouvait qu'être renversée; si ce n'était de l'extérieur, par l'intervention armée des autres pays capitalistes ou par la guerre civile, ce devait être de l'intérieur, par la transformation du caractère même du pouvoir issu d'elle.

La révolution prolétarienne ne peut aboutir à l'instauration du socialisme que si elle est mondiale. Ceci ne signifie pas qu'elle doit être simultanée dans tous les pays du monde, mais simplement que, commençant dans un ou plusieurs pays, elle doit s'étendre constamment jusqu'à arriver à l'extermination du capitalisme sur l'ensemble du globe. Cette idée, commune à Marx et à Lénine, à Trotsky et à Rosa Luxembourg, n'est ni une hallucination de théoriciens, ni le résultat de la manie du système. Le pouvoir ouvrier et le pouvoir capitaliste sont incompatibles, aussi bien à l'intérieur d'un pays que sur le plan international; si le premier ne l'emporte pas sur le second internationalement, ce sera l'inverse qui se produira, soit par le renversement ouvert de ce pouvoir et son remplacement par un gouvernement capitaliste, soit par le pourrissement intérieur et son évolution vers un régime de classe reproduisant les traits fondamentaux de l'exploitation capitaliste. Ce pourrissement fatal d'une révolution isolée est déterminé avant tout par des facteurs économiques.

Le socialisme n'est pas un régime idéal imaginé par des rêveurs bénévoles ou des réformateurs chimériques, mais une perspective historique positive dont la possibilité de réalisation se base sur le développement de la richesse dans la société capitaliste. C'est parce que la société est arrivée à un tel point de développement des forces productives qu'il est possible d'atténuer profondément d'abord, de supprimer rapidement par la suite la lutte de tous contre tous pour la satisfaction des besoins matériels, c'est à cause de ces possibilités objectives que le socialisme n'est pas absurde. Mais ces possibilités n'existent que lorsque l'on envisage l'économie mondiale prise dans son ensemble. Un seul pays, aussi riche soit-il, ne saurait jamais procurer cette abondance à ses habitants, même si localement le pouvoir capitaliste est aboli. La victoire de la révolution dans un pays ne supprime pas ses rapports avec l'économie mondiale et sa dépendance face à celle-ci. Non seulement ce pays sera obligé à maintenir et à renforcer sa défense militaire — une des sources principales de gaspillage improductif dans le monde actuel — mais il sera placé devant une impasse économique se traduisant ainsi : ou

bien, pour progresser économiquement, maintenir et approfondir la spécialisation de sa production, ce qui signifie le maintenir tributaire de l'économie capitaliste mondiale sous tous les rapports et le soumettre indirectement mais tout aussi efficacement à ses lois et à son anarchie; ou bien s'orienter vers l'autarcie en produisant même les produits qui sont pour lui beaucoup plus coûteux que s'ils se les procurait par l'échange, ce qui signifie un recul économique considérable. Dans les deux cas, cette révolution isolée ne mènera ni vers l'abondance ni vers une atténuation des antagonismes économiques entre les individus et les couches sociales, mais vers une régression, vers la pauvreté sociale et l'accentuation de la lutte de tous contre tous pour la satisfaction des besoins. C'est ce qui est arrivé en Russie.

Cette lutte de tous contre tous pour la satisfaction des besoins dans un régime de pauvreté et de rareté des biens a pour premier résultat inéluctable que ceux qui se trouvent, même temporairement, aux postes dirigeants, supérieurs ou inférieurs, seront fatalement amenés à utiliser leurs prérogatives pour la satisfaction de leurs besoins avant et contre celle de tous les autres. Cette évolution est indépendante de la qualité ou de l' « honnêteté » de ces cadres dirigeants; bons ou mauvais, consciencieux ou malhonnêtes, ils agiront en définitive de la même manière, poussés par la détermination économique. Pour résoudre leurs propres problèmes, ils se stabiliseront au pouvoir, ils transformeront celui-ci en dictature de leur couche, ils aboliront toute trace de démocratie dans la vie sociale, toute possibilité de critique contre eux-mêmes ou leurs semblables. Une fois installés au pouvoir, ils entreront dans la voie de toute classe dominante; ils seront amenés à exploiter au maximum le prolétariat, à le faire produire toujours davantage et coûter toujours moins, sous la double poussée de la satisfaction de leurs besoins et de la consolidation de leur Etat face à l'étranger. L'exploitation toujours accrue du prolétariat entraîne nécessairement son corollaire dans le renforcement de la dictature et de la terreur, et ainsi de suite. Ceci encore une fois n'est qu'une description en termes généraux de ce que fut le processus réel de la dégénérescence de la révolution en Russie.

Mais cette constatation, selon laquelle le socialisme est impossible en-dessous d'un certain degré de développement des richesses, pour fondamentale qu'elle soit, est néanmoins partielle et peut conduire à des conclusions totalement erronées, dont la première serait qu'il est par définition impos-

sible d'instaurer jamais un régime collectiviste. En effet, il est certain d'avance que jamais la société capitaliste ne développera les forces productives au point nécessaire pour passer immédiatement et directement d'une économie de pénurie à une économie d'abondance. Comme Marx l'avait déjà vu, entre la société capitaliste et la société communiste se situe une période de transition, pendant laquelle la forme du régime ne peut être autre que la dictature du prolétariat. Cette période de transition peut conduire au communisme si elle provoque un développement rapide des forces productives, permettant d'une part un relèvement constant du niveau de vie matériel des masses, d'autre part une réduction progressive des heures de travail et par là un relèvement de leur niveau culturel. La révolution mondiale peut accomplir ces objectifs par la suppression du parasitisme des classes exploiteuses et de leurs instruments étatiques bureaucratiques, par la suppression des dépenses militaires, par le développement de l'économie débarrassée des obstacles de la propriété privée et du cloisonnement national, par la rationalisation et la planification de la production à l'échelle mondiale, par le développement des pays retardataires, et surtout par l'épanouissement de la productivité du travail humain libéré de l'exploitation, de l'aliénation et de l'abrutissement capitaliste ou bureaucratique.

Il est donc clair que pendant cette période de transition qui se situe entre le renversement des classes dominantes et la réalisation d'une économie communiste, deux évolutions sont possibles : ou bien la société ira de l'avant en affermissant graduellement les tendances communistes de l'économie et aboutissant à une société d'abondance, ou bien la lutte de tous contre tous amènera le développement inverse, l'accroissement des couches parasitaires d'abord, d'une classe exploiteuse ensuite, et l'instauration d'une économie d'exploitation reproduisant sous une autre forme l'essentiel de l'aliénation capitaliste. Les deux possibilités existent, également fondées sur l'état de l'économie et de la société telles que les laisse le capitalisme. Mais la réalisation de l'une de ces possibilités et la suppression de l'autre ne dépend ni du hasard, ni de facteurs inconnus et mystérieux : elle dépend de l'activité et de l'initiative autonome des masses travailleuses. Si, pendant cette période, le prolétariat, à la tête de toutes les classes exploitées de la société, est capable d'assumer collectivement la direction de l'économie et de l'Etat, sans la déléguer à des « spécialistes », des techniciens, des

« révolutionnaires professionnels » et autres sauveurs intéressés de l'humanité; s'il se montre apte à gérer la production et les affaires publiques, à contrôler activement toutes les branches de l'activité sociale, il est certain que la société pourra marcher vers le communisme sans obstacles. Dans le cas contraire, la rechute vers une société d'exploitation est inéluctable.

La question qui se trouve donc posée le lendemain d'une révolution victorieuse est celle-ci : qui sera le maître de la société débarrassée des capitalistes et de leurs instruments ? La structure du pouvoir, la forme du régime politique, les rapports du prolétariat avec sa propre direction, la gestion de la production et le régime dans les usines ne sont que les aspects particuliers de ce problème.

Or, en Russie, ce problème a été résolu très rapidement par l'accession au pouvoir d'une nouvelle couche exploiteuse : la bureaucratie. Entre mars et octobre 1917, les masses en lutte avaient créé les organismes qui exprimaient leurs aspirations et qui devraient exprimer leur pouvoir : les Soviets. Ces organismes entrèrent immédiatement en conflit avec le gouvernement provisoire, instrument des capitalistes. Le parti bolchevik, seul partisan du renversement du gouvernement et de la paix immédiate, conquérait au bout de six mois la majorité des Soviets et les conduisait à l'insurrection victorieuse. Mais le résultat de cette insurrection fut l'installation durable au pouvoir de ce parti, et, à travers celui-ci et au fur et à mesure qu'il dégénérait, de la bureaucratie.

En effet, une fois l'insurrection achevée, le parti bolchevik montra qu'il concevait le gouvernement ouvrier comme son propre gouvernement, et le mot d'ordre « tout le pouvoir aux Soviets » s'est trouvé signifier « tout le pouvoir au parti bolchevik ». Rapidement, les Soviets furent réduits au rôle d'organes d'administration locale; on ne leur laissait une autonomie relative qu'en fonction des nécessités de la guerre civile — car la forme dispersée que la guerre civile a prise en Russie rendait souvent l'action du gouvernement central inadéquate ou tout simplement impossible. Mais cette autonomie toute relative était absolument provisoire. Une fois la situation normale rétablie, les Soviets devaient retomber à leur fonction d'exécutants locaux, obligés de réaliser docilement les directives du pouvoir central et du parti qui y était installé. Les organes soviétiques subirent ainsi une atrophie progressive, et l'opposition grandissante entre les masses

et le nouveau gouvernement ne trouva pas un canal organisé pour s'exprimer. Ainsi, même dans les cas où cette opposition a pris une forme violente, allant parfois jusqu'au conflit armé (grèves de Pétrograd en 1920-21, insurrection de Kronstadt, mouvement de Maknno) la masse s'opposa au parti en tant que masse inorganisée et très peu sous la forme soviétique.

Pourquoi cette opposition d'abord, pourquoi l'atrophie des organes soviétiques ensuite ? Les deux questions sont étroitement liées, et la réponse est la même.

Déjà longtemps avant qu'il ne prenne le pouvoir, le parti bolchevik contenait en son sein les germes d'une évolution qui pouvait le conduire à une opposition complète avec la masse des ouvriers. Partant de la conception exprimée par Lénine dans le « Que Faire », selon laquelle c'est le parti seul qui possède une conscience révolutionnaire qu'il inculque aux masses ouvrières, il était construit sur l'idée que ces masses par elles-mêmes ne pouvaient jamais arriver qu'à des positions trade-unionistes. Nécessairement formé sous la clandestiné stariste comme un rigide appareil de cadres, sélectionnant l'avant-garde des ouvriers et des intellectuels, le parti avait éduqué ses militants aussi bien dans l'idée d'une discipline stricte, que dans le sentiment d'avoir raison envers et contre tous. Une fois installé au pouvoir il s'est complètement identifié avec la Révolution. Ses opposants, à quelque tendance qu'ils appartiennent, de quelque idéologie qu'ils se réclament, ne peuvent être dès lors pour lui que des « agents de la contre-révolution ». D'où très rapidement l'exclusion des autres partis des Soviets et leur mise en illégalité. Que ces mesures aient été le plus souvent inéluctables, personne ne le contestera; il n'en reste pas moins que la « vie politique » dans les Soviets se réduisait désormais à un monologue ou à une série de monologues des représentants bolcheviks, et que les autres ouvriers, même s'ils étaient portés à s'opposer à la politique du parti, ne pouvaient ni s'organiser pour le faire ni le faire efficacement sans organisation. Ainsi le parti exerça très rapidement tout le pouvoir, même aux échelons les plus secondaires. Dans tout le pays, ce ce n'était qu'à travers le parti que l'on accédait aux postes de commande. Le résultat rapide en fut que d'une part les gens du parti, se sachant incontrôlés et incontrôlables, commencèrent à « réaliser le socialisme » pour eux-mêmes, c'est-à-dire à résoudre leurs propres problèmes en se créant des privilèges, et d'autre part que tous ceux qui dans le pays

et dans le cadre de la nouvelle organisation sociale avaient des privilèges, entrèrent en masse dans le parti pour les défendre. Ainsi le parti se transforma rapidement d'instrument des classes laborieuses en instrument d'une nouvelle couche privilégiée qu'il secrétait lui-même par tous ses pores.

Face à cette évolution, la réaction ouvrière fut très lente. Elle fut surtout mince et fragmentée. Et c'est ici que l'on touche au cœur du problème. Si la nouvelle dualité entre les Soviets et le parti a été rapidement résolue en faveur du parti, si même la classe ouvrière aida activement à cette évolution, si ses militants les meilleurs, ses enfants les plus dévoués et les plus conscients ont senti le besoin de soutenir à fond et sans restriction le parti bolchevik, même lorsque celui-ci se trouva s'opposer aux manifestations de la volonté de la classe, c'est parce que la classe dans son ensemble, et de toute façon son avant-garde, concevait encore le problème de sa direction historique d'une manière qui pour avoir été nécessaire à ce stade n'en était pas moins fausse. Oubliant qu' « il n'est pas de sauveur suprême ni Dieu ni César ni tribun », la classe ouvrière voyait dans ses propres tribuns, dans son propre parti la solution du problème de sa direction. Elle croyait qu'ayant aboli le pouvoir des capitalistes elle n'avait plus qu'à confier la direction à ce parti, auquel elle avait donné le meilleur d'elle-même, et que ce parti n'agirait que dans ses intérêts. C'est ce qu'il fit en effet et plus longtemps que l'on ne pouvait raisonnablement s'y attendre. Non seulement il se trouva le seul constamment aux côtés des ouvriers et des paysans de février en octobre 1917, non seulement il se trouva le seul au moment critique à exprimer leurs intérêts, mais il fut aussi l'organe indispensable pour l'écrasement définitif des capitalistes, celui à qui on est redevable de l'issue victorieuse de la guerre civile. Mais déjà en jouant ce rôle, il se détachait petit à petit de la masse, et il devenait une fin en soi, pour arriver en définitive à être l'instrument et le cadre de tous les privilégiés du nouveau régime.

Mais dans la naissance de cette nouvelle couche de privilégiés il faut distinguer l'aspect politique qui n'en fut que l'expression et les racines économiques infiniment plus importantes. En effet, diriger une société moderne, dans laquelle la plus grande part de la production et surtout la part qualitativement décisive est celle qui procède des usines, signifie avant tout diriger effectivement les usines. C'est de celles-ci

que dépendent l'orientation et le volume de la production, le niveau des salaires, le rythme de travail, en un mot toutes les questions dont la solution détermine d'avance l'évolution de la structure sociale. Ces questions ne seront résolues dans le sens des intérêts des travailleurs que si ce sont les travailleurs eux-mêmes qui les résolvent. Mais pour cela il est nécessaire que le prolétariat en tant que classe soit avant toute autre chose le maître de l'économie, aussi bien à l'échelon de la direction générale qu'à l'échelon particulier de chaque usine — deux aspects de la même chose. Ce facteur de la direction de la production est d'autant plus important que l'évolution de l'économie tend de plus en plus à substituer la division et l'opposition des dirigeants et des exécutants dans la production à la distinction traditionnelle des propriétaires et des dépossédés. C'est dire que si le prolétariat n'abolit pas immédiatement, et en même temps que la propriété privée des moyens de production, la direction de la production en tant que fonction spécifique exercée d'une manière permanente par une couche sociale, il ne fera que nettoyer le terrain pour l'avènement d'une nouvelle couche exploiteuse, surgissant des « directeurs » de la production, de la bureaucratie économique et politique en général. Or c'est exactement ce qui s'est produit en Russie. Après avoir renversé le gouvernement bourgeois, après avoir exproprié — souvent malgré et contre la volonté du gouvernement bolchevik — les capitalistes, après avoir occupé les usines, les ouvriers ont cru qu'il était tout naturel d'en laisser la gestion au gouvernement, au parti bolchevik et aux dirigeants syndicaux. De cette manière le prolétariat abandonnait lui-même son rôle principal dans la nouvelle société qu'il voulait créer. Ce rôle devait fatalement être joué par d'autres. Ce fut le parti bolchevik au pouvoir qui a servi de noyau de cristalisation et de couverture protectrice aux nouveaux « patrons » qui surgissaient petit à petit dans les usines sous forme de dirigeants, de spécialistes et de techniciens. Ceci d'autant plus naturellement que le programme du parti bolchevik laissait ouverte, pour ne pas dire encourageait la possibilité d'une telle évolution.

Les mesures que proposait le parti bolchevik sur le plan économique — et qui par la suite ont formé un des points essentiels du programme de la IIIe Internationale — consistaient d'une part à des mesures d'expropriation des grands trusts capitalistes et de cartellisation obligatoire des autres entreprises et d'autre part, sur le point essentiel, les rapports des ouvriers avec l'appareil de production, au mot d'ordre

du « contrôle ouvrier ». Ce mot d'ordre s'appuyait sur la soi-disante incapacité des ouvriers à passer directement à la gestion de la production déjà au niveau des entreprises et surtout à l'échelon de la direction centrale de l'économie. Ce « contrôle » devait de plus remplir une fonction éducative, permettant pendant cette période transitoire aux ouvriers d'apprendre à gérer auprès des ex-patrons, des techniciens et des « spécialistes » de la production.

Cependant, le « contrôle », fut-il « ouvrier », de la production, ne résout pas le problème de la direction réelle de cette production; au contraire il implique précisément que pendant toute cette période, le problème de la gestion effective de la production doit être résolu d'une autre manière. Dire que les ouvriers « contrôlent » la production suppose que ce ne sont pas eux qui la *gèrent*, et on fait précisément appel au contrôle des ouvriers parce qu'on n'a pas pleine confiance vis-à-vis de ceux qui effectivement gèrent. Il y a donc une opposition d'intérêts fondamentale, quoiqu'au début latente, entre les ouvriers qui « contrôlent » et les gens qui effectivement gèrent la production. Cette opposition crée l'équivalent d'une dualité de pouvoir économique au niveau même de la production, et comme toute dualité de ce genre, elle doit être rapidement résolue; ou bien les ouvriers passeront à bref délai à la gestion totale de la production, en résorbant les « spécialistes », techniciens, administrateurs qui étaient apparus, ou bien ces derniers rejetteront en définitive un « contrôle » gênant qui deviendra de plus en plus une pure forme, et s'installeront en maîtres absolus dans la direction de la production. Moins encore que l'Etat, l'économie n'admet une double commande. Le plus fort des partenaires éliminera rapidement l'autre. C'est pour cela que le contrôle ouvrier qui a une signification positive pendant la période qui précède l'expropriation des capitalistes, en tant que mot d'ordre qui implique l'irruption des ouvriers dans les locaux de commande de l'économie ne peut que céder rapidement la place dès le lendemain de l'expropriation des capitalistes, à la gestion complète de l'économie par les travailleurs, sous peine de devenir un simple paravent protégeant les premiers pas d'une bureaucratie naissante.

Nous savons maintenant qu'en Russie le contrôle ouvrier n'a eu en définitive que ce dernier résultat et que le conflit entre les masses des travailleurs et la bureaucratie grandissante s'est résolu au profit de celle-ci. Les techniciens et « spécialistes » de l'Ancien Régime, maintenus pour remplir les

tâches « techniques », se sont fondus avec la nouvelle couche des administrateurs sortis des rangs des syndicats et du Parti et ont revendiqué pour eux-mêmes le pouvoir sans contrôle; la fonction « pédagogique » du contrôle ouvrier a joué en plein pour eux, et pas du tout pour la classe ouvrière. C'est ainsi que les fondements économiques de la nouvelle bureaucratie ont été posés.

La suite du développement de la bureaucratie offre peu de mystère. Ayant d'abord définitivement enchaîné le prolétariat, la bureaucratie a pu facilement se tourner contre les éléments privilégiés de la ville et de la campagne (Koulaks, nepman) dont les privilèges se basaient sur une exploitation du type bourgeois traditionnel. L'extermination de ces restes des anciennes couches privilégiées fut pour la bureaucratie russe d'autant plus facile, que celle-ci disposait dans cette lutte d'autant et de plus d'avantages qu'un trust dans sa lutte contre des petits entrepreneurs isolés. Porteur du mouvement naturel de l'économie moderne vers la concentration des forces productives, la bureaucratie est rapidement venue à bout de la résistance du petit patron et du gros paysan, qui déjà dans les régimes capitalistes sont irrémédiablement condamnés à la disparition. De même que l'économie elle-même interdit un retour vers la féodalité après une révolution bourgeoise, de même un retour vers les formes traditionnelles, fragmentées et anarchiques du capitalisme était exclu en Russie. La rechute vers un régime d'exploitation, résultat de la dégénérescence de la révolution ne pouvait s'exprimer que d'une manière nouvelle, par l'installation au pouvoir d'une couche exprimant les nouvelles structures économiques, imposées par le mouvement naturel de la concentration.

C'est ainsi que la bureaucratie passa à l'étatisation complète de la production et à la « planification », c'est-à-dire à l'organisation systématique de l'exploitation de l'économie et du prolétariat. Elle a ainsi pu développer considérablement la production russe, développement qui lui était imposé aussi bien par le besoin d'accroître sa propre consommation improductive que surtout par les nécessités d'expansion de son potentiel militaire.

La signification de cette « planification » pour le prolétariat russe apparaît en clair lorsqu'on voit que le salaire réel de l'ouvrier russe, qui en 1928 était encore de 10 % supérieur à 1913 (résultat de la Révolution d'octobre) s'est par la suite trouvé réduit jusqu'à la moitié de son niveau d'avant la

Révolution et se situe actuellement encore plus bas. Ce développement de la production lui-même est d'ailleurs de plus en plus freiné par les contradictions du régime bureaucratique, et en premier lieu par la baisse de la productivité du travail, résultat direct de la surexploitation bureaucratique.

Parallèlement à la consolidation du pouvoir de la bureaucratie en Russie, les partis de la IIIe Internationale dans le reste du monde, suivant une évolution symétrique, se détachaient complètement de la classe ouvrière et perdaient tout caractère révolutionnaire. Subissant simultanément la double pression de la société capitaliste décadente et de l'appareil central de la IIIe Internationale de plus en plus domestiqué par la bureaucratie russe, ils se transformaient graduellement en instruments à la fois de la politique étrangère de la bureaucratie russe et des intérêts de couches étendues de la bureaucratie syndicale et politique « ouvrière » de leurs pays respectifs, que la crise et la décadence du régime capitaliste détachait de celui-ci et de ses représentants réformistes traditionnels. Ces couches, de même qu'une partie de plus en plus importante des techniciens des pays bourgeois, étaient petit à petit amenés à voir dans le régime du capitalisme bureaucratique réalisé en Russie l'expression la plus parfaite de leurs intérêts et de leurs aspirations. Le point culminant de cette évolution fut atteint vers la fin de la deuxième guerre mondiale, moment où ces partis, profitant de l'écroulement de pans entiers du régime bourgeois en Europe, des conditions de la guerre et de l'appui de la bureaucratie russe purent s'installer solidement au pouvoir dans une série de pays européens et y réaliser un régime taillé sur le modèle russe.

Ainsi le stalinisme mondial, tel qu'il groupe aujourd'hui les couches dominantes de la Russie et de ses pays satellites et les cadres des partis « communistes » dans les autres pays, est le point de rencontre de l'évolution de l'économie capitaliste, de la désagrégation de la société traditionnelle et du développement politique du mouvement ouvrier. Du point de vue de l'économie, le bureaucratisme stalinien exprime le fait que la continuation de la production dans le cadre périmé de la propriété bourgeoise devient de plus en plus impossible, et que l'exploitation du prolétariat peut s'organiser infiniment mieux dans le cadre d'une économie « nationalisée » et « planifiée ». Du point de vue social, le stalinisme traduit les intérêts de couches nées à la fois de la concentration du capital et du travail et de la désagrégation des formes sociales tradi-

tionnelles. Dans la production il tend à grouper d'une part le techniciens et les bureaucrates économiques et administratifs, d'autre part les organisateurs gérants de la force du travail c'est-à-dire les cadres syndicaux et politiques « ouvriers ». Hors de la production, il exerce une attraction irrésistible sur les petits bourgeois lumpénisés et déclassés et sur les intellectuels « radicalisés », qui ne peuvent se reclasser socialement qu'à la faveur à la fois du renversement de l'ancien régime qui ne leur offre pas de perspective collective et de l'installation d'un nouveau régime de privilèges. Enfin, du point de vue du mouvement ouvrier, les partis staliniens, dans tous les pays, avant qu'ils ne prennent le pouvoir, expriment cette phase du développement pendant laquelle le prolétariat, comprenant parfaitement la nécessité de renverser le régime capitaliste d'exploitation, confie sans contrôle cette tâche à un parti qu'il considère comme « sien », aussi bien pour la direction de la lutte contre le capitalisme que pour la gestion de la nouvelle société.

•

Mais le mouvement ouvrier ne s'arrête pas là.

Cette nature de la bureaucratie stalinienne en tant que couche exploiteuse est perçue de plus en plus, instinctivement d'abord, consciemment par la suite, par un nombre croissant d'ouvriers d'avant-garde. Malgré l'absence compréhensible d'informations précises, il est évident que le silence saisissant des masses qui vient de l'Est et que les mille voix de la démagogie stalinienne n'arrivent pas à couvrir ne fait que traduire, dans les conditions d'une terreur monstrueuse, la haine inexpiable que les travailleurs des pays dominés par la bureaucratie vouent à leurs bourreaux. On peut difficilement supposer que les prolétaires russes gardent des illusions sur le régime qui les exploite, ou sur tout autre régime qui ne serait pas l'expression de leur propre pouvoir. De même, les travailleurs qui ont longtemps suivi les partis staliniens dans les pays capitalistes commencent à comprendre que la politique de ces partis sert à la fois les intérêts de la bureaucratie russe et ceux de la bureaucratie stalinienne locale, mais jamais les leurs. En France et en Italie particulièrement, la désaffection croissante des ouvriers envers les partis « communistes », traduit précisément cette conscience confuse.

Mais il est aussi visible que malgré la misère croissante, malgré la crise du capitalisme qui va en s'amplifiant, malgré la menace maintenant certaine d'une autre guerre plus destructive que jamais, les ouvriers ne sont pas prompts à se

réorganiser ni à suivre un nouveau parti quel qu'il soit et quel que soit son programme. On n'a pas là seulement une expression compréhensible de méfiance, résultant de la conclusion négative de toutes les expériences antérieures. On a aussi la manifestation d'une maturité incontestable, indiquant que la classe se trouve devant un tournant décisif de son évolution politique et idéologique, qu'elle commence à se poser beaucoup plus profondément que par le passé et à la lumière des leçons de celui-ci, les problèmes cruciaux de son organisation et de son programme, les problèmes de l'organisation et du pouvoir prolétarien.

III. — PROLETARIAT ET REVOLUTION

Aussi bien sous sa forme bourgeoise que sous sa forme bureaucratique, le capitalisme a créé à l'échelle du monde les prémisses objectives pour la révolution prolétarienne. En accumulant les richesses, en développant les forces productives, en rationalisant et en organisant la production jusqu'aux limites qui lui sont imposées par sa nature même de régime d'exploitation, en créant et en développant le prolétariat, auquel il a appris le maniement des moyens de production et des armes en même temps qu'il développait chez lui la haine de la misère et de l'esclavage, le capitalisme moderne a épuisé son rôle historique. Il ne peut pas aller plus loin. Il a créé les cadres, l'internationalisation de l'économie, la rationalisation et la planification, qui rendent possible la direction consciente de l'économie et le libre épanouissement de la vie sociale. Mais cette direction consciente il est incapable de la réaliser lui-même, car il est basé sur l'exploitation, l'oppression, l'aliénation de l'immense majorité de l'humanité. La relève de la bourgeoisie traditionnelle par la bureaucratie « ouvrière » totalitaire ne résout en rien les contradictions du monde moderne. La base de l'existence et de la puissance aussi bien de la vieille bourgeoisie que de la bureaucratie nouvelle, ce sont la dégradation et l'abrutissement de l'homme. Bureaucrates et bourgeois ne peuvent développer les forces productives, accroître ou même maintenir leurs profits et leur puissance qu'en exploitant toujours davantage les masses productives. L'accumulation des richesses et la rationalisation de l'économie signifie pour les travailleurs simplement l'accumulation de la misère et la rationalisation de leur exploita-

tion. Les capitalistes et les bureaucrates essaient de transformer l'homme producteur en simple rouage de leurs machines, mais ainsi ils tuent chez lui la chose essentielle, la productivité et la capacité créatrice. L'exploitation accrue et rationalisée entraîne par contre coup une baisse terrible dans la productivité du travail, comme on le voit particulièrement en Russie, et le gaspillage résultant de la concurrence maintenant abolie entre entreprises est reporté à une échelle infiniment plus ample par les gaspillages résultant de la lutte internationale, et complété par des destructions périodiques massives des forces productives qui prennent des proportions inouïes. Si l'unification du système mondial d'exploitation s'accomplissait à travers et après la troisième guerre mondiale, un effondrement complet menacera la civilisation et la vie sociale de l'humanité. La domination totalitaire illimitée d'un groupe d'exploiteurs — monopolistes yankees ou bureaucrates russes — pillant l'ensemble de la terre, la baisse de la productivité du travail sous une exploitation toujours accrue, la transformation complète de la couche dominante en une caste parasitaire n'ayant plus aucun besoin de développer les forces productives, amèneraient une régression énorme des richesses sociales et un recul prolongé dans le développement de la conscience humaine.

Mais face à la barbarie capitaliste et bureaucratique peut se dresser le prolétariat, un prolétariat qui pendant un siècle de développement capitaliste non seulement a vu son poids spécifique dans la société s'accroître constamment, mais devant qui maintenant les problèmes sont posés objectivement dans toute la clarté possible; clarté qui concerne non seulement l'horreur et l'abjection du régime d'exploitation, qu'il ait la forme bourgeoise ou la forme bureaucratique, mais surtout les propres tâches de la révolution prolétarienne, les moyens de sa lutte et les objectifs de son pouvoir; clarté qui deviendra complète et définitive au cours même de la terrible guerre qui approche.

Si le résultat *apparent* d'un siècle de luttes prolétariennes semble pouvoir se résumer ainsi : le prolétariat a lutté pour installer au pouvoir une bureaucratie qui l'exploite autant et plus que la bourgeoisie, le résultat *profond* de ces luttes se trouve dans la clarification qui en est la conséquence. Il apparaît maintenant objectivement, d'une manière matérielle et palpable pour tous les travailleurs, que l'objectif de la révolution socialiste ne peut être simplement l'abolition de la pro-

priété privée, abolition que les monopoles et surtout la bureaucratie réalisent eux-mêmes graduellement sans qu'il en résulte autre chose qu'une amélioration des méthodes d'exploitation, mais essentiellement l'abolition de la distinction fixe et stable entre dirigeants et exécutants dans la production et dans la vie sociale en général. De même que sur le plan politique, l'objectif de la révolution prolétarienne ne peut être que la destruction de l'Etat capitaliste ou bureaucratique et son remplacement par le pouvoir des masses armées qui n'est déjà plus un Etat dans le sens habituel du terme, l'Etat en tant que contrainte organisée commençant immédiatement à dépérir, de même sur le plan économique l'objectif de la révolution ne peut être d'enlever la direction de la production aux capitalistes pour la confier à des bureaucrates, mais d'organiser cette direction sur une base collective, comme une affaire qui concerne l'ensemble de la classe. Dans ce sens la distinction entre le personnel dirigeant et le personnel exécutant dans la production doit commencer à dépérir dès le lendemain de la révolution.

Les objectifs de la révolution prolétarienne, il n'y a que le prolétariat lui-même et dans son ensemble qui puisse les réaliser. Leur réalisation ne peut être accomplie par personne d'autre. La classe ouvrière ne peut ni ne doit faire confiance pour leur réalisation à personne, ni même et surtout pas à ses propres « cadres ». Elle ne peut se décharger de l'initiative et des responsabilités concernant l'instauration et la gestion d'une nouvelle société sur qui que ce soit. Si ce n'est pas le prolétariat lui-même, dans son ensemble, qui, à tout moment a l'initiative et la direction des activités sociales, aussi bien pendant que surtout après la révolution, on n'aura fait que changer de maîtres, et le régime d'exploitation réapparaîtra, sous d'autres formes peut-être, mais identique quant au fond. Cette idée générale se concrétise par une série de précisions ou de modifications qui sont dorénavant à apporter aussi bien au programme du pouvoir révolutionnaire (c'est-à-dire au régime économique et politique de la dictature du prolétariat) qu'aux problèmes d'organisation et de lutte de la classe ouvrière sous le régime capitaliste.

Le programme de la révolution prolétarienne ne peut pas rester ce qu'il était avant l'expérience de la révolution russe et des transformations qui ont eu lieu après la deuxième guerre mondiale dans tous les pays de la zone d'influence russe. On ne peut plus continuer à croire que l'expropriation

des capitalistes privés équivaut au socialisme et qu'il suffit d'étatiser (ou de « nationaliser ») l'économie pour rendre impossible l'exploitation. On a constaté qu'après l'expropriation des capitalistes l'apparition d'une nouvelle couche exploiteuse était possible, qu'elle était même nécessaire si cette expropriation des capitalistes n'était pas accompagnée de la prise en mains directe de la gestion de l'économie par les ouvriers eux-mêmes. On a également constaté que les étatisations et les nationalisations, qu'elles soient le fait de la bureaucratie stalinienne (comme en Russie et dans la zone d'influence russe), de la bureaucratie travailliste (comme en Angleterre) ou des capitalistes eux-mêmes (comme en France), loin d'empêcher ou de limiter l'exploitation du prolétariat ne font que l'unifier, la coordonner, la rationaliser et l'intensifier. On a encore constaté que la « planification » de l'économie est un simple moyen, qui n'a en soi rien de progressif par rapport au prolétariat, et qui, réalisée lorsque le prolétariat est dépossédé du pouvoir, n'est autre que la planification de l'exploitation. On a enfin vu que ni le partage de la terre ni la « collectivisation » de l'agriculture ne sont incompatibles avec une exploitation moderne, rationalisée et scientifique de la paysannerie.

Il faut donc comprendre que l'expropriation des capitalistes privés (exprimée dans l'étatisation ou la nationalisation) n'est que la moitié négative de la révolution prolétarienne. Ces mesures ne peuvent pas avoir une signification progressive si elles sont séparées de la moitié positive, qui est la gestion propre de l'économie par les travailleurs. Ceci signifie que la direction de l'économie, aussi bien à l'échelon central qu'à l'échelon des entreprises ne peut pas être confiée à une couche de spécialistes, techniciens, « gens capables » compétants et bureaucrates de quelque sorte que ce soit, mais qu'elle doit être et qu'elle sera réalisée par les travailleurs eux-mêmes. La dictature du prolétariat ne peut pas être simplement la dictature politique; elle doit être avant tout la dictature économique du prolétariat, autrement elle ne sera qu'un prête-nom de la dictature de la bureaucratie.

Les marxistes, et Trotsky en particulier, avaient déjà montré qu'à la différence de la révolution bourgeoise, la révolution prolétarienne ne peut pas se borner à éliminer les obstacles subsistant de l'ancien mode de production. Pour le succès de la révolution bourgeoise, il faut et il suffit que les entraves subsistant du régime féodal (corporations et monopoles féodaux, propriété féodale du sol etc...) soient abolies.

A partir de là, le capitalisme se construit et se développe tout seul, par l'automatisme de l'expansion industrielle. Par contre l'abolition de la propriété bourgeoise est la condition nécessaire, mais non pas suffisante pour la construction et le développement d'une économie socialiste. A partir de cette abolition le socialisme ne peut se réaliser que consciemment, c'est-à-dire par une action consciente et constante des masses, capable de surmonter la tendance naturelle de l'économie telle que la laisse le capitalisme, tendance à revenir vers un régime d'exploitation. Mais il y a lieu de dresser une deuxième distinction, encore plus importante, entre la révolution prolétarienne et toutes les révolutions précédentes. C'est que pour la première fois la classe qui prend le pouvoir ne peut pas l'exercer par « délégation », qu'elle ne peut pas le confier d'une manière stable et durable à ses représentants, à son « Etat » ou à son « parti ». L'économie socialiste s'édifie par une continuelle action consciente, mais la question se pose de savoir *qui* est cette conscience ? Aussi bien l'expérience historique que l'analyse des conditions d'existence de la classe ouvrière et du régime post-révolutionnaire répondent que cette conscience ne peut être que la classe dans son ensemble. « Seules les masses, disait à peu près Lénine, peuvent vraiment planifier, car seules elles sont partout à la fois. » La révolution prolétarienne ne peut donc, sous peine de faillite, se limiter à nationaliser l'économie et à en confier la direction à des gens compétents ou à un « parti révolutionnaire », même avec un contrôle ouvrier plus ou moins vague. Elle doit confier la gestion des usines et la coordination générale de la production aux ouvriers eux-mêmes, à des ouvriers constamment contrôlés, responsables et révocables.

De même sur le plan politique, la dictature du prolétariat ne peut pas signifier la dictature d'un parti, aussi prolétarien et aussi révolutionnaire que celui-là puisse être. La dictature du prolétariat doit être une démocratie pour le prolétariat, et par conséquent tous les droits doivent être concédés aux ouvriers et avant tout le droit de former des organisations politiques ayant leurs conceptions propres. Que les militants de la fraction majoritaire dans les organisations de masse soient appelés plus fréquemment que les autres à des postes responsables apparaît comme quelque chose d'inévitable; mais l'essentiel est que l'ensemble de la population travailleuse puisse garder sur eux un contrôle constant, les révoquer, reti-

ter sa confiance à la fraction jusque-là majoritaire et la reporter sur une autre. Par ailleurs il est évident que la distinction et l'opposition entre les organisations politiques proprement dites (partis) et les organisations de la masse en tant que telle (Soviets, Comités d'usine) perdra rapidement son importance et sa raison d'être, car sa perpétuation serait le signe annonciateur d'une dégénérescence de la révolution.

Il est évident qu'on ne peut actuellement que tracer les grandes lignes de l'orientation que l'expérience passée de la classe imposera à toute révolution future. Les formes concrètes que prendra l'organisation de la classe, par exemple la forme de centralisation de l'économie combinée à la décentralisation nécessaire, ne pourront être définies que par la masse elle-même, lorsqu'elle s'attaquera à la solution définitive de ces problèmes dans la lutte.

C'est dans le même sens que doivent être envisagés les problèmes de l'organisation et de la lutte du prolétariat dans le cadre du régime capitaliste.

Ni le fait que c'est la classe dans son ensemble qui fait l'expérience objective qui la mènera à la conscience et à la révolution, ni la constatation que les organisations ouvrières ont servi jusqu'ici de terrain fertile pour la bureaucratie ne peuvent amener à la conclusion que l'organisation politique de l'avant-garde avant la révolution est inutile et nuisible.

L'organisation politique de l'avant-garde est historiquement indispensable car elle repose sur le besoin de maintenir et de propager parmi la classe une conscience claire du développement de la société et des objectifs de la lutte prolétarienne à travers et malgré les fluctuations temporelles et les diversités corporatives, locales et nationales de la conscience des ouvriers. L'avant-garde organisée considèrera évidemment comme sa première tâche la défense de la condition et des intérêts des ouvriers, mais elle tâchera toujours d'élever le niveau des luttes et représentera finalement à travers chaque étape les intérêts du mouvement dans son ensemble. D'autre part, la constitution objective de la bureaucratie en couche exploiteuse rend évident que l'avant-garde ne saurait s'organiser que sur la base d'une idéologie anti-bureaucratique, d'un programme dirigé essentiellement contre la bureaucratie et ses racines, et en luttant constamment contre toute forme de mystification et d'exploitation.

Mais de ce point de vue, l'essentiel est que l'organisation

politique de l'avant-garde ayant pris conscience de la nécessité d'abolir la distinction entre dirigeants et exécutants tende dès le début vers cette abolition en son propre sein. Ceci n'est pas simplement affaire d'améliorations statutaires, mais surtout affaire de développement de la conscience et des capacités de ses militants, par leur éducation théorique et pratique permanente dans cette orientation.

Une telle organisation ne peut se développer qu'en préparant sa rencontre avec le processus de création d'organismes autonomes des masses. Dans ce sens, si l'on peut toujours dire qu'elle représente la direction idéologique et politique de la classe dans les conditions du régime d'exploitation, il faut aussi et surtout dire que c'est une direction qui prépare sa propre suppression, par sa fusion avec les organismes autonomes de la classe, dès que l'entrée de la classe dans son ensemble dans la lutte révolutionnaire fait apparaître sur la scène historique la véritable direction de l'humanité, qui est cet ensemble de la classe prolétarienne elle-même.

Face à la décadence continue et à la barbarie croissante des régimes d'exploitation, une seule force peut se dresser dans le monde actuel, celle de la classe productive, du prolétariat socialiste. S'accroissant constamment par l'industrialisation de l'économie mondiale, toujours plus concentré dans la production, dressé par la misère et l'oppression toujours plus lourdes à la révolte contre les classes dominantes, ayant maintenant la possibilité de faire l'expérience de ses propres « directions », le prolétariat mûrit pour la révolution à travers une série de difficultés et d'obstacles croissants. Mais ces obstacles ne sont pas insurmontables. Toute l'histoire du dernier siècle est là pour prouver que le prolétariat représente, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, une classe qui non seulement se révolte contre l'exploitation, mais qui est positivement capable de vaincre les exploiteurs et d'organiser une société libre et humaine. Sa victoire, et le sort de l'humanité, ne dépendent que de lui-même.

1948

Le but de cet article est de dégager sommairement le sens des événements de l'année écoulée, de situer ces événements dans l'évolution de la situation issue de la deuxième guerre mondiale, de tracer le cadre où se situe l'activité révolutionnaire à notre époque. Logiquement une telle étude devrait présupposer une description du monde contemporain et surtout une analyse approfondie du fonctionnement du système mondial d'exploitation : seuls de tels fondements théoriques peuvent nous permettre de comprendre pourquoi ce système se dirige infailliblement vers la troisième guerre mondiale, pourquoi son mécanisme même ne peut être compris que dans cette « perspective ».

Les prochains numéros de cette revue fourniront des analyses théoriques sur la question. Nous partirons ici des évidences les plus concrètes pour qui ouvre les yeux sur le monde moderne et veut le comprendre du point de vue de la classe exploitée : la division presque « parfaite » du monde entre deux classes exploiteuses, la lutte à mort de chaque système pour l'hégémonie mondiale, pour la destruction de l'autre et l'annexion de son prolétariat et de ses moyens de production. Dès le « jour V », le nouveau monde s'avérait inviable sinon comme une immense machine à préparer la guerre; mais à la différence de la période 1918-1939, le conflit ne germe pas dans une nouvelle évolution économique pacifique dont il serait la conséquence : par-dessus la coupure radicale du monde en deux, par-dessus tous les « rideaux de fer », l'antagonisme guerrier entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. est la façon dont se manifeste l'unité de l'économie mondiale.

La troisième guerre mondiale qui déjà se concrétise en de nombreux conflits partiels ou larvés, est, l'élément où se meut le système mondial d'exploitation, la dernière « justification » de l'esclavage imposé au prolétariat, la principale cause de l'augmentation des forces productives dans le capitalisme décadent.

Il nous faut d'abord situer l'année écoulée dans le rythme

d'évolution du monde vers la guerre ouverte. 1948 est une division artificielle du temps historique; en réalité, on doit distinguer deux périodes depuis 1945, le tournant, d'ailleurs relatif, s'opérant dans la première moitié de 1947.

La période qui suivit immédiatement la guerre fut caractérisée par un équilibre instable de la situation mondiale, par un statu-quo relatif entre les deux blocs. Sur les points où des hostilités avaient commencé, en Chine et en Grèce, les adversaires s'efforçaient de ne pas étendre le conflit, agissant à demi clandestinement, par personnes interposées. C'est que la situation issue de la guerre imposait un certain répit aux forces en présence, un minimum de réorganisation économique et de réorientation politique. L'U.R.S.S. devait reconstruire, au moins sommairement, son économie, absorber le plus rapidement possible l'important morceau des pays de l'Europe orientale. De leur côté, les U.S.A. devaient faire face à leurs nouvelles « responsabilités » de maîtres du monde occidental, trouver au moins un palliatif temporaire à la dislocation de l'économie, abandonner rapidement des restes de l'utopie rooseveltienne ou de l'idéologie isolationniste en matière de politique étrangère. De plus, il existait entre les deux l'apparence d'un no-man's-land; en Europe occidentale comme dans le Moyen-Orient, on pouvait croire à la possibilité d'une pénétration pacifique ne mettant pas en danger le statu-quo mondial.

Les agents principaux qui maintinrent ce statu-quo furent les différents partis staliniens. Leur collaboration avec la bourgeoisie répondait à des objectifs multiples; d'une part, éviter tout heurt prématuré avec l'Amérique pendant la pénible digestion de l'Europe orientale par la Russie d'autre part comprimer tout sursaut révolutionnaire de la part du prolétariat. Mais il faut surtout souligner que cette politique ne consistait nullement à faire le travail de la bourgeoisie ou à capituler devant elle : aussi bien par le dynamisme propre de la lutte entre la bureaucratie et la bourgeoisie que de façon délibérée, les Partis staliniens poursuivaient méthodiquement pendant cette période leur pénétration dans l'appareil politico-économique des pays d'Europe occidentale. La politique du « produire d'abord » les différentes concessions apparentes à la bourgeoisie, l'idéologie en partie petite-bourgeoise des partis communistes pendant cette période ne sont qu'un aspect d'une politique dont la ligne générale était de pousser le plus loin possible la colonisation de l'économie et l'infiltration dans les secteurs dominants de l'appareil d'état.

Si l'on cherche maintenant les raisons du revirement politique des partis communistes au cours de l'année 1947, il devient clair que la réaction du prolétariat, coincé entre la politique des staliniens et la situation économique de plus en plus intolérable créée par la bourgeoisie, a simplement accéléré le processus sans en altérer le sens. Ce n'est qu'apparemment que l'Europe occidentale pouvait être prise pour un no-man's-land; la politique de type « tchécoslovaque » devait fatalement s'y heurter à une opposition vigoureuse de la bourgeoisie, et à l'intervention directe des U.S.A. De toute

façon, il devait devenir de plus en plus intolérable pour l'Amérique de voir les staliniens au gouvernement dans des pays d'importance stratégique aussi grande. En France la réaction de de Gaulle refusant aux staliniens l'un des trois « ministères-clés », avait été prophétique pour l'attitude postérieure de la bourgeoisie. Dès le premier trimestre 1947, il devient incontestable pour les deux adversaires qu'aucun compromis n'est viable à l'échelle mondiale. Entre les deux blocs en lutte, il n'est pas question de partage du monde en zones d'influence : en Chine comme en France, au Moyen-Orient, en Allemagne ou en Grèce, l'année 1948 montrera combien est minime la marge de discussion possible. Dans cette guerre froide on assiste à des défaites ou à des abandons partiels, commandés par la stratégie d'ensemble; un nouveau cloisonnement des luttes et l'extinction de foyers locaux d'incendie sont même probables, mais un arrangement pour des décades, un nouveau « Versailles », est irrémédiablement exclu.

En 1947, la rupture du monde en deux apparaît définitivement en clair : en mars, c'est le « discours Truman » sur la nouvelle politique extérieure américaine; en avril 1947, à Moscou, la conférence des Quatre Ministres des Affaires étrangères échoue sur le problème allemand, révélant pour la première fois au monde le caractère absolument insoluble de ce conflit; en juin les zones d'occupation anglaise et américaine sont fondues dans la bizone et le Conseil économique allemand embryon de gouvernement de la zone occidentale est créé : les anglo-américains entérinent ainsi la division définitive de l'Allemagne. Puis c'est le discours Marshall et ses propositions d'aide économique à l'Europe, le refus inévitable de l'U.R.S.S. de se soumettre à un droit de regard sur son économie et à une intégration même très incomplète dans le monde et le marché capitaliste. Ce même refus est dicté aux pays satellites dangereusement tentés d'accepter l'offre américaine : cette attitude radicale envers les pays du bloc russe accentuera les conflits politiques et économiques dans leur zone, et rendra nécessaire en contrecoup une accélération dans le rythme de l'assimilation et de la vassalisation complète de ces pays à l'U.R.S.S. Enfin en octobre, c'est la création du Kominform, déclaration ouverte de la guerre froide contre « l'impérialisme américain ». La « doctrine Truman » signifiait l'intervention américaine partout où il y avait danger que le stalinisme prît pied par ses armées ou par le moyen des partis communistes. Le Kominform à son tour proclamait l'opposition de deux politiques dans le monde « à une extrémité la politique de l'U.R.S.S. et des pays démocratiques qui cherche à briser l'impérialisme et à consolider la démocratie, à l'autre extrémité la politique des U.S.A. et de la Grande-Bretagne qui cherche à renforcer l'impérialisme et à étrangler la démocratie » ; il appelait à l'union de toutes les forces « anti-impérialistes », à la lutte contre l'intervention américaine et le Plan Marshall : la mystification « démocratique » couvrait ainsi les appétits du capitalisme occidental et de la bureaucratie, et leur lutte à mort pour l'exploitation du monde.

Pendant la même période s'accomplissait, avec un peu plus plus d'hésitations et de heurts, le tournant dans la politique des partis communistes. Il est maintenant clair que ce raidissement des staliniens à travers le monde a signifié un simple alignement sur les nouveaux rapports entre les deux blocs. Il serait complètement faux d'assimiler cette nouvelle politique à certaines périodes à jamais révolues où le stalinisme a pu prendre une attitude sectaire et « gauchiste ». Entre la « troisième période » de la politique stalinienne (de 1928 à 1934) et la ligne actuelle, il n'y a guère en commun que l'aspect « radical » et violent; le radicalisme de la troisième période, et son sectarisme, était la politique intérieure d'une nouvelle bureaucratie naissante, cherchant à se frayer sa voie en exterminant par tous les moyens la vieille bureaucratie réformiste, au risque de se faire écraser elle-même par le capitalisme; le nouveau radicalisme stalinien est avant tout une attitude de guerre étrangère, où les différents P.C. et les différentes bureaucraties nationales sont des unités qu'on est prêt à sacrifier si l'enjeu en vaut la peine. Mais il faut noter aussi que l'aspect violent de cette nouvelle politique, travestie par une phraséologie révolutionnariste, a permis de ralentir dans une certaine mesure la désaffection du prolétariat envers les P.C., amorcée pendant la période précédente. Dans les cadres de leur stratégie d'ensemble toutes les possibilités sont utilisées par les staliniens pour ne pas perdre sans profit leur emprise sur la classe ouvrière.

Sur tous les points de conflit, l'année 1948 a vérifié la perspective tracée par Truman et par le Kominform, confirmé l'impossibilité de cohabitation pacifique des deux impérialismes. Le premier événement politique d'importance fut la mise au pas définitive de la Tchécoslovaquie en février 1948. En l'espace de moins d'une semaine les derniers éléments organisée de la bourgoisie étaient liquidés, le pouvoir de la bureaucratie sur l'économie définitivement installé, la dictature imposée à la classe ouvrière devenait ouverte et sans limites. Du point de vue du conflit mondial, la Tchécoslovaquie occupait une position stratégique limite entre les deux blocs. Sans avoir été occupée par l'Armée rouge, elle avait évolué progressivement vers l'orbite soviétique depuis la guerre : la politique de la Tchécoslovaquie et partiellement ses échanges commerciaux avaient changé d'orientation. D'autre part, la politique pseudo-réformiste des staliniens avait porté ses fruits : les postes-clés de l'économie se trouvaient entre leurs mains, l'appareil répressif d'état, armée et police, était fortement noyauté. Sous les apparences d'un régime bourgeois le capitalisme bureaucratique avait déjà des assises solides, impossibles à ébranler par les seules forces d'une classe bourgeoise très affaiblie par la guerre et dépossédée de la plus grande partie de son pouvoir économique par les nationalisations.

La nouvelle politique américaine, l'offensive Truman-Marshall pouvait donner à la bourgeoisie tchécoslovaque une illusion sur sa force réelle et la possibilité d'un tardif revirement vers l'occident; mais en fait l' « offensive » bour-

geoise qui déclencha la crise, fut seulement le dernier soubresaut d'une classe liquidée dans la réalité sociale; les partis bourgeois ne constituaient plus qu'une survivance par rapport à l'état de l'économie, ce qui explique leur balayage rapide et sans retour. Du point de vue des U.S.A., la partie était perdue et abandonnée depuis longtemps : la politique Truman ne pouvait compter stopper une situation incomparablement plus avancée que celle de l'Europe occidentale. La bataille était perdue d'avance, et le « repli stratégique » était malgré tout possible.

La conférence du Danube en août est un autre exemple de bataille perdue d'avance par les U.S.A., et où la défense diplomatique fut engagée sans espoir, pour le seul but propagandiste de démontrer l'intraitabilité de l'ennemi. Par contre les hostilités politiques et militaires qui se sont poursuivies en Extrême-Orient affectent un caractère stratégique de première importance. Dans l'ensemble ces opérations en 1948 furent marquées par une série de victoires soviétiques. En Corée soviétique, trois années d'occupation russe ont suffi pour transformer ce pays en « démocratie populaire » du type le plus brillant. Solidement appuyés sur la bureaucratie locale qu'ils y ont créée, les russes ont pu passer à l'offensive idéologique, annonçant en septembre le retrait de leurs troupes d'occupation. Les américains dans leur zone sont désormais devant le dilemme de retirer également leurs troupes, livrant vraisemblablement la Corée du Sud au régime stalinien fortement organisé, ou d'endosser ouvertement la position de puissance impérialiste et colonialiste, d'obstacle à l'unité et à l'indépendance de la Corée : la supériorité politique du capitalisme bureaucratique réside surtout dans ses larges possibilités de se lier et de susciter des couches autochtones auxquelles il confie l'exploitation et la surveillance policière des prolétariats locaux.

Le capitalisme américain n'a pas encore de telles possibilités : son lourd déboire avec la Chine nationaliste le prouve. Dès août 1947, les hostilités en Chine prenaient un nouveau tour. Les communistes ajoutaient aux guérillas des armées fortement organisées; équipées par le butin japonais que leur abandonnaient les russes et par les armes américaines prises aux nationalistes, elles prenaient des villes importantes en Mandchourie, et passaient à l'attaque en Chine du Nord. Au fur et à mesure de leur avance elles réalisaient la « réforme agraire » dont un des buts principaux est de s'attacher les populations paysannes tout en créant les embryons d'une classe dirigeante-organisatrice à la campagne. Au cours de 1948, c'était l'investissement méthodique des positions de Tchang-Kai-Tchek, aboutissant en novembre à la prise de Siou-Tchéou et à la débâcle de fin d'année, cuisante défaite pour l'impérialisme américain. En décembre, l'envoi de matériel industriel à la Chine était suspendu, et les U.S.A. se refusant à l'immense effort nécessaire pour des chances minimes de redresser la situation, considéraient la partie comme perdue.

Les raisons de cette défaite en face du dynamisme militaire et social du camp communiste sont à chercher d'abord

dans l'inconsistance du régime de Tchang-Kai-Tchek, dans son manque d'une assise sociale solide. Devant une robuste bureaucratie naissante, le capitalisme américain ne pouvait résister qu'en prenant l'affaire en mains personnellement. Si considérable qu'ait été l'effort d'équipement et d'organisation militaire américain en Chine, il ne devint systématique que tardivement. Aussi bien pour des raisons diplomatiques que de politique intérieure, le State-Departement se refusa à l'intervention totale qui était nécessaire à la fin, gaspillant ainsi toute l' « aide » déjà accordée. L'abandon de l'immense potentiel humain et naturel chinois au bloc russe est une lourde défaite pour la bourgeoisie américaine, car le potentiel de guerre russe risque d'être formidablement accru par une industrialisation, même partielle, de la Chine sous la direction de la bureaucratie chinoise.

Un important bastion stratégique américain en Extrême-Orient est le Japon, et la défaite chinoise est rendue plus supportable dans la mesure où l'année 1948 a signifié des progrès considérables dans l'organisation de ce point d'appui. Dès mars 1948, à la suite de rapports d'envoyés spéciaux du Gouvernement américain, la politique de désarmement économique du Japon, déjà partiellement adoucie, était complètement abandonnée. Il fallait au contraire rendre le Japon économiquement viable; au lieu d'exiger le payement des réparations, Hoffmann préconisait une aide financière à l'industrie nippone. Il s'agissait de remédier à la désorganisation de la production, tombée à 40 % de son niveau des années 1930-1934, et aussi de lutter autant que possible contre les succès grandissants de la propagande stalinienne en « améliorant » quelque peu le niveau de « vie » du prolétariat japonais. Hoffmann et Mac Arthur ne furent pas suivis par le Congrès américain en ce qui concerne un Plan Marshall asiatique; du moins les investissements et les prêts privés furent-ils encouragés. Au cours de l'année, Mac Arthur poursuivait sa politique relativement autonome d'avant-garde : s'il faisait condamner dans un but de propagande quelques « criminels de guerre »; il s'alliait d'autre part ouvertement avec la famille capitaliste la plus importante, les Zaibatsu, et freinait le plan de décartellisation qui fut enfin abandonné officiellement le 9 décembre. Sur le plan militaire, comme en témoignent les nombreux entretiens entre l'état-major américain et les milieux militaires japonais, une remise sur pied des forces armées japonaises s'amorçait.

Mentionnons avant de quitter ce théâtre d'opérations la poursuite ou l'éclatement des guerres nationales en Indochine, Indonésie, Birmanie et Malaisie, où les partis staliniens jouent un rôle important et par endroits dominant; l'évolution de la situation en Chine peut contribuer à renforcer beaucoup ces mouvements, de façon très dangereuse pour les positions américaines.

Au total, en Extrême-Orient, l'organisation américaine, pour intense qu'elle soit, s'opère sur une ligne de repli, tracée par les victoires considérables du stalinisme; le centre essentiel du conflit pour les Américains reste l'Europe, où leur liberté de manœuvre et d'abandon est infiniment moins

grande. Il est probable qu'en 1949, le poids de la diplomatie américaine se transportera encore davantage en occident, et que son jeu y sera encore plus serré.

C'est sur le terrain de l'Allemagne que la situation apparaissait le plus désespérément bloquée. L'échec de la conférence de Londres en décembre 1947, montrait qu'il ne pouvait y avoir accord sur aucun point. Le problème de l'unité devenait un simple slogan de propagande tandis que les deux adversaires organisaient leur zone comme si la division devait être définitive jusqu'à la guerre. Pour la zone occidentale, la conférence de Londres en mars-avril, puis les conversations de Londres en mai, mettaient sur pied le plan de statut politique valable pour les trois zones occidentales. Sur le plan économique la réforme monétaire qui tentait d'assainir la situation inflationniste prenait l'isolement de la zone orientale comme postulat de base. En octobre commençait l'intégration économique de la zone française à la bizone.

Le problème de l'industrie allemande soulevait quelques difficultés supplémentaires : les U.S.A. ont la vue claire qu'il n'y a plus pour eux de danger militariste allemand, puisqu'ils ont la base économique de l'impérialisme allemand solidement en mains. Au contraire, l'industrie allemande est une pièce essentielle de leurs plans économiques pour l'Europe; s'ils veulent obtenir pour le Plan Marshall le minimum de résultats, il leur faut intégrer l'Allemagne dans le Comité de coopération économique, mettre fin au non-sens des démantèlements, limiter le plus possible la détrustification, mettre sur pieds une organisation centralisée forte de l'économie, un gouvernement central prépondérant et entre leurs mains. Devant ces exigences réelles d'une politique d'hégémonie mondiale, les récriminations des différents partis français sur le « danger allemand », reflets des intérêts particuliers de la bourgeoisie française ou exploitation démagogique de l'idéologie nationale par le P.C. n'avaient aucune chance d'être sérieusement prises en considération par les U.S.A. L'ordonnance 75 du Gouvernement militaire américain plaça le Gouvernement français devant un fait accompli, et fut modifié seulement de façon minime par les conversations des « Six » en décembre. L'important dans cette ordonnance est surtout la remise de la gestion des usines allemandes entre les mains d'un Comité de gestion choisi par le Gouvernement militaire, ce qui permet de replacer officiellement à la tête de l'industrie les « compétences » qui ont fait leurs preuves sous le nazisme. Ce Comité a carte blanche pour accomplir une mission d'apparence contradictoire : liquider les « combinats » du fer, de l'acier et du charbon et planifier l'économie pour la rendre efficiente; il est visible que la première clause est une concession verbale à l'idéologie antinazie; concrètement elle aura pour résultat de permettre un démembrement facilitant la trustification plus rationnelle prévue d'autre part. Quant au problème de la propriété, il a été réglé provisoirement pour permettre à nouveau les investissements de capitaux américains.

Si l'économie de la zone occidentale apparaît comme

une annexe de l'économie américaine, en zone soviétique, l'évolution symétrique est depuis longtemps achevée. Mais tandis que la main-mise américaine est liée au Plan Marshall et aux soucis stratégiques et politiques qui y président, l'emprise soviétique sur l'économie allemande a pour résultat une exploitation directe et un pillage forcené. Les besoins en « capitaux » de l'économie soviétique sont tels que la Russie tend désespérément vers l'annexion de la zone occidentale. Dès 1947, au contraire, les « occidentaux » considéraient que l'annexion de la zone russe n'augmenterait pas le pouvoir économique total de l'Allemagne, après plus de deux années d'exploitation soviétique. On conçoit que les deux points de vue sur l'unité soient dans les faits radicalement opposés : pour les Américains l'unité signifie de toutes façons peu de profit économique, et de fortes chances de voir l'Allemagne rapidement « stalinisée ». Pour la Russie, elle entraînerait très probablement un fort appoint à son économie altérée de « capitaux ». La lutte stalinienne pour l'unité allemande, sous son aspect démagogique, recouvre la nécessité économique qui pousse l'U.R.S.S. au conflit dans tous les domaines. Cette lutte fut menée en 1948 sur deux plans : sur le plan intérieur, par des campagnes de propagande, des pétitions pour l'unité où les staliniens se faisaient valoir comme les seuls champions de l'Allemagne. Ces campagnes aboutissaient à la réunion d'un « Congrès du peuple » et d'un « presidium », sorte de gouvernement fantoche prêt à assurer la direction de la future Allemagne unifiée. En même temps, les staliniens organisaient une police extrêmement puissante, destinée à tenir le pays, tout en permettant une offensive politique de grande envergure : la proposition du retrait de toutes les troupes d'occupation. Sur le plan des rapports internationaux, la question berlinoïse, comme les Russes l'on dit eux-mêmes, est (une manœuvre) inséparable de l'ensemble du problème allemand. Le blocus de Berlin fut la riposte aux mesures prises unilatéralement dans la zone occidentale, une mesure de pression destinée à empêcher que le problème de « l'unité » fût définitivement enterré. Même prise isolément, la question du blocus est devenue insoluble : la levée du blocus suppose l'introduction de la monnaie soviétique dans l'ensemble de la ville, et celle-ci un contrôle quadri-parti et partant un droit de regard occidental sur l'économie de la zone soviétique que la Russie ne peut tolérer; le torpillage par Sokolovski de l'accord établi en août sur cette base en est la preuve. A plus forte raison toutes les conversations sur l'ensemble du problème allemand devaient échouer. Au point où en est la situation, étant donné le prestige qui s'attache désormais pour les U.S.A. à tenir Berlin, la porte n'est plus ouverte qu'à une désastreuse capitulation américaine sur le problème précis de la capitale, ou à la rigueur à un maintien indéfini du pont aérien : de toutes façons le traité de paix avec (ou plutôt sur) l'Allemagne ne risque pas d'être signé.

Aucune partie de l'Europe n'est plus épargnée par le conflit des deux impérialismes : les élections italiennes ont été un événement de caractère international où les idéologies

de l'Est et de l'Ouest se sont affrontées sans fard : le choix offert au peuple italien était : ou le Plan Marshall ou le rattachement aux démocraties populaires. En Grèce le « Plan Marshall » fut moins heureux qu'en Italie; l'armée stalinienne, sans cesse sur le point d'être écrasée, renaît, toujours plus nombreuse, sur un autre point du territoire. Mais il n'y a pas de perspective que les U.S.A. se découragent et abandonnent sans lutte aux staliniens cette importante position de leur système stratégique.

Toutes ces luttes territoriales, toutes ces guerres localisées revêtent un caractère aussi acharné parce qu'elles sont des préparations du conflit généralisé qui est en vue. Il est question pour chacun à la fois de s'assurer des bases stratégiques, et d'annexer la plus grande partie possible des ressources en matières premières et de l'appareil de production mondial à son propre système économique. D'autre part à l'intérieur de chaque bloc, la préparation au conflit se poursuit sur tous les plans :

Aux Etats-Unis, la « reconversion » partielle de l'industrie n'a nullement entraîné un retour pur et simple à l'état relativement anarchique d'avant la guerre; l'immense effort de planification nécessité par le dernier conflit n'a pas été sans lendemain. A l'heure actuelle l'état capitaliste américain opère un contrôle très serré de toutes les ressources intéressant la défense nationale, c'est-à-dire, pratiquement de tout l'appareil de production : le « national security ressources board » est un véritable comité de planification de guerre, qui tient un bilan strict des ressources industrielles, prépare une nouvelle reconversion rapide en cas de guerre; en 1948, on a assisté sous sa direction à des « grandes manœuvres » économiques, sur le « thème » de cette reconversion, ainsi qu'à la constitution de stocks considérables des différentes matières premières insuffisamment abondantes sur le territoire américain : le capitalisme américain, déjà très avancé dans la voie de la planification étatique est capable de prendre, pour ses intérêts historiques, des mesures aussi absurdes pour le capitalisme classique qu'une telle immobilisation improductive de capitaux.

Sur le terrain international, le Plan Marshall est une apparente « absurdité » du même genre; cette « générosité » est un simple sacrifice du capitalisme, à ses intérêts bien compris. Son but « théorique » assurer la restauration du capitalisme européen, serait une pure utopie : une telle stabilisation, le renversement de la balance des échanges de l'Europe, « prévu » pour 1952 par le Comité européen de coopération économique, ne seraient possibles que sur la base de prestations de plusieurs dizaines de milliards de dollars que l'impérialisme américain ne peut ni ne veut faire à l'Europe. Son but réel est double : d'une part le Plan Marshall commence l'intégration politique et économique de l'Europe au capital et à l'état américain. Mais une telle réduction des économies européennes au rang d'économies dépendantes des U.S.A. se heurte aux résistances certaines des pays les moins affaiblis : l'Angleterre par sa politique autarcique ou par sa politique impériale (ainsi son action en Palestine), la

France en Allemagne, la Hollande en Indonésie, n'ont pas encore abandonné toute velléité d'indépendance; leur intégration totale demanderait sans doute une période plus longue que celle qui est allouée par la perspective de la guerre; il est certain que seule la prochaine guerre pourrait parachever cette tâche, tandis que l'objectif essentiel du Plan Marshall est un objectif politico-stratégique plus immédiat : permettre aux bourgeoisies européennes de résister victorieusement à la poussée de la Russie et à l'action des partis staliniens, en leur insufflant périodiquement une certaine quantité d'oxygène : l'action de l'aide Marshall sur les élections italiennes en est le type le plus caractéristique.

Il faut reconnaître que le Plan Marshall, avec ses perspectives réelles limitées, n'est qu'un des atouts de la politique américaine : la préparation militaire directe dépasse en envergure cette tentative de « limiter les dégâts » en Europe : les crédits militaires américains pour 1949 dépassent à eux seuls l'ensemble des crédits Marshall pour les cinq années.

Aux U.S.A. les effectifs étaient augmentés et Marshall proposait l'établissement de la conscription, en Angleterre la démobilisation était ralentie. L'année 1948 marquait un pas décisif vers l'unité de la politique guerrière du bloc occidental : en mars, tandis que le continent américain à Bogota s'unissait plus étroitement contre le « communisme », c'était à Bruxelles la conférence des 5 et l'alliance occidentale; en mai, un Comité militaire permanent était créé, les différentes tâches militaires réparties entre les alliés. Une coordination dans la fabrication des armements s'amorçait, les types d'armement tendaient vers l'unité. A la fin de l'année, les conversations pour l'unification explicite avec la machine de guerre américaine étaient engagées. Du reste on n'avait pas attendu le vote du « pacte atlantique » et du nouveau « prêt-bail » pour envoyer des armements aux troupes occidentales. Un accord d'importance, l'unification des filetages entre les industries américaine et anglaise, est une mesure de guerre qui ne passe pas par les Parlements mais va plus loin que les pactes formels d'assistance mutuelle.

Du côté russe, la préparation de la guerre se poursuivait aussi activement. Des pactes d'alliance étaient conclus entre les différents pays; encore davantage que pour le bloc occidental, ces traités ne faisaient que traduire l'effort d'unification réelle en vue de la guerre. Cependant cette unification se heurtait à de grandes difficultés : dans ce bloc de pays pauvres, l'effort économique rapide et outrancier pour l'accroissement du potentiel militaire, contredit le rythme de l'accumulation nécessaire à l'industrialisation des pays satellites; la bureaucratie locale de ces pays se trouve devant la nécessité de créer et de consolider rapidement sa base économique par une puissante industrie : le plan polonais prévoit un taux d'accumulation de 20 % par an; le plan yougoslave, le plus ambitieux, prévoyait plus d'un milliard de dollars d'investissements par an, et un taux de 27 % pour la cinquième année. Pour des pays manquant de capital domestique, coupés pour des raisons politiques et par la pression russe de tout investissement américain, ces prévisions sont

absolument chimériques; la seule issue possible aurait été dans une aide russe, mais la Russie partiellement dévastée par la guerre est incapable de fournir cet effort; au contraire toutes ses relations économiques avec les pays satellites constituent une ponction continuelle de capitaux : pillage ouvert, rattachement direct de secteurs industriels entiers à l'industrie russe, trocs de produits à des taux fictifs désastreux, etc. C'est dans cette contradiction fondamentale qu'il faut chercher les raisons des différentes crises qui ont éclaté dans les pays satellites, et en particulier de l'affaire yougoslave. Pour comprendre la révolte de Tito, il faut d'abord mettre de côté le fatras de scolastique pseudo-marxiste que constituent les accusations du Kominform comme les réponses yougoslaves; il n'y a là qu'un écran de fumée destiné à cacher les véritables problèmes à l'opinion mondiale. C'est encore se laisser prendre à cette mystification que d'attribuer la « déviation titiste » soit à la pression des éléments bourgeois, en réalité complètement éliminé en Yougoslavie, soit à une « pression de la base », du prolétariat ou des paysans pauvres. Il y a aussi peu de sens à parler de « droite » ou de « gauche » à propos du conflit russo-yougoslave qu'à propos d'une lutte entre différentes bourgoisies nationales, par exemple du différent franco-américain à propos de la Ruhr : la lutte se passe entre deux classes dominantes de même type; il est caractéristique que le conflit ait éclaté avec le pays où la bureaucratie nationale était le plus solidement enracinée et la plus forte. La bureaucratie yougoslave a proliféré pendant la guerre contre l'Allemagne, se créant une solide base sociale dans l'armée des partisans; après la guerre son objectif était de s'implanter également dans l'économie en poussant à fond vers la « collectivisation » à la campagne et vers l'industrialisation. Bien que les informations précises manquent totalement pour reconstituer les différents chaînons du conflit, il est clair qu'il se réduit à une lutte pour partager le produit de l'exploitation intensive des travailleurs yougoslaves.

Il ne saurait être question de minimiser les différents conflits secondaires à l'intérieur de chaque bloc; la préparation à la guerre ne se poursuit pas de façon absolument rectiligne; de plus chaque adversaire tente de profiter des fissures apparaissant dans l'autre bloc pour saboter l'effort de l'ennemi ou s'imiscer dans ses positions. L'Amérique, sans grande illusion d'ailleurs, s'efforce d'exploiter l'affaire Tito. La Russie semble relativement plus heureuse dans ses interventions; la bureaucratie russe ou les partis staliniens travaillent à s'introduire dans les conflits entre pays capitalistes, que ce soit en Indonésie, en Allemagne ou en Palestine. En Europe occidentale la politique des partis staliniens a fait sa ligne générale de la « lutte pour l'indépendance nationale », c'est-à-dire contre le Plan Marshall et l'intégration à la politique de guerre des U.S.A. : il est caractéristique que la seule condition mise par le P.C.F. à la conclusion d'alliances électorales soit le refus du Plan Marshall; de même, dans la mesure de leur emprise sur la classe ouvrière, les staliniens utilisent la lutte de classe dans le seul but du

sabotage de l'économie de l'ennemi. Par ces deux exemples s'éclaire ce que nous disions plus haut du « radicalisme » actuel des Partis communistes. Enfin les négociations de paix elles-mêmes, sont utilisées à la préparation idéologique du conflit, dans l'intention de diviser l'opinion publique de l'adversaire : révélations théâtrales de conversations diplomatiques, proposition de Staline à Truman de négocier... sur les bases de Wallace, conférence internationale sur l'information où chacun dénonce les tares de l'autre, propositions démagogiques à l'O.N.U. sur le contrôle atomique ou le désarmement.

Quelles sont aujourd'hui les forces susceptibles d'arrêter la marche du monde vers la guerre ?

Il est visible que les différents conflits secondaires seront emportés par le flot de la grande rivalité mondiale, et aboutiront à des capitulations de part et d'autre ou à l'extermination des récalcitrants. Quant à la contradiction fondamentale de chaque système, due à son caractère de régime d'exploitation, c'est une illusion de croire qu'elle peut parvenir à bloquer la machine de guerre; ainsi le danger de crise de surproduction aux U.S.A. a pour résultat une planification plus poussée, un nouveau New Deal dont les « grands travaux » s'orienteront vers l'accroissement du potentiel de guerre du bloc américain.

Les contradictions du système d'exploitation ne sont un facteur de progrès historique que dans la mesure où elles sont mises à profit par la classe dominée pour renverser l'exploitation. Pour terminer, il faut donc faire le point de l'état du prolétariat à la fin de l'année écoulée.

Aux Etats-Unis, cette année n'a pas marqué d'étape nouvelle dans l'évolution de la lutte de classes. L'existence de la loi Taft-Hartley contre les syndicats n'a pas enrayé la combativité de la classe ouvrière qui s'est affirmée par d'importants mouvements de grève; au moment où la grève des mineurs français mettait en danger l'efficacité des plans américains pour le soutien du capitalisme européen, les dockers américains de leur côté poursuivaient une longue grève qui avait des conséquences analogues. Un tel exemple montre la valeur des discours sur l'adhésion du prolétariat américain au florissant système capitaliste qui l'exploite. Le poids de la lutte de classes s'exprimait encore, bien que de façon extrêmement déformée, dans les élections présidentielles : l'élection de Truman, due en grande partie à l'appoint des suffrages ouvriers, traduisait la volonté du prolétariat de faire abolir la législation anti-ouvrière, ainsi que son hostilité à une politique de guerre plus franchement exprimée par les républicains. Evidemment la classe ouvrière n'a pas abandonné toute confiance dans la « démocratie » capitaliste, et se laisse abuser par l'espoir de réformes possibles dans ce système. Sans considérer les origines historiques d'une telle « conscience réformiste », on peut voir que les deux facteurs qui freinent l'évolution du prolétariat américain vers une attitude révolutionnaire sont d'une part la situation privilégiée du capitalisme américain dans l'éco-

nomie mondiale, qui a jusqu'à maintenant empêché une attaque à fond contre le niveau de vie de la classe ouvrière, d'autre part le poids immense de la bureaucratie syndicale; ce deuxième facteur est de loin le plus important : l'appareil syndical américain n'a qu'une analogie superficielle avec une bureaucratie réformiste de type classique; sa fonction essentielle est l'organisation de la force de travail, son embrigadement et son intégration à l'appareil de production capitaliste; cette fonction est profondément identique à celle des syndicats dans l'économie capitaliste d'état russe, mais le syndicalisme américain, comme l'économie américaine elle-même, ont encore une importante évolution à parcourir pour que cette identité apparaisse en clair. La future crise de surproduction et la concentration économique étatique accrue qu'elle provoquera, enfin la troisième guerre mondiale achèveront la transformation des syndicats américains en rouages de la machine d'exploitation capitaliste; à travers ces conditions objectives, le prolétariat américain pourra faire l'expérience du rôle de sa bureaucratie, et, sans passer par une étape stalinienne, parvenir à une conscience claire de sa mission révolutionnaire; mais cette évolution, si elle peut s'effectuer rapidement, est à peine amorcée aujourd'hui, et se poursuivra parallèlement à l'évolution objective vers la guerre à laquelle elle est indissolublement liée.

En Europe occidentale, le prolétariat se trouve depuis la « libération » exploité comme il ne l'avait pas été de longtemps; la décrépitude absolue du capitalisme et surtout sa faiblesse disproportionnée en face de l'économie américaine a été la cause de la baisse constante du niveau de vie de la classe ouvrière, qui ne nourrit plus guère d'illusions sur les possibilités d'améliorer son sort en régime capitaliste; mais en Europe comme dans le monde entier, le problème préliminaire à une lutte révolutionnaire est l'émancipation au moins partielle par rapport à la bureaucratie ouvrière; ici, c'est le rapport à la bureaucratie de type stalinien qui est le facteur déterminant. Dans le pays le plus caractéristique, en France on peut évaluer assez exactement le stade où se trouve actuellement la conscience prolétarienne. La période qui s'étend depuis la « libération » jusqu'en avril 1947 avait débuté par une emprise profonde du stalinisme sur la classe, par la confiance que celle-ci accordait à la « tactique géniale » des chefs staliniens; mais cette tactique, l'infiltration méthodique dans l'état et l'économie était celle où la bureaucratie devait le plus clairement apparaître avec son vrai visage, comme candidat à la succession de la bourgeoisie en tant que classe exploiteuse, et déjà comme son remplaçant partiel; de là le mouvement grandissant de désaffection vis-à-vis du P.C. et de la C.G.T. à la fin de cette période, de là les mouvements de grève qui, d'avril à juillet, s'effectuèrent contre la politique ouverte ou au moins l'opposition larvée des directions staliniennes. Cependant, durant la période qui va d'avril aux grèves de novembre-décembre 1947, le P.C. s'adaptait au tournant général dont nous avons analysé les raisons internationales, et sa nouvelle attitude

d'apparence radicale devait compliquer considérablement la prise de conscience de la classe depuis la fin de 1947, sans cependant l'arrêter : du double caractère de la politique stalinienne, politique d'exploitation du prolétariat par sa bureaucratie, et politique étroitement liée aux intérêts internationaux de la classe bureaucratique, c'est la deuxième face qui est claire maintenant pour un nombre croissant d'ouvriers.

Depuis les grèves de novembre-décembre 1947, le mouvement ouvrier français semble être entré dans une période de morcellement et de profond découragement; la scission syndicale, issue de ces grèves ne faisait que consacrer l'emprise du conflit mondial à l'intérieur même de la classe ouvrière. Une partie importante des ouvriers restaient staliniens convaincus et le P.C.F. utilisait son emprise sur certains secteurs pour mener son sabotage de l'économie capitaliste au profit du bloc russe : tel fut un des aspects essentiels de la grève des mineurs. Mais dans la majorité du prolétariat existe maintenant la conscience diffuse que la violence de la politique stalinienne n'a rien à voir avec les intérêts de la classe et une politique révolutionnaire, cette conscience liée à l'expérience de l'inutilité d'une politique purement revendicative pour améliorer durablement leur sort, enfin l'inexistence d'expériences concrètes où la lutte de la classe ait pu se dégager du poids bureaucratique, sont les causes du profond désarroi de la classe à l'heure actuelle. Un grand nombre d'ouvriers suit encore les centrales syndicales mais sans confiance; le recul des ouvriers devant tout ce qui est organisé, syndicats, partis et devant la « politique », est un signe caractéristique de la période actuelle; pour négatif que soit ce facteur, il indique un commencement de conscience instinctive de l'exploitation du prolétariat par sa bureaucratie. Une série d'éléments avancés sont poussés à la réflexion par les événements actuels, et par la politique des partis ouvriers traditionnels; cette très faible avant-garde acquiert la conscience claire que l'U.R.S.S. n'est en définitive qu'un autre système d'exploitation et. que la lutte contre la bureaucratie « ouvrière » est aussi importante que la lutte contre la bourgeoisie. Mais dans sa grande majorité la classe ouvrière reste aujourd'hui fascinée par les aspects négatifs de sa situation; elle se rend compte que non seulement elle ne peut pas entrer en lutte contre ses directions syndicales et politiques, mais même qu'elle ne peut pas lutter indépendamment de ces directions et sans faire appel à elles, où en tout cas sans être « coiffé » par elles. Le prolétariat n'a encore pas fait un pas dans la voie de son organisation révolutionnaire autonome.

De son côté, la Tchécoslovaquie a fourni en 1948 un exemple différent de l'évolution politique du prolétariat. A la veille des évenements de février, la classe ouvrière suivait passivement sa direction stalinienne; pendant le coup d'état, solidement encadrée dans le P.C. et les syndicats, elle jouait docilement le rôle de masse de manœuvre dans l'élimination finale de la bourgeoisie par la bureaucratie. Dès le lendemain du putsch, il n'était plus question que de rendement

accru, de rattraper les heures perdues en « révolution », de discipline « prolétarienne », de travail supplémentaire « volontaire » etc.; l'exploitation du prolétariat par sa bureaucratie, encore masquée avant février par l'alibi de la présence de la bourgeoisie, se dévoilait brusquement; les quelques informations dont on dispose permettent de supposer que la classe ouvrière n'a plus guère d'illusions sur les bienfaits du soi-disant « socialisme » construit avec sa sueur et son sang pour le seul profit des bureaucrates.

Mais en Tchécoslovaquie comme dans tout le bloc russe, la situation du prolétariat est extrêmement contradictoire : l'établissement du capitalisme d'état par la bureaucratie « ouvrière » ne laisse plus place à une confiance de la classe envers ceux qui les exploitent ouvertement, ni envers toute nouvelle forme de bureaucratie qui prétendrait accomplir la tâche révolutionnaire du prolétariat à sa place; mais d'autre part le poids économique, politique, policier du système est si lourd qu'aucune expression organisée de cette révolte sourde n'apparaît.

Ainsi l'ensemble du prolétariat mondial ne saurait renverser par la révolution le cours du monde vers la guerre. Une partie n'est encore qu'au début de son évolution vers une nette conscience du problème bureaucratique; l'autre, renfermant un potentiel révolutionnaire considérable, ne peut actuellement espérer briser l'étreinte du régime établi par la bureaucratie. Mais la marche du monde vers le conflit, en accusant les traits les plus réactionnaires des deux sociétés, permet objectivement aux masses d'en prendre conscience; c'est dans ce cours vers la guerre, c'est dans la guerre elle-même que se dessinera clairement dans les faits objectifs la seule alternative pour le prolétariat : non pas le choix entre l'exploitation par les capitalistes américains ou par les bureaucrates russes, car ces deux exploitations apparaîtront comme historiquement et immédiatement équivalentes, mais l'alternative entre l'exploitation avec les formes ouvertement barbares qu'elle prendra, et le propre pouvoir de la classe opprimée.

MARC FOUCAULT.

LE CARTEL D'UNITE D'ACTION SYNDICALE

Du 21 novembre 1948 date une plate-forme politique exprimant une base petite mais réelle de salariés (300.000, a-t-on dit). C'est la plus progressive depuis la « Libération ».

Une conférence appelée à Paris par le Comité de Coordination des Syndicats Autonomes avait pour but essentiel de tenter un regroupement des éléments dégoûtés du syndicalisme à la Jouhaux et à la Frachon : Syndicats Autonomes, C.N.T., Minorités de la C.G.T., de la C.G.T.-F.O. et de la F.E.N.

Allait-on créer une nouvelle centrale ? La question a été posée. De la conférence sont sortis une « Fédération des Syndicats Autonomes » et un « Cartel de Liaison ». L'élaboration de la plate-forme d'accord n'a pas été sans une extrême confusion. Il était difficile de formuler en deux jours plus de principes déjà violés dans le même temps.

I. — DES PRINCIPES A LA REALITE

Des 8 articles de la Résolution, cinq (5) font mention d'apolitisme ou de neutralité à l'égard des Partis. Mais 8 sur 8 prennent parti politiquement. Tout le monde sait que la politique c'est tout ce qui concerne la direction des affaires de l'Etat, tant extérieures qu'intérieures. Pour le Cartel, l'Organisation Syndicale « doit manifester son indépendance absolue vis-à-vis des Partis, des gouvernements et de l'Etat et viser à la disparition de celui-ci... ». C'est une position politique. Elle ne permet la neutralité devant aucun problème où l'Etat est engagé. Elle détermine une attitude vis-

à-vis de tout ce qui peut être qualifié de politique. D'ailleurs la résolution n'en reste pas aux généralités : « La place des travailleurs n'est ni derrière l'Impérialisme américain, ni derrière l'Impérialisme français... ». Qu'est donc l'Impérialisme américain sinon la *politique* de la bourgeoisie américaine ? Comment le définir sans prononcer le mot-tabou ?

Mais il y a plus. Qu'on s'organise pour s'emparer de l'Etat ou pour le détruire, on fait de la Politique. L'article VII l'avoue sous prétexte de le nier. « L'organisation syndicale ne s'oppose à aucun Parti, aucune secte, aucune église puisqu'elle ne les concurrence pas. Mais elle doit combattre toutes les tentatives faites en vue de paralyser l'action revendicative et gestionnaire des travailleurs d'où qu'elle vienne ». Du reste les problèmes que pose la résolution sont aussi bien, sont même essentiellement des problèmes politiques :

— Pour « une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir » ;
— « Interdiction pour les responsables d'engager l'organisation par des accords ou des décisions d'action sans avoir reçu régulièrement et précisément le mandat par des organismes statutairement qualifiés » ;
— « Représentation proportionnelle des minorités dans les organes délibératifs;
— Pour un travail *politique* de masses : « Le programme et l'expression de l'organisation syndicale doivent évoluer avec la conjoncture mais être toujours au niveau moyen de la compréhension que les travailleurs ont des nécessités de leur action collective » ;
— Contre le parlementarisme;
— Pour le Front-Unique : « Le mouvement se réserve le droit de répondre favorablement ou négativement aux appels qui lui seraient adressés par d'autres groupements en vue d'une action nettement déterminée ».

D'ailleurs avant que la résolution ne fut entièrement rédigée, la pratique avait décidé contre les principes. Les gaullistes étaient — heureusement — démasqués et vidés malgré l'Article II : « ...Elle doit être ouverte à tous les syndicalistes quelles que soient leurs opinions politiques, religieuses ou philosophiques et sans qu'un grief quelconque puisse leur être fait de ces opinions. »

Les organisations constituant le Cartel avaient-elles des affinités politiques quelconques, malgré le défense qui en

était faite ? Certainement oui, si l'on entend par là que la C.N.T., l'Unité Syndicale, la Minorité F.O., ont des lignes politiques plus définies que celle du Cartel. La décision même était votée par des gens qui souvent n'étaient pas mandatés selon l'article III. Il aurait fallu un Congrès National préalable pour toutes les organisations participantes. Enfin, la majorité des travailleurs se révèle, malgré l'article V, tantôt fort en deçà, tantôt fort au-delà de l'expression adoptée.

Ces incohérences mettent à nu le désarroi des « syndicalistes de bonne foi ». Leurs statuts seraient bons à paver l'enfer, s'ils n'étaient prétexte à une analyse, faite malgré eux, de la réalité syndicale. Les « Défense de ... » sont un mauvais remède mais un bon diagnostic.

Voici donc en clair cette analyse en employant les mêmes mots mais en remplaçant les souhaits ou interdictions de la Résolution par des constatations :

— Les modes d'intervention des organismes syndicaux mettent seulement en mouvement leurs responsables qui se conduisent comme les représentants souverains des salariés (d'après l'article III) ;
— Les fonctions syndicales responsables sont cumulées avec des fonctions politiques rétribuées de même qu'avec des fonctions dans les organismes gestionnaires d'Etat (d'après l'article VI) ;
— Les syndicats manifestent leur dépendance absolue vis-à-vis des Partis, des gouvernements, de l'Etat et visent au renforcement de celui-ci en devenant des organismes d'encadrement des travailleurs. Ils s'adaptent à toutes les formes d'exploitation des travailleurs. Leur action favorise dans les faits soit l'Impérialisme soit l'Etatisme et tend à l'avènement au pouvoir de la Bureaucratie (d'après l'article I) ;
— Le chauvinisme déferle jusque dans la F.S.M. Les travailleurs sont rangés derrière l'Impérialisme américain, derrière l'Impérialisme russe ou même derrière l'Impérialisme français moribond.

Cette analyse est cohérente. Dans la classe se différencie une couche de bureaucrates, les responsables. Pourquoi ? La structure syndicale est une première cause. L'organisation classique partage les salariés en responsables et cotisants. Le militant de base hors des périodes d'enthousiasme est en fait une exception. Les modes d'intervention accentuent cette division. Dans leur pratique la plus générale ils sont réfor-

mistes. Les responsables négocient avec l'entreprise ou l'Etat. C'est la porte ouverte à toutes les pressions.

Celle de l'Etat est dans le texte la mieux explicitée car c'est la plus apparente et la mieux ressentie par les ouvriers. Dès avant la guerre Trotsky l'expliquait :

« Il y a un aspect commun dans le développement ou, plus exactement dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur fusion avec le pouvoir d'Etat. »

« Ce processus est également caractéristique pour les Syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à fusionner avec l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes à tous les Syndicats. » (L. Trotsky : *Les Syndicats à l'époque de la décadence impérialiste.*)

Le « cumul des fonctions syndicales et des fonctions politiques rétribuées » exprime cette tendance à la fusion des appareils de l'Etat et du syndicat. Ce cumul est social autant qu'individuel. C'est la couche des « responsables » tout entière qui fusionne avec la bureaucratie politique : les responsables des Partis, les élus du suffrage universel, les fonctionnaires nommés par relations.

Il faut pourtant apporter quelques précisions : le Syndicat n'est pas nécessairement dans l'Etat, mais il est toujours au niveau de l'Etat; aussi bien peut-il s'intégrer au stalinisme, appareil bureaucratique mondial s'appuyant sur l'Etat russe.

D'autre part si ce rapprochement peut s'effectuer de plusieurs manières, ce sont essentiellement les partis, le P.S. et le P.C., qui ont assumé le rôle d'intermédiaire, qui ont effectué pour le compte de l'Etat la conquête des Syndicats.

Cela justifie en apparence les précautions prises contre le noyautage, contre les mots d'ordre « partisans ». Mais les Partis ne sont que des intermédiaires, ce sont les conditions économiques et sociales qui sont déterminantes. Toute nouvelle centrale syndicale si elle pouvait se développer suffisamment, créerait un nouvel appareil qui se détacherait de la base et se rapprocherait de l'Etat par quelque processus que ce soit.

Mais il faut parler du deuxième « cumul », le « cumul avec des fonctions dans les organismes gestionnaires de l'Etat ». Il est bien étrange de n'interdire ce cumul que pour l'entreprise nationalisée. Il n'y a pas en France de différence

essentielle entre l'entreprise nationalisée et l'entreprise privée. C'est, dans l'un comme dans l'autre cas, de la couche de techniciens que se rapproche la bureaucratie syndicale.

Quand on a à faire à une industrie d'un niveau technique élevé on constate une extrême amplification de la couche des techniciens. Les causes en sont vieilles comme le capitalisme (tendance à la planification, séparation entre propriété et direction), mais elles trouvent leur plein épanouissement aujourd'hui. A la tête des grandes unités industrielles s'est développé tout un appareil à organes multiples (plannings, bureaux des temps, plans comptables, etc...).

Cet appareil ne correspond pas seulement aux tendances modernes de l'économie à la concentration mais aussi à l'évolution de la technique à notre époque. Plus l'outillage se perfectionne plus l'automatisme se développe. Les temps mécaniques de la machine diminuent relativement aux temps manuels nécessaires pour l'alimenter et la régler. La lutte pour le rendement nécessite donc impérativement la mise au point d'une technique essentiellement humaine ayant pour objet la lutte contre le « gaspillage ouvrier ». Sous sa forme la plus grossière c'est le travail aux pièces, sous sa forme achevée c'est tout l'appareil moderne de contrôle des moindres gestes de l'ouvrier au travail et de leur « rationalisation ».

Ces méthodes ne vont presque jamais sans une réaction des ouvriers qui se défendent par la baisse de la productivité. Le contrôle ne peut donc aller qu'en s'aggravant. Il en résulte une hypertrophie des organes techniques, un gaspillage bureaucratique. La couche des techniciens est donc de plus en plus liée à une nécessité d'exploitation en même temps qu'elle prend un caractère parasitaire, c'est-à-dire qu'elle se développe en suscitant ce contre quoi elle lutte. Elle tend donc à acquérir la même position sociale de parasitisme dans une société d'exploitation que la bureaucratie politique.

Mais — dernier caractère — cette « technique humaine » est à elle seule impuissante, car il n'est pas possible d'assurer par des sanctions et des primes l'amélioration du rendement. Il y a aussi la conscience des ouvriers. Le meilleur moyen, le seul, est de s'adresser à leurs organisations pour canaliser la lutte de classes. C'est la signification du réformisme classique. Mais il y a plus : l'action syndicale classique recoupe les préoccupations directoriales dans la lutte pour le rendement.

Une relation entre les « temps » de l'ouvrier et ses condi-

tions de vie se fait jour dans la production moderne. Les nécessités de la production amènent à s'occuper de l'ouvrier concret, de son alimentation rapide, de la régularité de son travail. Tout cela suffit à expliquer l'effort de la direction pour l'amélioration des conditions de travail, l'hygiène, la cantine, la sécurité, l'assistance sociale. Le Syndicat apparaît ainsi comme une excellente force auxiliaire de la « rationalisation » du travail.

Il y a là une extension apparente des tâches du syndicalisme classique qui concernaient essentiellement les salaires globaux et la durée de la journée de travail. Le syndicat devient de plus en plus un rouage de la production. Le syndicat peut accepter ce rôle par une pression directe, céder au paternalisme. Il peut aussi recevoir cette pression par le parti qui le contrôle. Socialement le résultat est le même. Les deux couches ont la même fonction dans la production, la même position par rapport à la lutte de classes. Le cumul est là encore une réalité et un symbole. Politiciens, bonzes, techniciens expriment une même entité sociale, la Bureaucratie.

Cette nouvelle couche sociale, issue de diverses classes, tend vers une homogénéité de plus en plus grande. Elle dispose à la fois de l'encadrement de la force de travail, de la direction des secteurs clés de l'économie, des organes de l'Etat, des appareils de propagande. Son importance économique et numérique augmente. Ces couches parasitaires sont des formations sociales montantes, littéralement portées au premier plan par les tendances profondes de l'économie et cela détermine leur tendance, leur mentalité, leur idéologie.

Les bureaucrates peuvent, il est vrai, être réformistes, chrétiens, apolitiques, gaullistes, mais c'est le stalinisme qui satisfait le mieux leurs aspirations. C'est la meilleure expression de la bureaucratie en même temps que le meilleur agent de son développement.

II. — LE PROGRAMME ET L'ACTION DIRECTE

La deuxième partie de la résolution est un programme d'action immédiate. On y trouve 4 thèmes : Revendications, Extension des tâches syndicales, Lutte anti-impérialiste à l'état embryonnaire, Action directe.

Nous venons de voir dans l'extension des tâches relatives à la production la fonction économique même de la bureau-

cratie. Lorsque cette extension est le fait de syndicats non-bureaucratiques elle renferme une ambiguïté : elle est une forme d'éducation des militants mais elle contribue à la dégénérescence du syndicat. Dans un « programme immédiat » que des minorités proposent aux syndicats réels, il n'y a pas de doute, c'est 19 fois sur 20 à la bureaucratie qu'on demande de l'appliquer. C'est pour elle qu'on revendique le contrôle des prix. C'est à elle qu'on demande de former des coopératives. On porte de l'eau à son moulin car le contrôle est une de ses revendications propres. Les coopératives de consommation seraient un magnifique champ de son activité. La gestion est son but essentiel.

Mais dissipons le brouillard autour de ce mot, souvent employé lors de la conférence.

Premier sens. — Les ouvriers gèrent les très rares coopératives existantes. Ce n'est rien de plus qu'un artisanat collectif. Ce n'est pas du tout un moyen de réussir là où le capitalisme échoue. Surtout si on prend parti contre « toute capitalisation ouvrière ». Les camarades veut-ils produire sans capital ?

Deuxième sens. — Les ouvriers ont tenté de gérer un certain nombre d'entreprises nationalisées à la « Libération ». Mais l'expérience a été sabotée. Disons plus clairement que « gestion » a pris son sens bureaucratique, la contribution des responsables syndicaux à la bonne marche de l'entreprise et à l'exploitation rationnelle des ouvriers.

Enfin, *dernier sens.* — Les ouvriers croient « gérer » quelques rares usines privées du type de la Télémécanique de Nanterre. Il suffit de remarquer que malgré l'absence indéniable de l'influence de l'Etat dans cette expérience et le fait que l'on ne puisse y déceler aucune pression politique quelconque la condition préalable *absolue* de cette expérience est l'acceptation indiscutée de la nécessité du capitalisme.

Pour résumer on peut dire qu'en dehors de quelques expériences fort limitées qui peuvent être tentées par des îlots syndicalistes au risque de leur existence même en tant que noyaux révolutionnaires, aucune extension des tâches syndicales n'a de signification progressive. La transmission du pouvoir de la bourgeoisie à la bureaucratie ne nous avance pas, n'apporte ni amélioration pour la grande masse, ni expérience positive.

Il n'y a de gestion véritable possible que sur la base d'une révolution profonde de tous les rapports de production exis-

tant, révolution à la fois violente et idéologique qui fera des ouvriers productifs, « manuels et intellectuels » un bloc uni et unique, sans différenciations sociales et sans contrôle « technique » de l'un sur l'autre, et *politiquement* soudé dans la lutte systématique et consciente contre la bureaucratie dans l'ensemble de la société. Le moins qu'on puisse dire c'est que les formes syndicales d'organisations sont entièrement inadaptées à une telle action révolutionnaire.

Il est encore plus difficile de détourner de sa véritable signification l'action revendicative que la gestion.

Voici les quinze points du programme revendicatif :

1° La suppression du blocage des salaires.
2° La suppression de l'impôt sur le revenu provenant des salaires.
3° Pour une échelle mobile après revalorisation des salaires selon les indices de 1938.
4° Pour le retour effectif aux 40 heures sans diminution de salaire.
5° Pour qu'en cas de chômage partiel des entreprises, il y ait paiement intégral du salaire sur la base de 40 heures de travail.
4° Pour la suppression des zones de salaires, des primes de rendement, du salaire à la tâche sans normes préalables.
7° Pour la compression de l'éventail des salaires.
8° Pour des conventions collectives nationales par branche de l'industrie.
9° Pour l'application de ces conventions à chacune des usines avec matérialisation des avantages acquis au cours d'une action particulière.
10° Pour la suppression de l'intervention de l'Etat dans l'élaboration de ces conventions et contre l'arbitrage obligatoire, particulièrement pour la suppression de la loi du 23 décembre 1946.
11° Pour l'organisation des Comités de chômeurs sous contrôle syndical.
12° Pour la garantie du salaire minimum vital aux vieux travailleurs.
13° Pour l'organisation de l'apprentissage.
14° Pour la fixation du minimum vital des fonctionnaires dans les conditions prévues statutairement.
15° Pour le financement total du reclassement des fonctionnaires à compter du 1er janvier 1949.

Faut-il y voir un programme minimum selon la pratique réformiste, c'est-à-dire l'enterrement pur et simple de tous les principes que l'on vient de poser contre une bouchée de pain ? Regardons de plus près. Ce sont des revendications classiques. Elles sont présentées en un ensemble cohérent, c'est-à-dire assez explicite pour ne pouvoir être facilement défiguré, assez général pour ne pas trop prêter à la division des catégories.

L'objectif recherché est manifeste : atteindre et conserver le niveau de vie d'il y a dix ans. Le bilan de dix années de lutte des salariés est négatif. La cause immédiate est la guerre, non pas comme accident mais comme aboutissement de l'économie capitaliste; non pas comme catastrophe passagère, mais par tous les résultats irréversibles qu'elle a apporté. Pourtant il faut aller plus loin et voir dans cette baisse du niveau de vie, l'orientation définitive du capitalisme européen.

De 1913 à 1938 une amélioration du sort de la classe ouvrière avait peut-être eu lieu. Les calculs font ressortir un pouvoir d'achat un peu augmenté (en moyenne 10 à 20 %). La durée du travail était après les luttes de 1936 réduite de 48 à 40 heures, ce qui compensait surtout une fatigue accrue. Mais cette amélioration pour minime qu'elle fut ne traduisait pas pour le capitalisme français un accroissement des forces productives. Les indices de production après avoir plafonné depuis 1929 redescendirent en 1938 au-dessous de ceux de 1913. Aujourd'hui la bourgeoisie française entraîne la classe ouvrière dans sa décadence. Le niveau de vie actuellement est la moitié de celui de 1938, inférieur même à celui de 1913 et le sera probablement encore à la veille de la prochaine guerre mondiale.

Le capitalisme est arrivé au point où il ne peut plus rien donner, où il ne peut plus que reprendre. Non seulement toute réforme est impossible, mais le niveau même de misère ne peut être maintenu. Dès lors la signification du programme immédiat change. Tel qu'il a été formulé, avec l'échelle mobile sur la base de 1938, ce n'est pas un programme minimum, c'est en fait un programme révolutionnaire car le réaliser implique le renversement des rapports sociaux. La lutte pour les besoins immédiats se confond avec la lutte pour les objectifs historiques.

Qui la mènera ? « Le syndicalisme doit toujours aller de l'avant et pousser plus ses avantages. Militairement une position de repli peut s'admettre. Syndicalement qui n'avance

pas recule et c'est une défaite pour la classe ouvrière ». (Racine, Bulletin du Syndicat Autonome de la Métallurgie, *L'Action*, mai 1948). C'est parfaitement juste. Mais comment pourra-t-on construire l'organisation syndicale par des « avances » dans cette lutte, au moment où la bourgeoisie qui a de moins en moins le choix, répond à la grève par la répression ? La période revendicative où les syndicalisme pourrait se développer sur des bases économiques est close. Pour cette lutte du tout ou rien il faut une conscience complète, c'est-à-dire à la fois économique, politique, historique. Il faut une organisation et un programme libérés des limitations traditionnelles.

Il y a pourtant dans la tradition du syndicalisme révolutionnaire un embryon de programme politique : essentiellement celui de la lutte pour l'Internationalisme. Le Cartel l'a fort édulcoré, en ne laissant subsister que « la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes » et la suppression des crédits militaires. Ces articles sont enrobés fort comiquement dans trois ou quatre déclarations d'apolitisme. Ils n'en n'ont pas moins une signification fondamentale. Là encore il s'agit d'une lutte du tout ou rien. Les impérialistes ne peuvent plus sacrifier quelques canons aux pacifistes, faire quelques concessions dans leurs colonies. Le programme minimum est aussi bien celui de leur destruction totale à la faveur du conflit où ils s'engagent. La Conférence n'a pas totalement ignoré cet aspect du problème. Mais elle l'a saisi par le petit bout de la lorgnette. Les deux géants qui préparent la catastrophe deviennent de méchants termites « destructeurs des organisations syndicales ».

Cette condamnation platonique ne nous montre nullement par quels moyens il faut lutter, non seulement sur le plan mondial, mais aussi sur le plan national; elle apporte au mouvement ouvrier des idées fausses. On ne peut pas comparer pour le plaisir d'une symétrie décorative le stalinisme et le gaullisme car dans un cas il s'agit d'un mouvement étranger à la classe ouvrière qui vient y recruter des éléments, dans l'autre, il s'agit d'un corps engendré par le cours même du mouvement ouvrier et correspondant à un stade de son évolution. C'est dire que les ouvriers qui adhèrent au gaullisme le font en abandonnant l'idée de la mission de la classe ouvrière en tant que telle, tandis que les ouvriers qui adhèrent au stalinisme (même si certains parmi eux adoptent l'idéologie bureaucratique au point d'abandonner la perspective du pouvoir ouvrier), pour un grand nombre, con-

tinuent à affirmer au travers de la perspective de l'avènement stalinien cette idée du pouvoir ouvrier, alors même qu'ils la déforment et qu'ils l'ajournent.

En conclusion, le programme politique, dont la nécessité a été confusément aperçue par la Conférence malgré les formes, n'a pas été assez précisé pour former une base d'action valable.

De plus, et c'est plus grave, en escamotant l'analyse sur laquelle il devait reposer, on se condamne à une action sans principes qui peut servir en fait n'importe quelle force réactionnaire.

C'est en raison de l'absence d'analyse politique sérieuse que les tendances les plus saines vers l'action directe ne peuvent aboutir à une attitude efficace. Si on se délimite soigneusement des formes d'insertion dans l'économie capitaliste dont nous croyons avoir fait justice, il reste deux modes de lutte auquel le Cartel accorde une confiance absolue : Grève générale et Grève gestionnaire.

Or, la réalisation de la Grève générale est encore sous la dépendance de la bureaucratie. Elle ne l'emploiera pas hors de ses fins propres. Et le Cartel ne nous apprend rien sur la manière de préparer une grève générale qui puisse se libérer de l'emprise bureaucratique.

La réalisation de la grève gestionnaire est, au contraire, sous la dépendance de la bourgeoisie. Non pas qu'elle se ramène aux formes de gestion que nous avons passées en revue. La gestion est ici un moyen de pression pour faire aboutir des revendications et non une fin en soi. Mais ce moyen puissant est très difficile à mettre en œuvre car il pose avec une acuité accrue la question de savoir quel est le plus fort de la bourgeoisie ou du prolétariat. C'est-à-dire qu'il concentre contre les ouvriers d'une entreprise isolée la pression de toute l'économie capitaliste (clients, fournisseurs, concurrents) et celle de l'Etat, de sa légalité et de sa police. Au total aucune forme de lutte ne peut être proposée mécaniquement et sans discrimination. Le problème de l'action réside toujours dans l'évaluation préalable du rapport de forces.

Les éléments d'une solution se trouvent dans deux considérations qui peuvent s'énoncer comme suit : 1° Les ouvriers ne peuvent plus modifier de façon décisive la répartition de la plus-value par une pression de type classique. Si on veut quelque chose de certain, il faut le prendre. 2° Dans la lutte des deux impérialismes, le capitaliste et le bureaucra-

tique, la tactique des staliniens vise à saborder une économie qu'ils ont perdu l'espoir de contrôler. C'est une opération militaire de sabotage de la production. Les ouvriers, qui n'ont pas à être les soldats de Staline, continueront la lutte contre la bourgeoisie sans pour cela participer aux opérations militaires staliniennes.

Pour surmonter l'opposition existant entre ces deux considérations il est nécessaire de s'en tenir à une attitude revendicative correcte qui ne néglige aucune action servant à défendre réellement le niveau de vie des masses et prépare demain l'action autonome de la classe ouvrière, sans se prêter aux aventures staliniennes sans aucun rapport avec cette défense.

III. — LES TENDANCES DANS LE CARTEL

L'avant-garde de la classe ouvrière peut être partagée en deux groupes : ceux qui totalement dégoûtés ont renoncé à toute forme d'organisation syndicale, ceux qui par l'intermédiaire des minorités ou des syndicats autonomes se retrouvent dans le Cartel. Il est très difficile de parler de tendances pour les premiers. Quant aux tendances du Cartel elles se rattachent en fait à deux courants : la conception « Léniniste » exprimé par l'« Unité Syndicale » et les conceptions purement syndicalistes exprimées par les autres organismes.

« L'Unité Syndicale » était la première tentative de regroupement par-dessus la tête des directions. En fait elle exprime surtout la minorité confédérale de la C.G.T., ayant pour militants actifs des camarades qui veulent combattre le stalinisme là où il est. Mais son mot d'ordre central s'éparpille en interprétations. Sous sa forme courante, il signifie : Imposer aux deux grandes centrales la fusion considérée comme possible, malgré elles et sous la pression de la base. Cette conception est étrangère à toute réalité. C'est apercevoir les effets de la bureaucratie sans voir son existence sociale, c'est oublier que la scission n'est que le reflet de la lutte des impérialismes.

Sous une forme à peine déformée on a énoncé et défendu le mot d'ordre « Unité dans la C.G.T. démocratique ». C'est un simple camouflage du mot d'ordre stalinien. C'est la prise de parti pure et simple pour la bureaucratie qui, dès l'instant où elle est maîtresse, ne risque rien à faire un tournant vers

une démocratie formelle. Enfin sous une troisième forme, on explique que la fusion des bureaucraties est impossible et plus encore indésirable mais on invite à reconstituer une organisation comprenant la grande masse des travailleurs, affranchie de leur contrôle. Cette conception est effectivement révolutionnaire. Si la grande masse des travailleurs pouvait se débarrasser de sa bureaucratie, la Révolution ne serait plus qu'une question d'organisation. Mais on n'indique ni comment l'éliminer ni comment s'organiser.

L' « Unité Syndicale » apparaît clairement comme une couverture gauche de la C.G.T. Elle lui sert d'opposition de Sa Majesté. Elle lui ramène les brebis égarées au nom de cette lutte chimérique dont le résultat le plus brillant a été le droit de haranguer Frachon et les siens à leur congrès.

A l'opposé de l'« Unité Syndicale » il est une tendance ayant la première posé le problème d'une nouvelle centrale bien avant l'éclatement de la C.G.T., c'est la C.N.T. Elle en a donné une solution de sommet, avant la constitution de syndicats de base. Les syndicats appartenant à la C.N.T. ne recrutent qu'individuellement et surtout grâce à l'appui du mouvement anarchiste. C'est créer à nouveau la dualité entre l'organisation des ouvriers et l'organisation des révolutionnaires. En fait la solution de la C.N.T. est fausse aussi bien du point de vue traditionnel que du point de vue de la bureaucratisation des syndicats. Rien ne nous garantit la pureté de la C.N.T., au cas où elle viendrait à se développer, que la bonne volonté des dirigeants. D'autre part, il est exclu qu'un tel développement puisse s'effectuer car la place d'une organisation bureaucratique est déjà prise.

A l'opposé de la tendance anarcho-syndicaliste, la minorité F.O. pour échapper à une moitié de la bureaucratie s'est accrochée à l'autre moitié. Elle n'a plus le prétexte de la grande masse mais elle a trouvé celui de la liberté d'expression. Soutenons la création d'un syndicat jaune, instrument de la S.F.I.O., de ses ministres et de ses flics, parce que nous avons le droit d'y bavarder à loisir sur la démocratie. En fait ce qui « justifie » tout c'est l'affolement complet devant le stalinisme. Il s'agit simplement d'une couverture « de gauche » pour la collaboration de classe.

En opposition avec l'Etat policier nous trouvons le « réformisme » proprement dit dans le mouvement des autonomes. Très hétérogène, il se distingue des autres tendances par son caractère traditionnel, fruit d'une longue évolution. Il représente le désarroi des syndiqués qui devant la faillite de

toutes les conceptions classiques reposent les problèmes du siècle dernier à leur départ. La conclusion qu'on leur offre est à peu près la même avec un vocabulaire rajeuni. Les ouvriers seraient incapables d'occuper le pouvoir, ils ne pourraient que le remettre à une techno-bureaucratie. Ils doivent donc s'éduquer au travers d'une double lutte : éliminer les politiciens de leurs rangs, obtenir de la bourgeoisie l'initiation aux techniques industrielles. « Le prolétariat doit faire sa propre expérience, au début par un pilotage à double commandes avant de pouvoir prendre en mains toutes ses destinées ».

Ce réformisme diffère sur quelques points de l'ancien. Sa position est très contradictoire puisqu'il lutte pour des réformes impossibles et contre une bureaucratie que ses tendances internes le pousseraient à rejoindre s'il disposait d'un délai assez long.

Pourtant il conserve à son passif l'illusion essentielle de l'ancien réformisme : « Nous pensons que la transformation sociale ne s'effectuera que par la modification de la structure économique et de l'appareil politique. Je ne crois pas aux mutations spontanées. Je crois que la transformation sociale est le long acheminement d'un état de principes et de faits ». (Racine, Rapport à la Conférence.)

Sur le plan de la lutte contre la bourgeoisie toutes les affirmations des autonomes et aussi d'ailleurs des autres tendances « syndicalistes pures » ont été réfutées par Lénine dans « Que Faire ». La critique qu'il en fit garde toute sa valeur. Mais la conception qu'il lui oppose est complètement dépassée par notre époque. Lénine n'avait pas vu (du moins en 1901) le danger de bureaucratisation pour le mouvement ouvrier : « L'ouvrage des époux Webb sur les Trade-Unions Anglaises renferme un curieux chapitre sur la démocratie primitive. Les auteurs y racontent que les ouvriers anglais dans la première période d'existence de leurs Unions, considéraient comme une condition nécessaire de la démocratie la participation de tous les membres à tous les détails de l'administration. Non seulement toutes les questions étaient résolues par le vote de tous les membres, mais les fonctions mêmes étaient exercées par tous les membres à tour de rôle. Il a fallu une longue expérience historique pour que les ouvriers comprissent l'absurdité d'une telle conception de la démocratie et la nécessité d'institutions représentatives d'une part et de fonctionnaires syndicaux de l'autre. » (Lénine : *Que Faire ?*, Ed. Sociales, p. 142.)

Il est impossible de développer une attitude conséquente en face de la bureaucratie en pensant que l'existence du fonctionnaire syndical résulte tout simplement du bon-sens. On ne peut sortir du dilemme dans lequel reste enfermé le Cartel syndical qu'en débordant largement les objectifs « économiques » limités du syndicat, d'une part, et en rompant avec la distinction fonctionnelle rigide entre « dirigeants » et dirigés, d'autre part.

Au total le Cartel est le lieu de toutes les contradictions dans sa doctrine comme dans son activité. Il s'attache à la résurrection d'un syndicalisme dont il prouve par ses principes et son programme qu'il est périmé, et tendrait à reconstituer (si son développement le permettait) la bureaucratie contre laquelle il lutte. Ces contradictions sont une condamnation à l'impuissance, mais ont aussi une signification positive. Elles laissent voir presqu'à nu l'instinct prolétarien en révolte contre la bureaucratie. En refusant de devenir une nouvelle centrale syndicale le Cartel a pris une position nettement significative. Il a démontré, malgré tout ce qu'on avait dit, que la construction d'une « organisation syndicale » est incompatible avec une prise de conscience, même partielle, mais basée sur un courant ouvrier authentique, des problèmes posés par la bureaucratisation du mouvement ouvrier à notre époque.

C'est parce que nous avons cette appréciation du mouvement qui a abouti à la constitution de ce Cartel que nous y participerons à travers la minorité syndicale ou le syndicat autonome auquel nous appartenons.

En effet notre position sur le caractère historiquement révolu du syndicalisme comme arme prolétarienne contre le régime d'exploitation ne nous amène pas au refus de participer à toute vie syndicale. Nous allons où sont les ouvriers, non seulement parce qu'ils y sont, pour ainsi dire physiquement, mais parce que là ils luttent, avec plus ou moins d'efficacité, contre toutes les formes d'exploitation.

Il est clair aussi que nous allons là où le niveau de conscience des ouvriers est le plus élevé. Nous n'essayerons pas d'y apporter nos idées mises en catéchisme. Nous essayerons d'expliquer la véritable signification et la portée réelle — qui ne peut-être qu'une portée historique universelle — des idées qui naissent spontanément au sein de cette avant-garde. C'est pourquoi nous lutterons contre toutes les positions particularistes ou vieillies, inadaptées au monde moderne.

Mais une telle participation n'est pas à nos yeux pure-

ment « académique ». Nous ne nous désintéressons pas des questions revendicatives. Nous sommes convaincus qu'il existe en toutes circonstances des mots d'ordre revendicatifs corrects qui, sans résoudre le problème de l'exploitation, assurent la défense des intérêts matériels élémentaires de la classe, défense qu'il faut organiser quotidiennement face aux attaques quotidiennes du capitalisme.

Ce qui nous distingue en fait des autres participants du Cartel c'est :

1° Que nous subordonnons toujours nos mots d'ordres particuliers aux exigences de la lutte universelle du prolétariat ;

2° Que la première de ces exigences est la lutte contre la bureaucratisation du mouvement ouvrier ;

3° Que nous sommes toujours prêts à abandonner les formes d'organisation existantes — même si notre place y est prépondérante — pour des formes d'organisation assurant une autonomie plus grande des ouvriers — même si notre place et notre rôle doivent y être réduits ;

4° Que nous faisons une propagande ouverte pour la constitution de tels organismes autonomes.

Alex CARRIER.

L'OUVRIER AMERICAIN

par **Paul ROMANO**

(traduit de l'américain)

Nous présentons ici un document inédit de grande valeur, sur la vie des ouvriers américains. Cette appréciation ne découle pas seulement du fait qu'il règle son compte définitivement à la fois à l'affirmation absurde suivant laquelle les ouvriers américains n'ont pas de conscience de classe et à la fois au mythe du confort et du luxe des prolétaires américains. Ce serait déjà une raison amplement suffisante pour se faire un devoir de publier le document de l'ouvrier et militant révolutionnaire Romano. Il est indispensable qu'une voix digne de foi s'élève pour détruire la propagande éhontée des firmes hollywoodiennes qui nous montre des ouvriers à salles de bains ou celle des « Reader's Digest » qui dépeint à l'envi les bienfaits de la collaboration de classe.

Les mérites de cette petite brochure sont beaucoup plus profonds. Tout ouvrier, quel que soit « sa patrie » d'exploitation y trouvera l'image de sa propre existence de prolétaire. Il y a, en effet, des caractères profonds et immuables dans l'aliénation prolétarienne qui ne connaissent ni frontières, ni régimes. Mais aussi tout ouvrier, et ceci justement parce que c'est le reflet de l'exploitation « sans phrase » qui nous est donné, sera rempli à cette lecture d'une confiance sans bornes dans les destinées historiques de sa classe, parce qu'il y verra, comme l'auteur, qu'effectivement au moment même où l'ouvrier est au plus profond du désespoir, où sa situation lui semble sans issu « ses réactions et ses propos quotidiens prouvent qu'il reste une voix ouverte à des changements radicaux ».

Le traducteur de cette petite brochure a, lui-même, travaillé plusieurs années en usine. A chaque ligne, il a été frappé par la justesse des observations et surtout par leur portée profonde. Il est impossible pour un ouvrier de rester indifférent à cette lecture. Il l'est encore plus de traduire un tel texte avec indifférence ou même avec routine. A plusieurs reprises, il a fallu s'éloigner assez considérablement de la lettre du texte anglais pour justement en donner une traduction véritablement fidèle. Certaines expressions populaires américaines ont leur correspondant exact en français, mais empruntent des images différentes. Même dans son style descriptif, Romano adopte une optique prolétarienne. Il a fallu en trouver le style correspondant en français, même s'il fallait s'écarter du texte. Certes, cette traduction n'est pas élégante, mais elle est la plus fidèle que nous avons pu donner.

Plus encore à la traduction qu'à la lecture en est frappé par l'universalité concrète de la condition prolétarienne et nous espérons en avoir respecté l'expression.

A nos yeux, ce n'est pas un hasard si un tel échantillon de littérature documentaire prolétarienne nous vient d'Amérique, ce n'est pas aussi un hasard s'il est réellement, sous certains de ses aspects les plus profonds, le premier du genre. On peut être sûr que le nom de Romano restera dans l'histoire de la littérature prolétarienne et y aura même la signification d'un tournant de cette histoire. Le pays le plus industrialisé du monde, possédant le prolétariat le plus concentré, devait provoquer des talents originaux et neufs. C'est là un signe de la vigueur et de la profondeur du mouvement ouvrier américain.

Ph. GUILLAUME.

INTRODUCTION

Je suis un jeune ouvrier qui approche de la trentaine. J'ai passé toutes ces dernières années au sein de l'appareil productif du pays le plus hautement industrialisé du monde. La plus grande partie de mes années de travail s'est passée dans des industries où régnait la production de masse, au milieu de centaines et de milliers d'autres ouvriers. Leurs sentiments, leurs soucis, leurs joies, leur lassitude, leurs fatigues, leurs colères, je les ai tous partagés d'une manière ou d'une autre. Lorsque je parle de « leurs sentiments » j'entends ceux qui sont en relation directe avec les réactions provoquées par le système moderne de production à grandes vitesses. Je suis encore aujourd'hui dans une usine — l'une des compagnies géantes du pays.

Cette brochure est écrite à l'intention de la base ouvrière et son objet est d'exprimer ses pensées les plus intimes dont les ouvriers ne parlent que très rarement même à leurs camarades de travail. En tenant pour ainsi dire un journal de la vie quotidienne à l'usine j'espère révéler les causes du profond mécontentement des ouvriers qui ces dernières années a atteint son point culminant et qui s'est exprimé dans les grèves et débrayages spontanés de ces temps derniers.

L'ébauche de cette brochure a été distribuée à des ouvriers dispersés sur tous les points du territoire. Leur réaction a été unanime. Ils étaient à la fois surpris et heureux de voir imprimées en toutes lettres les impressions et les pensées qu'eux-mêmes n'avaient que rarement exprimé avec des mots. Les ouvriers sont trop épuisés lorsqu'ils rentrent de l'usine pour avoir le courage de lire autre chose que leurs « comics » (1) quotidiens. Pourtant, la majorité des ouvriers qui lurent cette brochure veillèrent tard dans la nuit pour aller jusqu'à la fin une fois qu'ils l'eurent commencée.

Par contre la réaction d'intellectuels sans contacts avec la classe ouvrière, à la lecture de cette brochure, offre un contraste frappant : pour eux ce n'était là que la réédition d'une histoire souvent écrite. Ils étaient déçus. Il y avait trop de saleté et de bruit là-dedans. Ils ne pouvaient pas saisir ce que les mots exprimaient. Ils ne trouvaient rien d'autre à dire que : « Et alors ? » Il fallait s'y attendre. Comment des gens aussi étrangers à l'existence quotidienne des masses laborieuses de ce pays auraient-ils pu comprendre la vie des ouvriers que seuls les ouvriers sont à même de comprendre.

---

(1) Petits journaux illustrés humoristiques assez enfantins, presque exclusivement composés d'images.

Je n'écris pas pour amener ces intellectuels à approuver les actions ouvrières ou à sympathiser avec elles. Mon intention est bien plutôt de montrer concrètement aux ouvriers eux-mêmes que souvent à l'instant même où ils pensent que leur condition est sans issue, leurs réactions et leurs propos quotidiens prouvent qu'il existe une voie ouverte à des changements radicaux.

CHAPITRE PREMIER

LES EFFETS DE LA PRODUCTION

Il faut bien vivre.

L'ouvrier est forcé de travailler. Il n'a d'autre alternative que de produire afin de se procurer le minimum le plus indispensable à l'existence. La plus grande part de ses heures de veille il les passe à l'usine. C'est là qu'en tant qu'ouvrier il doit penser et agir. Quelles que soient les conditions de travail à l'usine, il lui faut travailler pour vivre. C'est là le facteur décisif qui détermine l'attitude de l'ouvrier dans le système moderne de production. Peut-être ne lui vient-il seulement jamais à l'esprit qu'il puisse devenir quelque chose d'autre qu'un ouvrier, mais cela n'empêche pas que les mille et une pressions de la vie prolétarienne à l'usine le marquent profondément.

L'ouvrier est forcé d'accomplir une tâche qui ne peut que le rebuter : la monotonie, le lever chaque matin, la peine quotidienne qui exige son tribut. Il travaille dans des conditions qui lui sont imposées. Mais ce n'est pas tout, en fait, il se contraint lui-même à accepter ces conditions. Le foyer, la famille, les nécessités économiques font de lui un esclave de cette routine du travail. Théoriquement, il est un salarié libre. Pratiquement, il ne peut à la fois disposer librement de sa force de travail et vivre. En d'autres termes, il pense qu'il a le droit de refuser les conditions qui lui sont faites, mais il se rend compte clairement qu'il doit les accepter. Ces deux pressions contradictoires engendrent au plus profond de lui-même un sentiment d'aliénation.

La vie d'usine est physiquement dure.

Les ouvriers d'usine vivent et respirent dans la saleté et l'huile. Au fur et à mesure que la vitesse des machines est accélérée, le bruit s'accroît, la fatigue augmente, le travail exigé devient plus grand, même si le procès de travail s'en trouve simplifié. La plupart des machines agissant par coupure du métal ou par meulage ont besoin d'un abondant arrosage lubrifiant pour faciliter le façonnage des pièces. Mettre une paire de bleus propres le matin et se trouver, à midi, littéralement trempé d'eau lubrifiée est chose courante.

La majorité des ouvriers de mon département ont les bras et les jambes couverts de boutons d'huile, d'éruptions et de plaques,

les souliers sont trempés et cela provoque des cas constants d'«athlete's feet» (1). Les pores de la peau sont bouchés par des points noirs. C'est là une circonstance très aggravante. Nous aspirons souvent à prendre un tub bouillant et à y tremper pour nous décrasser et nous libérer de ces points noirs infectieux.

Dans la plupart des usines, les ouvriers gèlent en hiver, étouffent en été et manquent souvent d'eau chaude pour nettoyer la crasse d'une journée de travail. Combien de milliers d'ouvriers ne prennent-ils pas l'autobus avec la sueur et la crasse de la journée leur collant toujours à la peau. Même s'ils disposent des installations sanitaires indispensables, l'envie de quitter l'usine et de rentrer chez eux au plus vite est si puissante que bien souvent ils ne prennent même pas la peine de quitter leurs bleus. Certains, par contre, se récurent systématiquement et prennent une douche avant de quitter l'usine. Ils s'efforcent de faire disparaître les moindres traces d'une journée de travail avant de franchir la porte de l'usine. Vêtus de propre, ils rentrent chez eux un peu détendus après leur dur boulot.

X... est manœuvre. Il débarrasse les machines des copeaux qui les encombrent, alimente les bacs d'arrosage et aide à l'approvisionnement. Comme un certain nombre de manœuvres ont été congédiés, il doit fournir un travail plus intense. Il doit servir un plus grand nombre de machines. Le résultat c'est que, comme ses camarades, il se met à transpirer à profusion. L'inconvénient de cet état de chose est le suivant : non seulement il doit remplir les chariots avec les copeaux, mais il doit les vider hors de l'usine. Les changements continuels de température, auxquels ces manœuvres sont soumis alors qu'ils sont en sueur, provoquent chez eux des affections pulmonaires et des troubles rhumatismaux (arthritisme, etc..). Ils ont cependant fini par découvrir que s'ils portaient d'épaisses chemises de flanelle, la transpiration était absorbée. Evidemment, ils sont continuellement mal à leur aise.

Tous les systèmes d'éclairages électriques que j'ai pu expérimenter à l'usine sont loin d'approcher la lumière solaire dans leur tentative d'épargner les yeux. Le plus souvent, les usines utilisent un éclairage de teinte jaune. Pour en décrire les effets, le mieux est de rapporter ce que les ouvriers disent à ce sujet. Un ouvrier, qui faisait équipe, quitte l'usine et en sortant au soleil cligne des yeux et dit : « J'ai l'impression de sortir d'un puits de mine ».

Parfois des ouvriers qui ne se connaissent même pas se saluent au passage. Un jour, un ouvrier que je ne connaissais pas s'approcha de moi et, pointant du doigt vers le sol, apprécia brièvement : « Alors, de retour à la mine de sel. »

C'est l'heure du repas; dans le hall du restaurant express, un ouvrier, ancien soldat, déclare : « Ces sacrées usines sont des prisons. On y est emmuré sans même avoir la possibilité de prendre un bol d'air frais.

L'usine est habituellement remplie de lourdes émanations provenant des départements utilisant des moteurs à combustion et de ceux employant des traitements à chaud. Elles remplissent le nez et la gorge. Quelqu'un a écrit sur le tableau d'affichage du vestiaire : « Pourquoi donc personne ne s'occupe-t-il de faire

(1) Sorte d'infection entre les doigts de pied.

quelque chose pour nous débarrasser de cette fumée infernale ? » La question resta posée sans réponse pendant quelques jours, puis quelqu'un d'autre écrivit : « Le syndicat ne vaut rien. Nous sommes toujours aussi enfumés. »

Dans les diverses usines où j'ai travaillé, je remarquais habituellement que les vieux ouvriers chiquaient. Et bien, il y a une raison très précise à cela, qui est la suivante :

1° C'est une manière de compenser l'interdiction de fumer au travail;

2° Il paraîtrait que cela absorbe les émanations, les poussières et les limailles qui envahissent l'atmosphère.

J'ai repéré plusieurs jeunes ouvriers qui suivent maintenant cet exemple. Je demandais à l'un d'entre eux pour quelle raison il chiquait. Il me dit que c'était parce que chaque nuit en rentrant chez lui il avait la gorge et le nez littéralement tapissés de la poussière de l'atelier. Il me dit aussi que cela protégeait les poumons. De nombreux ouvriers qui chiquent ont maintenant les dents décolorées. D'autres prennent du tabac à priser.

J'ai aussi fait les observations suivantes concernant d'autres métiers :

Les ouvriers fondeurs ont la plante des pieds cuite. C'est un travail étouffant qui se fait dans une saleté repoussante et dans une atmosphère enfumée avec les pieds qui vous brûlent. De plus, il y a toujours le risque d'être brûlé par le métal fondu.

Les conducteurs de grues respirent les émanations, la poussière, les gaz, les bouffées de chaleur qui montent du moteur dans leur cabine. Dans une usine les conducteurs de grues se plaignaient amèrement d'être forcés d'uriner dans un seau parce qu'ils n'ont pas le droit de quitter leur cabine.

La soudure à l'arc est aussi un sale travail. On a le masque sur la tête de longues heures durant. C'est un travail étouffant. L'éclair de l'arc peut rendre aveugle. De tels accidents se sont souvent produits pendant la guerre.

La routine de l'usine est souvent cause de désagréments physiologiques et d'énervements d'un caractère très intime. Le matin au réveil, l'ouvrier se trouve en présence du dilemme suivant : doit-il soulager ses intestins avant de quitter la maison, ce qui le forcera à courir pour arriver au travail à temps ? Ou doit-il rester mal à son aise, jusqu'à ce qu'il ait la possibilité de se satisfaire à l'usine ? D'un autre côté, à l'usine, l'obligation où il se trouve de satisfaire à ses bons de commande risque de lui interdire de quitter son travail au moment ou il aura envie d'aller aux water. Il arrive que, dans de telles situations, il arrête sa machine avec colère en disant : « Au diable ce boulot. Quand il faut y aller, il faut y aller. » La solution qu'il adoptera, en définitive, importe peu, l'essentiel c'est que ce qui ne devrait être qu'une question de pure routine personnelle devient matière à conflit, à énervement et à malaise.

Bien que la direction ne cesse de rappeler qu'il y a une infirmerie à la disposition des ouvriers et que la plus petite coupure ou contusion doit être signalée, il est rare que les ouvriers aillent à la visite ou aux soins. Ils craignent en effet qu'un blâme étant porté à leur dossier, ils soient classés à l'avenir dans la catégorie des ouvriers imprévoyants, appréciation valable non seulement pour son usine, mais pour toutes les usines où il voudra travailler.

Un matin, où les ouvriers gelaient de froid dans un atelier, ils

constituent une délégation qui monte à la direction. Leur point de vue est le suivant : « Ou on nous chauffe ou nous rentrons chez nous. »

Je me souviens aussi d'un morne et glacial lundi d'hiver : les ouvriers sont en train de mettre leurs bleus au vestiaire. Un ouvrier rentre et, avec un bref juron, il exprime les sentiments et l'opinion de tous : « Saloperie » (1). Tous comprennent et chacun se dit : « Tu peux répéter la même chose pour moi, vieux frère. »

Elle est encore plus dure moralement.

Parfois, il arrive qu'un ouvrier, qui a servi une machine de longues heures d'affilées durant des semaines et des mois, est victime d'une dépression nerveuse. Pour en arriver à ce point il faut évidemment qu'il ait fourni un travail soutenu durant une longue période. Dans une usine, où j'étais délégué, j'eus un jour à examiner une machine. Son conducteur était assis, il tenait sa tête entre ses mains. Il sautait aux yeux que quelque chose ne tournait pas rond. Je m'enquerrais et il me dit que s'il ne sortait pas immédiatement, il s'effondrerait. Je le dirigeais vivement sur les vestiaires et il sortit de l'usine. Quelques jours plus tard, il m'avouait qu'il n'avait jamais été aussi près de l'effondrement nerveux. Dans le même département, je connaissais un ouvrier qui avait été victime d'une dépression nerveuse à la suite d'un accident mécanique au cours duquel des éclats de sa machine, qui s'était brisée en pleine marche, lui étaient retombés dessus comme si ça pleuvait. Souvent, sous la double pression des ennuis familiaux et des ennuis professionnels, certains sujets deviennent terriblement nerveux. Au travail, à force de manipuler continuellement des copeaux, les ouvriers ont les ongles des mains cisaillés. C'est parfois douloureux et c'est toujours irritant et pénible. De nombreux accidents sont provoqués par un simple moment d'inattention. Le plus fréquent consiste à se couper en attrapant un copeau qui s'échappe de la machine. De nombreuses machines imposent à l'ouvrier l'exécution d'une série monotone de gestes identiques. Avec le pied il appuie sur un levier pendant que ses mains sont occupées à fixer la pièce et à manier d'autres leviers. La répétition de mêmes mouvements durant des semaines et des semaines, engendre parfois un état d'hébétude et une sorte de vertige. Le résultat c'est qu'un jour l'ouvrier mettra ses mains dans la machine au lieu d'y mettre la pièce. Après ce genre d'accident le conducteur se demande lui-même : « Pourquoi donc ai-je fait cela ? »

L'activité militante de l'ouvrier américain a un caractère intermittant. Elle peut être acharnée, insidieuse ou ralentie. Il se peut que, durant des mois, il n'y ait pas d'expression ouvrière violente de mécontentement. Même durant des années. Cela ne contredit pas le fait qu'au fond de lui-même l'ouvrier est continuellement poussé à se révolter. De telles révoltes choisissent un beau jour le premier prétexte venu pour éclater.

C'est ainsi qu'un matin, un ouvrier vient vers moi et s'assied dans la travée où se trouve mon armoire de vestiaire. C'est un

(1) « Horseshit » : littéralement : « merde de cheval ».

ancien combattant, il a été blessé outre-mer. Il déclare brusquement d'une voix forte : « Faisons la grève. » Je le regarde étonné et lui demande : « Qu'est-ce qu'il te prend ? » Il répond : « Je peux plus le supporter. » Je demande : « Supporter quoi ? »

— Ce sacré bang-bang-bang de la machine me rend timbré. Je deviens fou. En avant, en arrière, en avant et en arrière.

La machine qu'il conduit est une emboutisseuse à froid.

Elle emboutit des rondelles d'acier de 12 mm. 7 d'épaisseur et de 38 mm. de diamètre. Cela nécessite une pression énorme et comme l'emboutissage se fait à froid, la machine fait un bruit de pilonage régulier qu'accompagne le va-et-vient du bras d'alimentation. J'ai moi-même travaillé plusieurs semaines de suite à côté de machines de ce type. Après avoir quitté le travail on garde longtemps encore dans la tête le bruit de ce martèlement continu.

Demandant à un ouvrier son âge, il me répondit: « Trente ans ». Comme je lui disais qu'on n'avait jamais que l'âge que l'on se sentait avoir, aussi bien de corps que d'esprit, il me répondit : « Si c'est vrai, tel que tu me vois, je suis un vieil homme. »

Un jeune ouvrier de ma connaissance racontait qu'il était toujours dans un état de tension continuelle parce que son patron passait son temps derrière son dos à lui crier après. Aussi, chaque fois qu'il voyait arriver le patron, il se cachait. Et pourtant, si une altercation ouverte éclatait avec le patron, il se mettait subitement en colère et menaçait de prendre son compte.

On rencontre aussi ce type d'ouvrier qui, chaque matin en arrivant au vestiaire, déclare : « Ce n'est pas à nous de chercher à comprendre, nous, on n'a qu'à travailler et à crever. »

La réaction de l'ouvrier est la suivante : « La seule chose qui intéresse la direction c'est produire et produire encore. » C'est là sa manière à lui de protester contre le mépris intégral de l'individu. C'est aussi ce qu'exprime des déclarations de genre : « Pourquoi donc nous prennent-ils, pour des bouts de ferraille ? ».

CHAPITRE II

L'EXISTENCE ENTIERE TRANSFORMEE EN UNE VIE DE LABEUR

Je travaille toute la semaine pour le vendredi soir.

L'existence de l'ouvrier est transformée en une vie de labeur. Il ne sait même pas jouer. Après le travail quand il parle en compagnie d'autres ouvriers la conversation retombe invariablement sur le sujet de l'usine. C'est comme une drogue dont il ne peut se débarrasser. L'ouvrier pense continuellement au jour de paye et à la fin de la semaine. Ses heures de loisir sont toujours déterminées par l'éternelle préoccupation : « Je ne peux pas me coucher tard parce que je dois aller travailler demain. » Lorsqu'arrive le dimanche soir, il est abattu à l'idée de reprendre le travail le lundi matin. Ce procès incessant se répète sans répit. Il attend ardemment le week-end et lorsqu'il arrive il disparaît si vite qu'il

n'a pas le temps d'en profiter. Il dit : « Je travaille toute la semaine pour le vendredi soir. »

Il arrive parfois qu'un ouvrier ait plusieurs jours de congé à la file. Dès qu'il en est informé l'état de tension psychologique, dans lequel il vit habituellement, commence aussitôt à se dissiper. Au bout de quelques jours il commence à jouir du repos et de la quiétude d'esprit. Son travail lui-même lui apparaît sous un jour meilleur. Il a l'occasion de sortir de sa sphère limitée. La pression qu'exerce sur lui le travail quotidien se relâche temporairement. Assez bizarrement cependant durant de brefs instants, il se sent envahi par un inexplicable sentiment de culpabilité parce qu'il n'est pas au travail. Le retour à l'usine est pénible. Pendant les premières heures d'atelier, l'ouvrier a l'esprit encore plein de ses vacances. Puis, vient la fin de la journée. Rien ne distingue plus l'ouvrier, dans son apparence et dans ses sentiments, de ce qu'il était avant que cette coupure ne se produise.

Les effets de la production sont d'un caractère très insidieux. Leur accumulation finit par constituer une force extraordinaire. Il est des jours où certains ouvriers rentrent chez eux plus tôt ou même ne viennent pas du tout travailler.

L'ouvrier est souvent amené à se jouer lui-même la comédie pour se forcer à travailler toute la semaine. Mardi, il se promet de se payer des vacances le lendemain. Lorsqu'arrive mercredi, il se dit : « Je vais travailler aujourd'hui et je prendrai mon jeudi à la place. » Il continue ce manège jusqu'au vendredi. Alors, il se dit : « Autant finir la semaine. Huit jours de plus ne vont pas me tuer. »

Un ouvrier avait gagné 50 dollars (1) sur un pari. Lorsqu'il apprit la bonne nouvelle il travailla encore quatre heures puis il s'en alla.

De temps en temps, il y a des exercices d'incendie. Les ouvriers sortent de l'usine pour cinq minutes. Chacun en profite pour fumer. On peut alors entendre des réflexions de ce genre : « Ce que j'aimerais pouvoir rentrer chez moi maintenant » ou « Si seulement on pouvait rester dehors jusqu'à ce soir. »

Une dizaine d'ouvriers de mon département sont assis autour d'une table à déjeuner. Comme la demi-heure d'arrêt prend fin, l'un d'entre eux propose imperturbablement : « Restons donc ici (au Restaurant express) au lieu d'aller travailler. Nous travaillons dur. Que peuvent-ils nous faire si nous restons ici »

Il y a une vieille expression populaire que l'on répète toujours le jour de paie : « Un autre jour, un autre dollar. »

Lorsqu'arrive le jour de paie, le vestiaire est plein de bruits et de mouvement.

C'est le seul jour de la semaine où l'on siffle, où l'on bavarde et où il y a de l'animation. Ce pour quoi les ouvriers ont lutté toute la semaine arrive enfin, aussi est-il normal qu'ils cherchent une justification de leurs souffrances dans la « bonne vieille paie ».

Par contre, il y a certains moments où l'ouvrier est psychologiquement poussé à rester à l'usine. Ainsi que nous le savons, un ouvrier passe la plupart de sa vie active à l'usine ou à son travail. Son existence entière, en conséquence, tourne autour de son travail. Son subconcient est littéralement submergé par les faits et les pensées se rapportant aux machines, aux ouvriers, aux patrons, à la régularité des heures de travail, à leur répétition continuelle.

(1) 20.000 francs au taux libre.

Lorsqu'il est hors de l'usine, il respire un peu plus comme un homme normal. Son foyer semble mieux exprimer l'essence de son existence. Lorsque survient la coupure du week-end, il se sent libéré pour un moment de la pression de l'usine. Puis, crac ! lundi arrive et il lui faut se remettre au travail quotidien. Bien souvent cette simple réadaptation provoque une extraordinaire tension de l'esprit. C'était encore bien pire pendant la guerre où très souvent la journée de travail était de douze heures, ceci six à sept jours par semaine. Les ouvriers étaient tellement habitués à l'usine qu'il leur arrivait de préférer rester que de s'en aller. Plus les heures de travail sont longues, plus il est facile de se laisser complètement plonger dans le travail. Mais il y a un revers à cela. Au fur et à mesure que la journée de travail diminue et que la semaine raccourcit, les ouvriers se mettent à réclamer une semaine de travail toujours plus courte.

Un jour que nous revenions à la semaine de 40 heures, les commentaires sur cet événement allaient bon train. La plupart témoignaient de ce que les ouvriers en étaient très satisfaits. Certes, ils sont mécontents de perdre les heures supplémentaires dont ils ont gravement besoin, mais étant donné que l'initiative ne vient pas d'eux, ils se consolent en pensant qu'ils ne sont pas les responsables de leur manque à gagner. C'est ce qu'exprime cette phrase que j'ai entendue : « Je ne demande pas à faire des heures supplémentaires. Si la compagnie m'en donne à faire je travaillerai, mais j'espère qu'on nous en donne pas à faire. »

Sur ce sujet des heures supplémentaires, on constate parfois que les ouvriers sont mécontents si d'autres ouvriers refusent d'en faire parce qu'ils craignent de voir supprimer leurs propres heures supplémentaires. Ils n'aiment pas en faire, mais ils sont obligés de les accepter sous l'empire des nécessités économiques.

J'ai aussi assisté à des discussions à bâtons rompus sur ce sujet. Un ouvrier disait : « Si nous travaillions six heures par jour, cinq jours par semaine. » Un autre répondait : « Pendant que tu y es, pourquoi pas deux heures par jour, quatre jours par semaine. »

Il doit y avoir une meilleure façon de gagner sa vie.

On constate, aujourd'hui, chez les ouvriers, une attitude qu'on n'observait pas avant-guerre. C'est celle que les ouvriers expriment de la manière suivante : « Il doit exister une meilleure manière de gagner sa vie. » Cela représente un changement notable. On lance successivement plusieurs idées : ouvrir un bistrot, un comptoir de marchand de glaces, une petite blanchisserie. Aucun des ouvriers n'était capable de réunir à lui seul les fonds nécessaires, aussi il fut beaucoup question d'associations à plusieurs. Finalement, tous renoncèrent à leurs projets, ils avaient conscience que leurs ressources financières leur permettaient tout juste de vivre.

J'ai remarqué que les ouvriers avaient de plus en plus tendance à parler en termes de sécurité. Comment peut-on se la procurer, etc., etc... Le sentiment prévaut fortement que les ouvriers sont trop déplacés de droite et de gauche. Ils ne pensent plus à leur métier actuel que dans des termes d'une année ou deux : « Lorsque la production sera vraiment lancée, les entrepôts de stockage

ne tarderont pas à être pleins. » En bref, ils s'attendent au krach. Chaque fois que la semaine de quatre jours est appliquée, les ouvriers parlent comme si la crise était déjà là. Par contre, lorsque l'on est assuré de travailler toute la semaine, certains ouvriers prendront un jour de sortie.

L'ouvrier, qui a une femme et des enfants, considère que le célibataire, qui n'a personne à sa charge, a toujours tous les torts de son côté. Voici comment il arrive à cette conclusion : La vie à l'usine est abrutissante. Quiconque n'est pas forcé de la supporter par nécessité économique risque à tout moment de tout laisser tomber ou de faire preuve d'irresponsabilité dans le travail. Il est courant d'entendre un ouvrier dire à un autre : « Pourquoi restes-tu à l'usine ? Si j'étais célibataire il y a longtemps que j'en serais sorti. »

Un des contrôleurs me déclare un jour qu'il va se mettre dans les affaires. Jour après jour, il se lève à la même heure, exécute le même travail et rentre chez lui. Il dit qu'il refuse de supporter plus longtemps cette existence. Cette monotonie l'use. Il ne veut pas gaspiller sa vie de cette manière. Autant changer, dit-il, avant qu'il ne soit trop vieux. Cela lui est égal de perdre ainsi toutes ses économies, au moins il sera libre pendant quelque temps. Il était dans les fusiliers-marins pendant la guerre, et il a participé aux piquets durant la grève. Je lui dit qu'il était condamné à rester à l'usine quoi qu'il fasse et il en fut très affecté. Il prit quand même un mois de congé, échoua dans sa tentative et finit par revenir.

Les ouvriers changent souvent d'usine dans l'espoir de trouver des conditions meilleures dans un autre emploi. Souvent, ils accepteront même d'être moins payés si leur nouvelle place semble devoir leur assurer la tranquillité d'esprit. De nos jours, il est cependant devenu clair que les conditions de travail sont partout les mêmes. Un changement de travail peut avoir l'attrait de la nouveauté, mais cela ne dure pas plus d'une semaine environ.

La femme et les enfants.

L'ouvrier n'arrive pas à expliquer lui même la véritable signification de ses souffrances. Quand il arrive chez lui, il constate que sa femme après une dure journée de labeur ménager ne prend bien souvent aucun intérêt à ses problèmes. Il s'en rend compte et il souffre de ne pouvoir même pas se soulager auprès de sa femme. Pourtant, il parle souvent de son travail à ses enfants. Ce n'est pas que ceux-ci puissent le comprendre, mais cela le délivre d'un poids.

En d'autres occasions, pourtant, sa femme est la seule personne à qui il puisse se confier. Beaucoup de femmes d'ouvriers en connaissent aussi long sur l'usine de leur mari que ses propres camarades d'atelier.

Autour de la table familiale, le soir au dîner, les tracas et les accrocs de la journée sont passés en revue. C'est une altercation avec le contremaître, une pièce ratée, ou des incidents mécaniques. Si au cours de la journée, l'ouvrier a fait preuve d'initiative personnelle dans son travail ou qu'il s'est montré capable de résoudre un problème mécanique délicat qui le préoccupait, il le racontera à sa femme en termes enthousiastes.

Souvent l'ouvrier se réveille un jour de repos en croyant que c'est un jour de travail. Samedi ou dimanche par exemple. Il se réveille en sursaut, s'aperçoit qu'il n'a pas mis le réveil et réalise avec affolement qu'il est en retard. L'usine ne quitte jamais son subconscient. La plupart des ouvriers ont mis au point une technique du réveil pour se lever le matin. Le réveil remonté est placé à deux ou trois mètres du lit. Pour l'arrêter, on est forcé de se lever et d'atteindre le réveil en marchant, en trébuchant ou par n'importe quel autre moyen. Ce procédé permet à l'ouvrier de se réveiller suffisamment pour prendre conscience qu'il est temps de se lever. Lorsque le réveil est placé à côté du lit il est courant de l'attraper d'un geste, d'arrêter la sonnerie, de se reposer quelques minutes de plus et d'être en retard pour le travail. Il faut alors se dépêcher, on s'énerve et toute la famille est sens dessus dessous.

Souvent la femme doit assurer le premier lever à 5 ou 6 heures du matin. Cela s'ajoute aux fatigues de sa journée puisqu'elle doit se réveiller à nouveau un peu plus tard pour les enfants. Les occasions de troubles dans la vie familiale ne manquent pas. Le résultat, c'est des querelles et des discussions dès le matin et au bout de tout cela, le mari part au travail sans sa gamelle préparée.

Le travail par équipe est aussi occasion à conflits dans la vie familiale. La troisième équipe de minuit à sept heures du matin est la pire. Certains l'appellent l'équipe cauchemar. La famille peut rarement se réunir et attend avec impatience la fin de la semaine. L'ouvrier rentre à la maison au commencement de la journée et essaye de dormir alors que les enfants courent et jouent autour de lui. Il s'énerve contre les gosses et hurle après sa femme parce qu'elle ne les fait pas rester tranquilles. Il travail dur toute la nuit et voilà ce qui l'attend à la maison.

Aussi bien la seconde que la troisième équipe interdisent à mari et femme de partager les intimités du mariage d'une manière rationnelle et humaine. Beaucoup de jeunes ouvriers considèrent la venue d'un bébé dans la famille comme une charge supplémentaire et se demandent s'ils pourront gagner assez pour l'élever. Si jamais un accident se produit quand même ils se voient encore plus étroitement enchaînés. Aussi de nombreux ouvriers en viennent à faire avorter leurs femmes. J'ai ainsi connu un cas de ce genre à l'entreprise où une femme fut très malade à la suite d'un avortement et en supporte aujourd'hui encore les conséquences. Elle avait déjà deux enfants à la maison. C'est une famille qui aime les enfants. Il est clair que seules des raisons économiques ont motivé cet avortement.

Le soir, après le dîner, dans la pièce commune à peine est-on assis depuis quelques minutes que l'on tombe profondément endormi dans le fauteuil de la maison. Voici comment les ouvriers présentent la chose :

« Je mets la radio. J'entends le speaker annoncer : « Voici l'émission du soir des produits Lux. » et puis c'est tout. Je me réveille quelques heures plus tard. Torticolis, mal derrière la tête et hop au lit. »

Voici encore quelques aspects de la vie familiale : de nombreux ouvriers disent : « J'ai toujours de la bière au frais. Je bois habituellement une demi-douzaine de bouteilles avant d'aller me

coucher. » Ou bien : « Se détendre avec une bonne bouteille de bière. »

Bien souvent l'ouvrier faisant une promenade un jour de congé évitera systématiquement les rues qui conduisent au travail. Il finit par ne pus pouvoir voir ces maisons et ces sites qui jalonnent le chemin de l'usine. Ou alors il refera délibérément le trajet qui mène à l'usine et passera devant sans s'arrêter justement parce qu'il est libre de le faire ce jour-là. Par contre des ouvriers se font souvent une obligation d'amener toute la famille le dimanche sur les lieux de l'usine. Arrivés là, ils expliquent aux leurs dans quelle partie de l'usine ils travaillent.

L'ouvrier s'efforce d'introduire à l'usine un peu de sa vie familiale, aussi montre-t-il souvent à ses camarades de travail les photos de ses enfants qu'il garde dans son portefeuille. Parfois, c'est la photo de sa maison. Il est fréquent de voir les couvercles des boîtes à outils tapissés à l'intérieur de toutes sortes de photos. Un gars y avait une photo d'un poste d'essence dont il avait autrefois été le propriétaire, un autre y montrait celle de son auto.

Bien que les ouvriers se mettent continuellement en grève, pendant les périodes intermédiaires, l'attitude qui prévaut chez les ouvriers semble devoir exclure toute perspective de nouvelles grèves. Les ouvriers rappellent continuellement qu'ils ont une femme et des enfants et que cela leur donne des responsabilités. Ils disent à qui veut les entendre :

« Je ne peux pas me permettre de quitter le travail ou de me mettre en grève. Si tu étais marié, tu comprendrais et tu saurais ce que cela veut dire. »

Il y a des périodes où il est très difficile d'arriver à tirer quoi que ce soit des ouvriers. Le contact est rompu. On peut décrire fidèlement un tel état d'esprit en disant que les ouvriers se sont repliés sur eux-mêmes et qu'ils réfléchissent sur leur situation et cherchent à s'y retrouver. Les événements, au fur et à mesure qu'ils surgissent, sont le véritable levain qui transforme ces pensées en actions. La moyenne des ouvriers a trop de responsabilités pour que des mots suffisent à les convaincre.

(A suivre.)

LETTRE OUVERTE AUX MILITANTS DU P.C.I. ET DE LA « IVe INTERNATIONALE »

NOTE. — Notre groupe s'est constitué en août 1946 en tant que tendance au sein du P.C.I., qui préparait alors son IIIe Congrès. Il a progressivement développé les positions qui se trouvent aujourd'hui exposées sous une forme systématique, quoique succincte, dans ce premier numéro de « Socialisme ou Barbarie », à travers le IIIe Congrès du P.C.I. (septembre 1946), sa Conférence nationale sur la question russe de Juillet 1947, le IVe Congrès du P.C.I. (novembre 1947), la Conférence préparatoire pour le Congrès Mondial de l'Internationale (mars 1948), le deuxième Congrès mondial de la IVe Internationale (avril 1948) et le Ve Congrès du P.C.I. (juillet 1948).

Ce développement idéologique, l'éloignant de plus en plus des positions du trotskysme officiel, l'a mené à poser le problème de la rupture avec celui-ci. Ce fut l'expérience du Ve Congrès du P.C.I. qui nous amena à prendre une décision définitive dans cette direction. Ce Congrès démontra en effet d'une manière irrévocable d'une part la décomposition complète de l'organisation trotskyste, son incapacité totale d'être autre chose qu'une porte de passage pour des militants qui constamment entrent et sortent et surtout sa dégénérescence politique sans appel. Non seulement ce Congrès entérinait d'un bout à l'autre les décisions opportunistes du Congrès de l'Internationale qui venait d'avoir lieu et les méthodes bureaucratiques qui y avaient présidé, non seulement il ne protestait pas contre le nouveau cours de réforme du stalinisme entamé par le Secrétariat International avec sa « Lettre au P.C. Yougoslave », mais il s'avérait incapable d'analyser l'expérience de l'organisation française, qui venait de subir une crise réduisant ses effectifs de la moitié par la scission de la tendance droitière qui est entrée au R.D.R. dès la constitution de celui-ci. Le Congrès démontrait même que, à part quelques très rares exceptions, les militants du P.C.I. étaient profondément démoralisés et incapables dans les conditions actuelles de progresser politiquement. Dans ces conditions, nous ne pouvions nous orienter que vers une rupture définitive avec une organisation dont non seulement le programme et l'idéologie nous étaient devenus complètement étrangers, mais qui ne pouvait même pas nous offrir un terrain de progression politique et organisationnelle.

Cette rupture, nous devions cependant la préparer, en posant les bases d'une existence autonome de notre groupe. Au Comité central du P.C.I. d'octobre 1948, nous avons déjà déclaré que nous refusions dorénavant tout poste responsable et que nous militerions désormais uniquement à la base de l'organisation. Mais même ceci n'a pu être fait, à cause aussi bien des exigences de la préparation de notre travail autonome que de la décomposition du P.C.I. lui-même. Nous avons fait connaître notre décision de sortir du P.C.I. à la session du Comité Central de janvier 1949, auquel nous avons demandé de pouvoir nous expliquer devant une Assemblée de la région parisienne du parti et de publier une déclaration politique dans le Bulletin Intérieur du Parti. Le comité central nous a répondu quelques jours après qu'il nous donnait trois pages dans le B.I. pour cette déclaration. Sur la question de l'Assemblée Régionale nous n'avons pas jusqu'ici reçu de réponse.

Dans ces conditions, et malgré notre désir d'éviter la publication de textes qui peuvent ne pas intéresser une partie des lecteurs, nous sommes obligés de publier ici même cette déclaration.

Camarades,

Il y a quatre mois, à la dernière réunion du C.C., après avoir exposé notre conception sur la situation et les tâches d'une organisation révolutionnaire, nous avons présenté une déclaration concernant l'attitude de nos camarades dans le Parti. Dans cette déclaration, nous constations l'incompatibilité croissante entre le point de vue de notre tendance et celui de la majorité du C.C, comme aussi l'impossibilité d'associer les uns et les autres dans un travail commun de direction.

En fait, dès le lendemain du V^e^ Congrès, dont le caractère nous a définitivement éclairés, notre tendance a décidé unanimement de rompre avec l'organisation du P.C.I. Nous nous étions cependant fixés un délai afin de consolider nos propres liens organisationnels et de préparer un exposé approfondi et documenté de l'ensemble de nos positions, avant de consommer cette rupture. En ce sens, nous avions engagé nos camarades à continuer à militer dans le P.C.I. jusqu'au moment opportun. Mais l'extrême décrépitude dans laquelle est tombée l'organisation et qui fait de la présence dans le Parti une perte sèche de temps et un pénible devoir, les exigences de notre propre travail de groupe autonome, enfin le sentiment bien compréhensible chez nos camarades qu'il y a une absurdité à participer aux préoccupations et à la vie des cellules lorsque celles-ci nous sont de plus en plus étrangères, ces divers facteurs ont fait que la presque totalité des camarades de notre tendance ont cessé d'eux-mêmes à militer dans le P.C.I. et ont précipité ainsi notre sortie de fait de l'organisation.

Aujourd'hui, nous venons donner une forme publique à cette rupture définitive. Dans quelques jours, le premier numéro de *Socialisme ou Barbarie*, qui sera l'organe de notre groupe, va paraître.

Il est donc temps de mettre les choses au point et de dissiper les équivoques.

La décision que nous vous faisons connaître aujourd'hui ne vous surprendra que très peu sans doute; les désaccords auxquels nous étions parvenus et qui concernent pratiquement toutes les questions sur lesquelles il peut y avoir désaccord, impliquaient une rupture organisationnelle. Ces désaccords, s'ils se sont approfondis, ne sont cependant pas nouveaux; mais, outre le temps qu'il nous a fallu pour clarifier le caractère principal de nos divergences, il nous a surtout fallu une expérience longue pour constater l'effondrement définitif de l'organisation française et l'état sans espoir de l'organisation internationale qui ne permettent, ni l'un ni l'autre, pas même un travail de fraction fructueux. Nous avons en plus compris qu'il devenait périlleux de participer plus longtemps à l'organisation. Dans cette petite machine qui tourne lentement à vide nous pouvions craindre que nombre de nos camarades ne soient eux-mêmes ensevelis sous la poussière qui s'en dégage. Dans notre revue, les camarades qui voudront, pourront trouver, numéro après numéro, l'exposition de nos conceptions. Mais n'ayant nullement l'envie de commencer une polémique publique avec vous, il y a une tâche que nous ne pouvons remplir que dans le cadre de cette lettre : faire la critique, pour nous définitive, de votre politique, et dresser le bilan de la faillite du P.C.I. sur les plans idéologique, politique et organisationnel, plans que nous concevons comme étroitement liés et n'exprimant, en définitive, qu'une seule et même chose.

On a beaucoup parlé de la crise du P.C.I. et des thèses et contre-thèses ont été éditées à ce sujet par les multiples fractions qui se sont succédées au sein du Parti. Pour certains, la crise venait du caractère sectaire du Parti, de son incapacité d'aller aux masses, de se mêler à tous les événements existants, de parler le langage que parlent les masses (stalinien ou réformiste); pour d'autres, la crise venait de la mauvaise organisation du Parti, du manque de travail des militants, qui ne savaient pas se comporter selon les normes du « Programme Transitoire », et ainsi un *mea culpa* leur était périodiquement proposé (Privas); ou bien encore, la crise venait de la présence chronique des éléments opportunistes droitiers au sein de l'organisation qui empêchaient le Parti de consacrer ses efforts au travail vers l'extérieur.

Ces bavaradages sur la crise du P.C.I., qui ont constitué, pendant des périodes entières, la principale activité de l'organisation se passent de commentaires. Pour nous, qui considérons objectivement l'ensemble de l'activité de l'organisation trotskiste française depuis bientôt vingt ans, nous sommes forcés de voir que la « crise » n'est pas accidentelle, mais qu'elle constitue un trait déterminant de sa nature. Il y a une crise chronique, une crise permanente — dont les scissions ne représentent que des moments particulièrement caractéristiques — ou, plus exactement, il n'y a pas de crise du tout, car parler de « crise » serait supposer l'existence d'un organisme qui fonctionne entre les crises, tandis que la caractéristique essentielle du trotskisme a été l'incapacité d'atteindre le niveau d'une organisation constituée, l'incapacité radicale de parvenir à l'existence. On ne peut pas se boucher les yeux au point de ne pas voir que le problème fondamental pour le P.C.I., depuis sa fondation formelle, est celui de sa constitution. Force est de reconnaître que ce problème, posé depuis quinze années, n'a jamais été résolu.

Cette incapacité ne se comprend qu'à partir d'une autre incapacité plus profonde, celle de trouver une base *d'existence idéologique autonome*. C'est parce que l'organisation trotskiste a été incapable de se séparer radicalement et organiquement du stalinisme, parce qu'elle n'est restée, au mieux, qu'une opposition à celui-ci, ou comme on l'a dit, un appendice du stalinisme, qu'elle n'a jamais pu se construire. La « IV^e^ Internationale » n'a pas conquis son autonomie, parce que celle-ci exigeait une critique radicale et une analyse définitive de l'évolution et de la dégénérescence de l'organisme dont elle procédait, de la III^e^ Internationale. Ce n'est qu'à partir de cette analyse et de la destruction radicale de l'idéologie stalinienne qu'elle aurait pu poser les fondements de sa propre existence. C'est ainsi que la III^e^ Internationale s'était imposée, à partir de la caractérisation économique et sociale exhaustive de la II^e^ Internationale et de son réformisme.

En quel sens le stalinisme correspond à un nouveau stade de l'économie mondiale ? Quelles sont les couches dont il représente les intérêts ? Quels liens unissent-ils les partis staliniens avec la société bureaucratique russe ? Quel est le rôle de la politique stalinienne, engagée dans la lutte à la fois contre la bourgeoisie possédante et contre le prolétariat ? Le trotskisme n'a pas abordé ces questions, il n'a cessé de considérer le stalinisme comme un « parti ouvrier collaborant avec la bourgeoisie », s'agrippant à cette définition chaque jour démentie par les faits et s'interdisant de faire comprendre quoique ce soit à l'avant-garde ouvrière: il est apparu et il fut effectivement un parent aboyeur du stalinisme employant une phra-

séologie révolutionnaire, mais restant dans le fond son partenaire (comme le montrent ses mots d'ordre fondamentaux de « défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. » et de « Gouvernement P.C.-P.S.-C.G.T. »).

Il suffit ici de rappeler les propositions que, dans *La Vérité*, Pierre Frank adressait à Staline (!) en vue d'un accord pour la meilleure défense de l'U.R.S.S.; il suffit aussi de rappeler la politique suivie avec persévérance par la direction du P.C.I. sur la question gouvernementale, par le mot d'ordre « Gouvernement P.C.-P.S.-C.G.T. », forme suprême et en même temps la plus criminelle du front unique avec le stalinisme. Voici comment s'exprimait à ce sujet le représentant le plus qualifié de cette direction, Privas (B.I. n° 37, décembre 1946) : « La question de notre soutien politique au gouvernement P.C.-P.S.-C.G.T. se pose. Il est (ce soutien) conditionné par la loyauté de ce gouvernement envers le programme anticapitaliste et envers les masses. S'il applique réellement un tel programme, s'il fait réellement appel à l'action et à l'organisation des masses, nous lui accorderons notre confiance; quant à notre participation, elle ne pourrait se poser qu'après qu'il aurait prouvé qu'il mérite notre confiance et qu'il poursuivrait son action de destruction de l'appareil d'Etat bourgeois. Il serait tout à fait faux aujourd'hui, avant d'avoir vu les dirigeants des partis traditionnels à l'œuvre, de nous engager. De toutes façons, notre participation à la lutte des masses contre la bourgeoisie et ses forces de répression est acquise à l'avance sans conditions. »

Si on laisse de côté la sauce « révolutionnaire », le contenu de ce texte est clair : en décembre 1946, la direction trotskiste « n'a pas encore vu les dirigeants » staliniens et réformistes à l'œuvre ! Elle ignore ce qui va se passer lorsque les staliniens seront au pouvoir ! Ce pouvoir, par ailleurs, elle l'appelle par son agitation quotidienne : « Gouvernement P.C.-P.S.-C.G.T. », inscrit sur les murs, titré dans *La Vérité*. Mais attention : elle l'appelle, elle dit aux masses qu'il faut l'instaurer, mais *elle ne le soutient pas :* elle ne le soutient que s'il « applique réellement un programme anticapitaliste ». Que répond-elle aux ouvriers qui, étonnés, lui demandent : Comment, vous demandez un tel gouvernement et vous ne le soutenez pas ? Mystère. Elle répond peut-être : Nous le soutiendrons s'il applique tel ou tel programme. Vous ne savez donc pas quel programme le P.C. au pouvoir est capable de réaliser ? Peut-on concevoir que le P.C. au pouvoir applique un programme « faisant appel à l'action et à l'organisation des masses » ? Et s'il le peut, en principe, alors pourquoi constituer des nouveaux partis et ne pas essayer de persuader le P.C. à appliquer ce « programme révolutionnaire » ? Et à quoi rime cette distinction entre les conditions du soutien et les conditions de participation à un tel gouvernement, qui dans le texte de Privas reviennent exactement au même ?

On ne peut pas vider par la cuiller de la critique l'océan d'une telle imbécillité. Il nous suffit de constater qu'à travers leurs mots d'ordre les plus courants, les dirigeants trotskistes montrent non seulement qu'ils n'ont rien compris à la réalité actuelle, mais qu'au fond d'elle-même cette « direction révolutionnaire de l'humanité » ne s'est jamais prise au sérieux et qu'elle considère que les tâches révolutionnaires pourraient très bien être accomplies par le stalinisme. Nous verrons plus loin que ce point a beaucoup plus d'importance encore qu'il n'en paraît avoir à première vue.

Ce collage éperdu au stalinisme se traduit encore non seulement par le fait que toute l'agitation et la propagande du P.C. est à chaque coup définie en fonction du stalinisme (le P.C. dit ceci ? Alors il faut répondre cela; le P.C. fait-il tel « tournant » ? Alors il faut le mettre au pied du mur, etc...) mais essentiellement pas la politique du Front Unique avec le stalinisme.

La lutte que la tendance « trotskiste orthodoxe » (majorité actuelle du P.C.I. et de la IV^e^ Internationale) a menée contre la conception que la « droite » défendait sur le Front Unique, n'a été que la couverture idéologique d'une rivalité de clan et un moyen de faire passer en définitive des conceptions non moins opportunistes. Laissant même de côté les questions de la « défense de l'U.R.S.S. » et du gouvernement stalino-réformiste, nous ne pouvons que constater que dans l'essentiel, la politique que la « droite » avait menée lorsqu'elle avait la direction du P.C.I. (1946-1947) et la politique que la direction actuelle a menée par la suite sont identiques. L'incapacité radicale de se distinguer des staliniens, l'essai de présenter les staliniens comme des réformistes, le ridicule même d'un « Front Unique », dans lequel, s'il venait à se réaliser, le P.C. serait tout et le P.C.I. rien, ont été les caractéristiques de toutes les campagnes de *La Vérité* sur cette question.

« Ressouder le front prolétarien », comme le répète constamment la direction, refuser de le laisser se diviser en deux blocs, le bloc stalinien qui suit Moscou et le bloc réformiste qui suit Washington, voilà ce qui nous est présenté aujourd'hui comme l'héritage essentiel de la tactique léniniste. C'est tout simplement cacher au prolétariat que le P.C. et le P.S. ne sont pas des partis ouvriers, que leur politique n'est pas « fondamentalement fausse », comme le dit stupidement la thèse majoritaire pour le V^e^ Congrès, mais qu'elle représente des intérêts sociaux hostiles à ceux du prolétariat. Quand la majorité actuelle dit que la tactique du Front Unique est une « arme de délimitation politique » (même thèse), nous retrouvons là le même argument, et avec les mêmes mots, que la « droite » mettait en avant lorsqu'elle avait la direction et que les majoritaires n'ont jamais combattu que verbalement, comme le prouve cette déclaration typiquement opportuniste de Bleibtreu, alors secrétaire général du Parti (rapport politique au Comité Central du 31 mars 1946) : « En développant notre programme de lutte de classes nous mettons en lumière la trahison stalinienne et réformiste. *Une délimitation particulière est superflue et ne peut prendre que la forme de l'antistalinisme, qui nous fait perdre l'oreille des masses (!)* » (Souligné par nous)

Mais le collage au stalinisme et la parenté profonde avec celui-ci se manifestent aussi sur d'autres points, encore plus importants. Le plus essentiel, parmi ceux-ci, c'est peut-être l'incapacité d'impulser un regroupement ouvrier autonome, et même l'hostilité mal cachée vers de telles formes de regroupement que la direction du P.C.I. a manifestée vis-à-vis des rares Comités de Lutte qui sont apparus en 1947. Le P.C.I. a simplement tenté de faire de ces Comités de Lutte des annexes trotskistes, les empêchant de jouer leur rôle de regroupement des ouvriers d'avant-garde en dehors des partis. L'orientation obstinée vers les syndicats traditionnels (alors qu'il s'est avéré impossible de construire une tendance révolutionnaire dans les syndicats bureaucratisés) ne fait que traduire la volonté de maintenir les ouvriers dans les organisations traditionnelles, où ils peuvent être contrôlés,

Le but du P.C.I. n'est pas d'impulser la création d'organes autonomes de la classe, mais de prendre dans les syndicats la relève du P.C. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter certains passages essentiels de la thèse majoritaire du V^e^ Congrès : « Le rapport des forces internes à la classe ouvrière implique que si même le parti a une juste ligne politique, c'est seulement dans des secteurs limités qu'il peut disputer le *contrôle de la direction aux staliniens.* » Et encore : « L'avant-garde stalinienne est sensibilisée à notre programme révolutionnaire, ce qui ne signifie nullement qu'elle est prête à *passer sous le contrôle de notre parti.* » (Souligné par nous.)

Également significative est l'obstination de la direction du P.C.I. à voir l'avant-garde réelle de la classe ouvrière dans l'avant-garde stalinienne : « Dans son ensemble, la classe ouvrière ou plutôt les éléments déterminants de celle-ci, ne voient pas d'autre direction politique que celle du P.C.F. » (même thèse). La direction du P.C.I. ne veut pas simplement dire par là que les ouvriers staliniens, par le seul fait qu'ils se battent, constituent l'avant-garde — ce qui déjà serait faux — elle veut surtout dire que l'avant-garde stalinienne, parce qu'elle lutte derrière un parti aussi bien organisé que le P.C. est infiniment plus intéressante que les éléments anarchisants ou gauchisants mais sans parti qui s'insurgent actuellement contre toute forme de bureaucratisation et ne sont nullement « prêts à passer sous le contrôle du P.C.I. ».

Mais il faut également révéler l'opportunisme et l'abandon du marxisme révolutionnaire dans les conceptions « théoriques » de la direction trotskiste. Disons tout de suite que le mot « théorique » est fort exagéré à ce propos, car depuis la mort de Trotsky ses épigones n'ont fait que vulgariser, rabaisser et vider de tout contenu l'héritage de celui-ci et le marxisme en général. Il est étonnant de constater que, pendant dix ans, ces « dirigeants » ont été incapables de produire autre chose que des articles illisibles, rébarbatifs et remplis de plates banalités pour les « Bulletins Intérieurs », et qu'ils enseignent aux ouvriers qui adhèrent à la « IV^e^ Internationale » une bouillie boukharinienne présentée comme du « marxisme ». Force est, cependant, d'essayer d'extraire de toutes ces platitudes un semblant de conception d'ensemble, pour apprécier à sa juste valeur l'idéologie trotskiste officielle entre 1940 et 1948.

I. — En ce qui concerne la situation historique du capitalisme, la direction du P.C.I. et de la « IV^e^ Internationale » en est restée à l'analyse que Lénine faisait de l'impérialisme en 1915, et souvent même en deçà de celle-ci. Pour Lénine, l'impérialisme était né de la concentration continue des forces productives (du capital et du travail) et cette concentration amenait la suppression graduelle de la concurrence. Mais cette concentration ne s'est pas arrêtée en 1915, comme toutes les conceptions de la majorité du P.C.I. le supposent ; elle a continué en s'amplifiant et en prenant des nouvelles formes, dont la fusion des différents monopoles eux-mêmes, la fusion progressive du capital et de l'Etat, les nationalisations en France et surtout en Angleterre, l'étatisation complète de l'économie sous l'égide d'une bureaucratie exploiteuse (comme dans toute la zone russe), la vassalisation de l'Europe et de l'ensemble des pays bourgeois par l'impérialisme yankee ne sont que des aspects particuliers. Tous ces phénomènes, qui sont précisément les traits caractéristiques de l'époque concrète dans laquelle nous vivons et qui la dis-

tinguent des époques précédentes, sont ignorés par la majorité ou considérés comme dénués d'importance. A la suite de quoi ses « analyses » de la situation actuelle se ravalent fatalement au niveau d'un journalisme provincial. Ainsi, par exemple, lorsqu'il s'agissait de la caractérisation de la crise du capitalisme à l'issue de la deuxième guerre mondiale, la majorité n'a pu faire autre chose que de citer les niveaux de la production, voulant « prouver » cette crise par le fait que la production des pays capitalistes n'avait pas rattrapé ses chiffres d'avant-guerre (cf. thèse de la majorité pour les IIIe et IVe Congrès du P.C.I.). Ce qui est encore plus ridicule, les raisons qu'elle donnait pour la baisse de la production étaient des raisons au fond conjoncturelles. Lorsque nous avons montré (dans un texte de mai 1947 et plus amplement dans notre thèse pour le IVe Congrès du P.C.I.) que les chiffres de la production mondiale avaient déjà dépassé ceux d'avant-guerre, et que le moteur de la crise du capitalisme était à chercher ailleurs (dans la disproportion du developpement économique entre l'Europe et l'Amérique, dans la dislocation du marché mondial), lorsque la production européenne elle-même dépassa ses chiffres d'avant-guerre, alors les leaders majoritaires ont écrit (thèse de la majorité pour le Ve Congrès) : « La crise objectivement révolutionnaire née de la guerre n'est pas terminée. Elle ne le serait que lorsque la bourgeoisie aurait réussi à rétablir une nouvelle division du travail, un nouveau marché mondial... » en montrant par là qu'ils n'avaient rien compris à l'affaire, car ce qui est précisément le fond de la situation actuelle est qu'une telle restauration d'un « marché » mondial capitaliste est impossible, et que la seule possibilité « d'équilibre » pour les classes exploiteuses se trouve dorénavant dans la domination d'un seul impérialisme sur l'économie mondiale.

Si Lénine constatait que le monopole supprime la concurrence, ce n'était pas pour des prunes, ni par amour du détail pittoresque. Suppression de la concurrence signifie suppression du marché capitaliste mondial au sens établi de ce terme: parler de « rétablissement d'un nouveau marché mondial » signifie vouloir renverser la tendance dominante de l'évolution capitaliste.

Un autre exemple significatif, c'est l'attitude de la Majorité devant le « Plan Marshall ». Face à celui-ci, tout ce que son marxisme lui inspira, fut de dire « qu'en tout cas il ne porterait ses effets qu'à partir de 1940 » ! Quels seraient ces effets ? Le capitalisme pourrait-il atteindre une « stabilisation relative » par le plan Marshall ? A défaut de celle-ci, des nouveaux rapports économiques entre l'Europe et l'Amérique étaient-ils établis, les impérialismes européens pourraient-ils maintenir dans ce cadre leur indépendance ? Sur toutes ces questions d'une importance théorique et pratique extrême, le silence le plus complet continue à régner dans les textes de la majorité.

Nous touchons ici un point théorique important. Pour Lénine, l'essence de l'impérialisme consistait en ce que *plusieurs ou au moins deux blocs impérialistes* rivaux étaient constamment en lutte (« pacifique » ou violente) pour un nouveau partage du monde. Que se passe-t-il aujourd'hui ? Pour la majorité, la Russie n'est pas un Etat impérialiste, mais un « Etat ouvrier dégénéré » qu'il faut défendre. Dans le reste du monde, on voit difficilement les Français ou les Anglais, même dans l'avenir le plus lointain, partir en guerre contre les U.S.A. Nous avons donc un *seul bloc impérialiste* dorénavant ! Comment ceci est-il conciliable avec l'analyse léniniste de l'impérialisme ?

Mais pour la direction trotskiste actuelle, ce sont là des subtilités indignes d'attention. Tout ce qu'elle demande, c'est qu'on ne trouble pas son sommeil idéologique.

II. — Nous ne voulons pas non plus nous étendre sur nos divergences avec la majorité sur la question russe, divergences qui sont assez connues dans le P.C.I. Mais il est nécessaire d'exposer clairement la signification de l'attitude de la majorité du point de vue du marxisme et de la lutte de classes.

Pour la majorité, la Russie est un « Etat ouvrier dégénéré » qu'il faut défendre « inconditionnellement ». Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie tout d'abord que la majorité identifie la monopolisation totale des forces productives par une classe sociale (la bureaucratie russe), sous le couvert de l'étatisation, avec la collectivisation socialiste.

Mais pour la majorité, la bureaucratie n'est pas une « classe », mais une « caste parasitaire ». Et ceci parce que la bureaucratie ne fait que participer à la répartition du produit économique russe, sans avoir une place propre dans les rapports de production. Qu'est-ce que cela signifie ? Tout simplement, une rupture avec le fondement de l'économie politique marxiste, pour laquelle « production » et « répartition » ne sont que deux aspects inséparables d'un seul processus. Il n'y a du revenu, selon Marx, que dans la mesure où il y a rapport de production. D'ailleurs déjà, Adam Smith savait ce que Germain, Frank, etc..., ignorent : que salaire, profit et rente, en tant que « revenus », sont indissolublement liés au travail, au capital et à la terre en tant que « facteurs de production ».

Cela signifie aussi la répudiation la plus complète de la conception de Marx et de Lénine sur l'Etat : en effet, selon cette conception, la monstrueuse croissance totalitaire de l'Etat bureaucratique russe ne peut que traduire une division de la société en classes et une opposition de ces classes qui va en s'aggravant.

Mais la bureaucratie ne peut pas être classe dans un seul pays, se plaint la majorité. En effet, elle ne le peut pas. La preuve, c'est qu'après cette guerre-ci, la bureaucratie est arrivée au pouvoir dans la plupart des pays de l'Europe centrale et balkanique, et qu'elle est en train de s'installer au pouvoir en Chine. Les réactions de la majorité face à l'évolution dans les pays de la zone russe sont franchement du domaine de l'arlequinade. Elles se résument dans cette constatation étourdissante : dans les pays du « Glacis », la bourgeoisie traditionnelle reste classe dominante ! Que cette bourgoisie n'existe plus, qu'elle ait été enterrée depuis longtemps, qu'on soit en train de liquider ses derniers survivants (Mindszenty, etc...) ceci ne change rien à l'affaire pour la majorité. Préservons nos schémas et que le monde périsse, voilà sa devise.

Mais, même en laissant de côté l'importance théorique énorme de tous ces points, il est impossible de passer sous silence la signification *politique* de cette attitude.

L'essentiel, en effet, n'est pas seulement que tout ceci signifie une capitulation politique et idéologique devant le stalinisme. L'essentiel est que par ces positions, le P.C.I. et la « IVe Internationale » deviennent des instruments supplémentaires de la mystification des masses. Avoir cette attitude signifie en fait : justifier par des sophismes l'exploitation et l'oppression; enseigner aux masses sous prétexte d'arguments « objectifs » (le caractère « progressif » de l'étatisation et de la planification) d'accepter d'être exploitées, pourvu que ce soit sous des formes « socialistes »; préparer pour demain une

nouvelle dégénérescence de la Révolution, en masquant ce qui a été l'essentiel dans la dégénérescence de la Révolution russe; et, plus concrètement, récupérer une partie de l'avant-garde déçue par le stalinisme et à l'empêcher de saisir la véritable signification de celui-ci.

Cette fonction objective de la «IV° Internationale» comme instrument supplémentaire de la mystification des masses est apparue avec toute la clarté possible lorsqu'a éclaté l'affaire Tito. Là, dans la fameuse «lettre ouverte du Secrétariat de la IV° Internationale au Parti Communiste Yougoslave», s'est exprimée pleinement la véritable ligne politique du trotskisme actuel, orienté vers le *redressement* et non pas vers la destruction révolutionnaire des partis staliniens et du stalinisme en général. Cette ligne voulait se justifier par une série de mensonges, plus cyniques les uns que les autres et par l'idéalisation honteuse du régime d'exploitation que Tito et sa clique bureaucratique imposent aux ouvriers et aux paysans yougoslaves. Ainsi, la seule chose — à peu près — que l'on trouvait critiquable dans le régime de Tito, c'étaient... les décorations qu'il distribue à ses généraux ! A part cela, Tito récoltait une série de louanges (comme ayant «résolu la question nationale», etc...) et on laissait entendre qu'il suffirait d'une décision du Comité Central du P.C. yougoslave pour que celui-ci se transforme en parti révolutionnaire et pour que le pouvoir de Tito devienne un Etat ouvrier (non dégénéré, sans doute, celui-là). Cependant, jusqu'à la veille, le trotskisme officiel avait constamment expliqué que la Yougoslavie restait un Etat «fondamentalement capitaliste». Que s'était-il passé ? La revélation publique d'une lutte entre deux cliques bureaucratiques, celle de Moscou et celle de Belgrade, lutte qui, dans les coulisses, se poursuivait depuis longtemps, suffisait donc pour transformer dans l'espace d'une nuit la Yougoslavie et la bureaucratie titiste ? Elle suffisait de toute façon pour que la direction trotskiste piétine ses propres «analyses» antérieures et qu'elle adopte cette position paradoxale, que le pouvoir et le parti dirigeant en Yougoslavie, «Etat capitaliste», menaient une lutte «progressive» contre le pouvoir et le parti dirigeant en Russie, qui, cependant, comme tout le monde sait, est un «Etat ouvrier». Elle suffisait aussi pour que la direction trotskiste foule aux pieds la constatation fondamentale, mille fois faite par Trotsky et sur laquelle se base l'existence de la «IV° Internationale», à savoir que le stalinisme dans son ensemble et chaque parti stalinien pris séparément sont irredressables, d'où la nécessité de nouveaux partis révolutionnaires dans tous les pays. Elle suffisait enfin pour que la direction trotskiste viole complètement le principe de toute politique révolutionnaire qui est d'enseigner toujours la vérité à la classe et à son avant-garde.

Un des points les plus instructifs de l'ensemble de l'affaire fut de voir la plus grande partie de la majorité du P.C.I. français, qui se désolidarisait en paroles de l'attitude du Secrétariat International, non seulement s'abstenir de toute lutte politique véritable contre cette orientation ultra-opportuniste, mais contribuer positivement, au cours du Comité Exécutif International d'octobre, à enterrer l'affaire. Cette triste comédie prouve encore une fois l'insincérité politique et la complicité de clan qui règnent dans les directions trotskistes actuelles.

L'affaire Tito a prouvé, pour nous, la dégénérescence irrémédiable du trotskisme actuel et le rôle positivement nocif qu'il joue dans la lutte pour la démystification du prolétariat.

III. — La question que tous les ouvriers avancés posent avec angoisse actuellement, c'est la question de la nature des partis « communistes » staliniens et de leur politique. Après avoir longtemps hésité, les épigones de Trotsky sont enfin, en 1947, arrivés à donner une réponse « théorique » à cette question : le stalinisme est un « réformisme d'un type nouveau ». A moins que « type nouveau » dans cette phrase — et ces « théoriciens » n'ont jamais expliqué ce qu'ils entendaient par là — ne signifie « type non réformiste », la stupidité de cette affirmation saute aux yeux. Ces intrépides « marxistes » ont perdu toutes les occasions, jour après jour, de nous expliquer comment un nouveau réformisme *sans réformes* peut naître à l'époque de la crise mortelle de la démocratie capitaliste, comment et pourquoi ce « réformisme » est arrivé à exproprier la bourgeoisie dans tous les pays de la zone russe, comment et pourquoi il arrive aujourd'hui à bouleverser la structure sociale de la Chine, mais, chose encore plus grave, ils ont aussi perdu l'occasion de jamais montrer aux masses que le stalinisme et sa lutte contre la bourgeoisie obnubilent, pourquoi la destruction effective de la bourgeoisie dans les pays où les Partis « communistes » prennent le pouvoir ne signifie nullement une libération sociale, mais l'installation d'un régime d'exploitation et d'oppression au moins aussi lourd que celui de la bourgeoisie.

La raison profonde de ces lamentables contradictions est celle-ci : le trotskisme actuel nie qu'il y ait un problème de la bureaucratie; il nie que la bureaucratie représente une formation sociale indépendante, qu'elle exploite pour son propre compte le prolétariat dans les pays où elle prend le pouvoir, qu'elle tend à prendre le pouvoir dans tous les pays. Sous cette forme, le problème de la vraie lutte contre la bureaucratie n'existe pas pour lui. L'objectif du prolétariat pour le trotskisme actuel est resté ce qu'il était il y a un siècle : exproprier la bourgeoisie. Mais cet objectif commence à être réalisé — non pas par le prolétariat, mais par la bureaucratie. Ceci, le trotskisme ne peut pas le reconnaître car le reconnaître signifierait pour lui reconnaître qu'il s'est trompé sur toutes les questions qu'il considère comme essentielles. Davantage même, ceci signifierait que l'existence d'une « IV^e^ Internationale », ayant comme programme essentiel l'expropriation de la bourgeoisie, deviendrait sans objet, puisque ce programme est, en fait, celui que le stalinisme a et réalise constamment. Ne pouvant reconnaître ce fait fondamental, la « IV^e^ Internationale » non seulement est obligée de mentir constamment sur la véritable activité du stalinisme, mais aussi d'affubler celui-ci de caractéristiques imaginaires. Ceci explique pourquoi les conceptions comme « stalinisme = réformisme », « pays de la zone russe = pays bourgeois », « Russie = Etat ouvrier qu'il faut défendre », etc... Ceci explique aussi pourquoi la « IV^e^ Internationale », sur la base de son *programme* et de son *idéologie*, est incapable de mener la tâche fondamentale d'une organisation révolutionnaire à la période actuelle, qui est d'expliquer et de clarifier aux masses que l'objectif de la révolution prolétarienne ne peut être simplement l'expropriation de la bourgeoisie et la « planification », mais l'abolition aussi bien de la bourgeoisie que de la bureaucratie, la suppression de la distinction entre dirigeants et exécutants dans l'économie et dans la société, la gestion propre de l'économie par les travailleurs.

IV. — La même attitude de bavardages vides s'exprime dans la « position » de la direction trotskiste sur la question de la perspective de la guerre. Depuis le mois de mars 1948, où notre tendance a

expliqué devant le Parti pourquoi la perspective d'une troisième guerre mondiale est inscrite objectivement dans la réalité avec une nécessité absolue, comme un moment crucial exprimant la tendance vers la concentration mondiale des forces productives entre les mains d'un seul impérialisme, nous avons vu, avec étonnement et dégoût, les « théoriciens » majoritaires s'en prendre à l'idée de la guerre à venir, indépendamment de tout contexte théorique et se livrer à une basse démagogie contre nous en déclarant que la guerre n'était pas « fatale », que nous étions défaitistes par rapport à la révolution, etc., etc. Le passage consacré à cette question, dans la thèse de la majorité pour le V^e^ Congrès du P.C.I. est assez éloquent par lui-même : « Il est évident qu'en l'absence de révolution prolétarienne victorieuse, la guerre, en fin de compte, est inéluctable, mais il reste à fixer les délais et les rythmes... la guerre mondiale est l'aboutissement de tout un processus économique et social dont les chaînons les plus importants sont la disparition du danger révolutionnaire immédiat (défaites ou acceptation de la guerre) et l'impasse économique, conditions qui, aujourd'hui, ne sont pas encore réalisées. De plus, la bureaucratie du Kremlin conserve sa politique de cohabitation pacifique et préfère un compromis à une politique de force. Les derniers événements diplomatiques le montrent. Sans exagérer la portée de ceux-ci ni cacher la difficulté d'un tel compromis, nous ne nous trouvons pas face à une guerre imminente. » Sans insister sur le plan où se situe la discussion, juste au niveau d'un mauvais journalisme, il faut noter le caractère artificiel et gratuit de ces affirmations volontairement ambiguës et brouillées. Quels sont les « délais et les rythmes » qu'il s'agit de fixer ? Depuis quand l'analyse marxiste des tendances fondamentales de l'évolution est-elle remplacée par des prévisions météréologiques sur le temps des jours à venir ? En quoi l'impasse économique n'est-elle pas réalisée ? Et comment cette idée se concilie-t-elle avec la conception qui est à la base de toutes les thèses majoritaires, selon lesquelles « le capitalisme n'a pas réussi à dépasser sa crise issue de la deuxième guerre mondiale » ? Pourquoi la guerre n'est-elle possible qu'après la défaite du prolétariat ? Quelle fut, par exemple, cette défaite en 1914 ? Où, dans quel pays, y a-t-il un « danger révolutionnaire immédiat » ? Pourquoi la bureaucratie stalinienne préfère (le mot est admirable) un compromis ? Est-ce que la guerre est affaire de « préférences » des cliques dominantes ?

Nous n'avons jamais rien trouvé d'autre dans les « analyses » des épigones de Trostky que ces descriptions journalistiques, ces affirmations gratuites, ces préoccupations artificielles, car coupées de tout contenu réel, de tout point de vue de classe : montée ou recul, offensive de la bourgeoisie ou du prolétariat, guerre ou pas guerre. Il est facile de voir qu'un sérieux journaliste bourgeois est beaucoup plus profond dans ses analyses que ces « marxistes ». Il n'y a rien d'étonnant là-dedans : la bourgeoisie se place à un point de vue qui est réel, car il exprime les intérêts d'une classe qui représente une réalité sociale. De ce point de vue, les « théoriciens » trotskistes ne représentent rien; ayant depuis longtemps abandonné le marxisme, qui pouvait, à défaut d'un contact avec la masse ouvrière, leur donner un point de vue objectif sur la réalité, ils ne sont en définitive qu'un minuscule appendice de la bureaucratie stalinienne, dont ils aident le travail de mystification des masses.

V. — En ce qui concerne la construction d'une organisation révolutionnaire, la direction du P.C.I., après avoir lourdement ironisé

sur « l'itellectualisme » de ceux qui, comme nous, voulaient mettre l'éducation des militants au premier plan des tâches, découvre maintenant l'importance de ce secteur, en oubliant toutefois que pour éduquer les autres, il faut d'abord être éduqué soi-même. D'autre part, fixer à l'organisation des objectifs sans aucun rapport ni avec ses possibilités, ni surtout avec les nécessités de l'heure, telle cette agitation large, superficielle et permanente que mène la direction trotskiste depuis des années, signifie que l'on se soucie beaucoup plus de maintenir la fiction, mieux : le bluff d'un « Parti » (qui en fait n'est qu'un groupe extrêmement restreint et politiquement plus que faible) que de faire du travail révolutionnaire efficace dans le cadre des possibilités existantes.

Pour nous résumer, il est clair que nous divergeons avec le trotskisme actuel à peu près sur tous les points sur lesquels une divergence est possible, à savoir sur l'évolution historique depuis 1914, sur le programme de la révolution prolétarienne, sur la situation actuelle et sur les tâches immédiates.

Donc, si nous quittons aujourd'hui le trotskisme ce n'est pas sur la simple base de « désaccords » si importants et si nombreux soient-ils; c'est sur la base plus profonde d'une prise de conscience du rôle de celui-ci dans le mouvement ouvrier et de son incompatibilité avec l'avant-garde révolutionnaire. Depuis dix ans le trotskisme tire un immense chèque sans provision sur la mémoire de Trotsky et le prestige du bolchevisme. Par sa phraséologie, il attire à lui les ouvriers d'avant-garde mais ne leur fournit aucun élément qui leur permette de comprendre le sens de leur époque et de lutter contre la bureaucratie; tout au contraire, sa politique à l'égard de l'U.R.S.S et du stalinisme jette ces ouvriers dans le désarroi et les conduit à la démoralisation. L'immense roulement qui s'opère dans les rangs du parti depuis des années, est en lui-même significatif. Comme nous l'écrivions dans notre texte de mars 1948, « la IV^e^ est un rouage dans la machine de mystification du prolétariat. Tout se passe comme si son rôle consistait à récupérer l'avant-garde qui échappe aux partis traîtres et à lui masquer le problème de son émancipation des bureaucraties en lui présentant le mythe de l'âge d'or bolchevick. Ce rôle apparaît matériellement sur le terrain organisationnel où l'on voit se réaliser une tragique consommation des ouvriers d'avant-garde qui, après avoir été attirés par la phraséologie révolutionnaire des partis trotskistes, sont épuisés par le travail pratique, réduits au rôle d'exécutants des couches intellectuelles et finalement rejetés après épuisement hors de l'Organisation, perdus le plus souvent pour tout travail politique. »

Quant à nous, nous avons tiré les leçons qu'il convenait de tirer de notre expérience au sein du P.C.I. Nous avons le sentiment que pour la première fois se détache du trotskisme un groupe qui prenne conscience de la mystification de celui-ci sur un plan total et qui se cristallise non pas sur une analyse de détail mais sur une conception d'ensemble de la société actuelle et de la dynamique historique. Nous ne partons pas pour nous rallier à quelque mouvement centriste du type R.D.R. ou pour rentrer chez nous, mais pour jeter les fondements d'une future organisation révolutionnaire prolétarienne. Ceux qui encore au sein du P.C.I. découvriront plus tard que nous sommes dans la voie juste sauront nous rejoindre.

Saluts communistes.

Paris, le 28 Février 1949.

Dans le N° 34 (Décembre-Janvier 1944) des « Temps Modernes » notre camarade Lefort avait publié un article intitulé « La Contradiction de Trotsky et le problème révolutionnaire » « La Vérité » sauta sur l'ouvrier et dans son N° 228 elle publient une prose douteuse, sous le titre « Les Mains Sales », faite essentiellement de calomnies personnelles contre Lefort. Nous avons immédiatement envoyé à « La Vérité » la « Rectification » qu'on peut lire plus bas. L'article de P. Chaulieu contient d'autre part une réponse sur le point de l'attaque de « La Vérité ».

Nous n'avons nullement l'intention de consacrer à l'avenir ne serait-ce qu'une page de cette revue à des polémiques personnelles. Nous l'avons fait cette fois parce que l'attaque venait d'une organisation que nous avons à peine quittée, et parce qu'elle était révélatrice de l'évolution de la direction du P.C.I. Mais que ces Messieurs ne comptent pas sur nous comme partenaires à leurs querelles de clique : nous leur répondrons autant qu'il le faudra sur le plan politique, nous ignorerons tout simplement leurs saletés personnelles.

RECTIFICATION

En accord avec l'ensemble des camarades de notre groupe, les soussignés, membres du Comité Central du P.C.I. avant de quitter l'organisation, demandons que *La Vérité* publie à son prochain numéro, la rectification suivante concernant l'article calomniateur « Les mains sales » paru dans le numéro 228, selon le droit que nous confère aussi bien la loi bourgeoise que la loyauté qui est de coutume dans le mouvement révolutionnaire et que *La Vérité* prétend défendre.

1° L'article en question est un tissu de mensonges d'un bout à l'autre et l'intention calomniatrice de son auteur est évidente. En tant que tel il relève des plus pures méthodes staliniennes. Nous n'avons pas la place pour réfuter un par un les mensonges contenus dans cette petite saleté, et nous n'en éprouvons d'ailleurs pas le désir; nous nous bornons à quelques points :

a) L'auteur de l'article ment en disant « qu'à peine sorti de ses classes de philosophie, Lefort se trouva au-dessus de ses tâches élémentaires de militant ». Pendant les presque cinq années de sa présence dans le P.C.I., Lefort a accompli toutes les tâches élémentaires du militant, et plus que celles-ci. Il a participé à toutes les réunions, vendu le journal, distribué des tracts, collé des affiches, etc... Il a fait plus, d'ailleurs, et l'on se demande pourquoi, s'il n'en était pas ainsi, le P.C.I. lui aurait constamment confié — comme il l'a fait — des tâches que Lefort a toujours accomplies comme : diriger des groupes d'éducation, faire des conférences publiques à la Maison des Lettres (1944-1945), aux Sociétés Savantes (1945-1946), au Cercle Lénine (1946-1947), parler

comme représentant du Parti aux réunions publiques des trois campagnes électorales; on se demande aussi comment le P.C.I. aurait, dans le cas contraire, accepté qu'il soit élu deux fois de suite membre du Comité Central (en 1946 et en 1947) ;

b) L'auteur ment également en laissant supposer que Lefort, dès qu'il entra au Parti, « présenta de nouvelles analyses ». Les camarades du P.C.I. savent très bien que Lefort a milité dans le P.C.I. (et qu'il a soutenu la tendance actuellement dirigeante pendant les luttes intérieures) trois ans durant avant de présenter, avec Chaulieu, une position politique propre;

c) Lefort n'a pas découvert le « pourrissement », et dans les textes de notre tendance on trouverait difficilement le mot — en tout cas on n'en trouverait pas l'idée. Celui qui a découvert le pourrissement c'est Trotsky lui-même, puisque le Programme Transitoire de la IV^e^ Internationale (écrit de sa main) commence par la phrase : « Les prémisses de la Révolution socialiste ne sont pas seulement mûres, elles ont commencé à pourrir. » Nous sommes la seule tendance dans le mouvement ouvrier à soutenir au contraire que les prémisses de la révolution prolétarienne sont en train de s'approfondir et de s'amplifier;

d) Lefort ne s'est pas promu « chef de tendance » ; ce sont les camarades du Parti qui ont voté pour nos positions (30, au III^e^ Congrès, 50, au IV^e^) qui lui ont confié une position dirigeante, que nous pensons chaque jour davantage que ses aptitudes, son honnêteté, ses idées et son dévouement sans réserves à la cause révolutionnaire du prolétariat méritent amplement. Parmi ces camarades, il y a des ouvriers vieux militants du mouvement révolutionnaire comme Marchesin et Paget (tous les deux des premiers membres de l'Opposition de Gauche en France), Teve, du P.C.I. déjà avant la guerre, Lafièvre, dirigeant syndical, et des jeunes ouvriers comme Fabre et Marfaing;

e) Lefort demanda effectivement un congé pour des raisons de santé, après accord de notre tendance, parce que la grave opération qu'il a subie le lui imposait, A la fin de son congé Lefort ne retourna pas à sa cellule, après décision de notre tendance, pour s'occuper exclusivement de nos propres tâches;

f) Quant à la lâcheté de Lefort, on ne peut que retourner le mot au Comité Rédacteur de *La Vérité* et à l'auteur de l'article qui ne signe pas de son nom une attaque personnelle. Lefort n'a pas « fui la lutte révolutionnaire », il travaille toujours au sein de notre groupe et participe activement à l'effort pour la parution de notre revue *Socialisme ou Barbarie*, dont le premier numéro paraîtra dans quelques jours.

2° Si nous disons que l'article incriminé relève des plus pures méthodes staliniennes, ce n'est pas seulement à cause des mensonges dont il est tissé, c'est aussi parce qu'il suit cette autre méthode du P.C.F., selon laquelle, dès qu'un militant quitte l'organisation à cause de désaccords politiques on soutient qu'il n'a jamais appartenu à l'organisation, qu'il y a passé à peine quinze jours, qu'il n'a jamais occupé de poste responsable, etc... C'est aussi et surtout parce que, selon la pure tradition stalinienne, il se tait soigneusement sur le fond politique de la question : en effet, l'article de Lefort (avec lequel nous sommes d'accord d'un bout jusqu'à l'autre et dont notre groupe partage la responsabilité politique) contenait des appréciations politiques fondées, entre autres, sur des textes et des déclarations de Trotsky lui-même, que le P.C.I. cache soigneusement à ses militants et qui montrent entre 1923 et 1927, une attitude réelle de Trotsky sur toutes les questions essentielles de l'époque bien différente de celle qu'on enseigne dans les « groupes d'éducation » du P.C.I. (déclaration couvrant l'escamotage du testament de Lénine, déclarations répétées de solidarité avec la direction du Parti russe sur toutes les questions essentielles, approbation de l'entrée du P.C. chinois dans le Kuomingtang, expressions laudatives à l'égard du Comité anglo-russe des syndicats, etc...).

Mais P. F... ne dit pas un mot là-dessus et se borne à attaquer personnellement Lefort. C'est ainsi que l'éducation politique des ouvriers devient un cirque d'attaques personnellles. Au bout de cette évolution il y a le gangstérisme stalinien. Et de même que celui-ci prouve la vulnérabilité idéologique du stalinisme, de même le silence gêné de P. F... sur le fond de l'article de Lefort prouve son incapacité de répondre politiquement à des questions de la plus haute importance pour le mouvement révolutionnaire.

Dont acte.

Paris, le 26 février 1949.

CHAULIEU, MARC, SEUREL, VALOIS.

LES BOUCHES INUTILES

Il s'agit d'un certain P. F. qui, dans le dernier numéro (n° 228) de *La Vérité*, organe du parti trotskiste, et sous le titre « Les mains sales », lance une attaque calomnieuse, on ne peut plus jaune, contre notre camarade Lefort, un des dirigeants de notre groupe, à propos d'un article de ce dernier intitulé : « La contradiction

de Trotsky et le problème révolutionnaire », et publié dans le n° 39 (décembre-janvier 1949) des *Temps Modernes*. Les chefs de l'accusation sont des plus graves, mais malheureusement aucun parmi eux ne concerne l'article en question : ils concernent tous la personnalité de Lefort, qui est accusé « d'avoir présenté des nouvelles analyses » (cependant que P. F. et ses copains présentent invariablement la même depuis vingt ans), d'avoir « complété le marxisme » (que les « dirigeants » trotskistes actuels ont constamment tâché d'amputer pour le ravaler au rang de leurs capacités intellectuelles) et autres crimes également terribles dans le microscome dirigeant du P.C.I.

Il est aussi accusé de lâcheté, parce qu'il a « fui la lutte révolutionnaire ». Si quitter ce laboratoire de la stérilisation qu'est le P.C.I. c'est fuir la lutte révolutionnaire, en effet, Lefort est coupable et nous le sommes tous au même titre. Mais nous ne sommes pas tout à fait d'accord sur la prémisse cachée du « raisonnement » de P. F. et nous dirons tout à l'heure deux mots sur le P.C.I. et sa « lutte révolutionnaire ».

Pour le moment, et puisqu'il est question de « lâcheté », relevons tout de suite cette suprême lâcheté qui consiste à ne pas signer une attaque personnelle. Il nous est, en effet, fort désagréable d'avoir à nous livrer à plusieurs conjectures sur l'identité de ce M. P. F. (Péteux Folichon ?). Accuser un autre de lâcheté etc., n'est admissible que lorsqu'on se présente soi-même, en clamant : Moi, qui, de notoriété publique, ne suis pas un lâche, moi qui n'ai jamais présenté de nouvelle analyse, moi qui n'ai jamais complété le marxisme, j'accuse M. X... d'avoir fait tout cela. Autrement, Harpagon pourrait venir nous accuser d'avarice ou Pierre Frank d'imbecillité. Mais, à l'inverse de P. F. (Piètre Fanfaron ?), la personnalité de l'auteur ne nous intéressee que d'une manière tout à fait secondaire. Ce qui va nous occuper un peu c'est le « contenu » même de l'article en question et sa signification concernant l'attitude et l'évolution du P.C.I.

Ce « contenu » se ramène aux assertions suivantes :

a) « Il n'est pas question de discuter une dissertation verbale (? — L'article de Lefort est imprimé; le non-prétentieux P. F. confond visiblement « verbal » et « verbeux ». On comprend après cela son manque justifié de prétentions)... verbale, médiocre et prétentieuse, il faut simplement signaler qui a fait ce papier. »

b) Or, celui qui a fait l'article est Lefort. Qui est Lefort ? Eh bien, Lefort (*le fort*) est un... pas très fort ! Donc, son article n'est pas très fort non plus. C.Q.F.D.

c) Si cela ne vous suffit pas, sachez que Lefort « juge avec

assurance le bolchevisme, l'activité politique de Trotsky, la maturité de la révolution et les capacités de la classe ouvrière ». Pire encore, « il laisse même entendre qu'à l'avenir la révolution aurait des traits nouveaux ». Terrible, n'est-ce pas ? Faut-il, après cela, ajouter encore que cet affreux Lefort « présenta des nouvelles analyses, compléta le marxisme, etc. » ? Non, le portrait politique de Lefort est complet : c'est un de ces « intellectuels, plus ou moins fraîchement émoulus des Universités bourgeoises, qui, après un court passage dans une organisation révolutionnaire s'en vont chercher une bonne petite place dans le monde bourgeois ».

C'est tout cela (et le contenu verbal d'un article imprimé) qui empêche P. F. (Prétentieuse Fistule ?) de discuter le fond de la question.

Si le ridicule de cette « réfutation » ne se suffit pas à lui-même, ajoutons quelques mots. Il est facile de décréter qu'un article de 23 pages, venant après un autre consacré à une question analogue (1) et à la suite d'une série de textes, thèses, articles, résolutions que notre groupe a présenté lorsqu'il était encore dans le P.C.I. et la IV^e^ Internationale, est une « dissertation verbale ». Ainsi, on se débarrasse de l'obligation de discuter et de réfuter quoi que ce soit : ce qui vous gêne, est déclaré « verbal, médiocre et prétentieux ». En suite de quoi, il n'existe plus. De même les enfants battent les mauvaises chaises contre lesquelles ils se cognent et les fous transforment les infirmiers en théières. Mais pourquoi donc, alors, P. F. (Petite Fripouille ?) remplit-il une demi-colonne de *La Vérité* — qui n'en a pas tellement — pour dire qui est l'auteur de ces « médiocrités verbales » ?

Lefort « juge avec assurance le bolchevisme », etc... Juger est donc un tort pour ce Pitre Funambulesque ? Mais tout le monde juge en tout moment à propos de tout. P. F. voudrait-il l'en empêcher ? On le suppose volontiers, mais pour le moment, il n'en a pas le pouvoir. En attendant qu'il « prenne le pouvoir », il lui faudra donc prendre patience et admettre que les gens « jugent avec assurance » et qu'ils aient des opinions contraires aux siennes.

D'ailleurs, de qui se moque-t-on ? P. F. (Polisson Frivole ?) juge lui aussi avec assurance la politique bolchevique, Trostky, la classe ouvrière et tout et tout. Mais son « jugement » le conduit à des « conclusions » différentes des nôtres, voilà tout. Ses conclusions sont visiblement que le bolchevisme est le modèle éternel de toute politique révolutionnaire, que Trotsky a été un saint infaillible, qu'à l'avenir la révolution n'aura pas de traits nouveaux, etc... Et il faut en effet une certaine dose d'assurance pour

(1) « Kravchenko et le problème de l'U.R.S.S. », *Les Temps Modernes*, n° 29.

avancer des idées aussi paradoxales et aussi contraires à la lettre qu'à l'esprit du marxisme (l'idée selon laquelle chaque révolution prolétarienne présente des traits nouveaux est déjà dans le « 18 Brumaire » de Marx; que dans le mouvement révolutionnaire il n'y a ni saints ni infaillibles, c'est dit dans le chant de « L'Internationale »; et c'est Trotsky lui-même qui a écrit dans la *Révolution Trahie* que « le vieux parti bolchevik est mort, aucune force au monde ne peut le ressusciter ». On suppose que ce parti n'est pas mort par hasard, ni à cause des méchantes intrigues de Staline). Ce donc que P. F. (Perroquet Fatidique ?) veut et n'ose pas dire c'est que Lefort est un lâche, non pas parce qu'il juge avec assurance, mais parce qu'en jugeant il arrive à des conclusions différentes de celles de P. F. lui-même. S'il arrivait aux mêmes conclusions, même sans assurance et même sans juger du tout, il serait pour P. F. (Punaise Fallacieuse ?) le modèle du militant révolutionnaire ! Rarement le crétinisme, le gâtisme et la lâcheté idéologique se sont exprimées de manière plus dégoûtante.

« La section française de la IV^e^ Internationale », nous dit encore P. F. (Pilule Fade ?) « n'a pas échappé à cette maladie », en entendant par là les « intellectuels plus ou moins fraîchement émoulus », etc... Nous voudrions bien savoir quelle est la maladie à laquelle cette pauvre section française a échappé. Car tous ceux qui l'ont connue savent qu'elle est un exemple qui, à lui tout seul, pourrait illustrer un manuel de pathologie des organisations ouvrières. Tout ce qui a jamais existé comme « déviation » ou comme déformation dans les petites organisations d'avant-garde, elle l'a expérimenté à fond : l'opportunisme, le sectarisme, la politique petite bourgeoise, l'ouvriérisme, le tradeunionisme, le bureaucratisme ont tous fleuri, et simultanément, dans cette malheureuse organisation. Notre « Lettre ouverte », publiée dans ce numéro, le démontre suffisamment.

Par ailleurs, il est en effet dommage que P. F. ne « dresse pas le tableau de ces leaders ». On s'apercevrait alors qu'à bien peu d'exceptions près tous les individus qui ont été dans le temps dirigeants de la section française de la IV^e^ Internationale et du Secrétariat International ont abandonné et le trotskisme et le mouvement révolutionnaire. Faut-il rappeler où est aujourd'hui Rous, que fait Rousset, qui est Naville ? Ou que Molinier dirige un cirque en Amérique du Sud, parmi les curiosités duquel son ami Pierre Frank prendra bientôt, espérons-le, la place qui lui revient de droit ?

Mais cette défection constante ne se limite pas aux leaders intellectuels. Elle concerne autant et plus les ouvriers qui ont traversé l'organisation trotskiste. Là, évidemment, les causes sont

différentes. Les leaders intellectuels sont plus ou moins découragés de ne pas parvenir rapidement à la place bureaucratique à laquelle ils estimaient avoir droit, et ils quittent cette organisation non rentable. En ceci ils font, évidemment de leur point de vue preuve de réalisme (qui s'emparera d'ailleurs, un jour ou l'autre, soyons-en certains, des plus frais « dirigeants » actuels du P.C.I.). Mais les ouvriers qui cherchaient une organisation ouvrière révolutionnaire, ont cru la trouver dans le P.C.I. et peu après s'en allèrent dégoûtés, l'un après l'autre (c'est là un processus quotidien qui continue et qui dans le P.C.I. s'exprime par la phrase classique : « Le parti est une passoire ») nous intéressent beaucoup plus. Nous serions enchantés que P. F. ou un autre (moins bête, si ce n'est pas trop demander à la direction du P.C.I.) nous explique pourquoi actuellement le P.C.I. ne compte comme membres que le *dixième* des éléments qui l'ont traversé depuis 1944. Cette incapacité de se maintenir, malgré un afflux limité mais constant d'adhérents et malgré les conditions objectives favorables, ne prouve-t-elle donc rien pour ces « léninistes » ?

Mais P. F. « n'a pas le temps » de s'occuper de ces messieurs les leaders intellectuels. Par contre, il considère comme nécessaire de s'occuper de Lefort. Pourquoi ? La réponse saute aux yeux. Tous ces gens en quittant le trotskisme abandonnèrent effectivement la lutte révolutionnaire. Partis sans raisons politiques, pour la plupart, tout au plus en reprochant au trotskisme sa faiblesse numérique, ils sont rentrés au bercail. A chaque coup, P. F. et ses copains pouvaient triompher — triste triomphe, il est vrai, mais qui leur suffisait : « Vous voyez bien ? Ceux qui sont pas d'accord avec nous finissent par abandonner la lutte. » Et l'histoire se terminait sans épilogue. Mais, avec Lefort (et avec nous tous), la chose est un peu différente. La direction du P.C.I. sait très bien que nous n'avons pas quitté le P.C.I. pour nous reposer, ou pour « rentrer chez nous », mais pour commencer publiquement ce que nous considérons comme la vraie et la seule lutte révolutionnaire, une lutte qui ne consiste pas à défendre l'U.R.S.S. ni à demander un gouvernement stalinien, comme le fait le P.C.I., mais à dévoiler et à dénoncer toutes les formes d'exploitation et de mystification du prolétariat. On comprend, dès lors, que ces pauvres gens soient embêtés de ne pouvoir nous appliquer aussi leur argument passe-partout. Qu'à cela ne tienne, ils mentiront, puisqu'il le faut, puisqu'ils ne peuvent pas répondre politiquement, et ils diront de Lefort qu'il « fuit la lutte révolutionnaire ».

Ils diront même plus : ils insinueront que Lefort n'a fait qu'un court passage dans le P.C.I., qu'il s'empressa de sortir ses fa-

meuses « nouvelles analyses » et qu'ayant vu que les ouvriers du parti ne mordaient pas à son hameçon, il quitta tout aussi précipitamment l'organisation sous un prétexte plus ou moins fallacieux. La rectification que nous publions plus haut fait justice de ces misérables petits mensonges. Mais, ici, il nous faut dégager la signification de cette attitude.

Pour le faire, il est indispensable d'indiquer brièvement le contenu de l'article de Lefort. Cet article est en quelque sorte une critique de la biographie de Staline écrite par Trotsky et publiée récemment en France. Nous disons « en quelque sorte » car la première constatation de Lefort, dans son article, c'est que le contenu positif du livre de Trotsky mérite à peine une critique. En effet, tous ceux qui, même lorsqu'ils sont en désaccord avec les conclusions de Trotsky, ont toujours admiré la solidité et la consistence de sa pensée, ont été étonnés en constatant que son dernier ouvrage, duquel on pouvait beaucoup attendre, ne contenait qu'une exposition « quasi anecdotique » des faits connus qui prouvent que Staline, avant de parvenir au pouvoir, n'était qu'un obscur fonctionnaire du Parti Bolchevik. Pourquoi donc ce livre, se demande-t-on ? Lefort répond avec raison que le livre n'est explicable que comme un « substitut » : « Cette œuvre qu'on aurait voulue capitale, écrit Lefort, se borne à démolir une légende à laquelle les gens sérieux ne croient pas. Elle prend donc pour nous l'aspect d'un *acte manqué*. Trotsky bavarde sans nécessité sur Staline, parce qu'il voudrait et ne peut pas définir le stalinisme. » C'est à l'explication de cette incapacité de Trotsky qu'est consacrée la plus grande partie de l'article, explication qui se trouve dans la contradiction qui déchira le bolchevisme à partir de 1919 et qui domina Trotsky jusqu'à la fin de sa vie.

C'est ainsi que Lefort démontre d'abord, en s'appuyant sur des textes, que la légende de Trotsky, constamment « lucide » de 1923 à 1927 — période de cristallisation et de triomphe de la bureaucratie stalinienne — et adversaire implacable de celle-ci est un mythe. Il montre que l'attitude *réelle* de Trotsky pendant cette période fut hésitante et contradictoire sur toutes les questions politiques importantes et surtout sur celle de la lutte contre la bureaucratie montante. Il montre les concessions et les compromis *politiques* que Trotsky passa constamment avec la bureaucratie pendant cette période. Il évoque certains mensonges publics que Trotsky commit, entraîné par sa ligne générale « de conciliation et d'apaisement » (les mots sont de Trotsky lui-même) avec la bureaucratie.

Cette « déroute idéologique » est, dit très justement Lefort, l'expression de l'échec du parti bolcheevik lui-même dès 1923.

Cet échec se ramène d'une part, aux germes bureaucratiques que le parti bolchevik couvait dans son sein avant même qu'il ne prenne le pouvoir, d'autre part, et surtout, à cette contradiction fondamentale qui détermine le bolchevisme à partir du moment où la défaite de la révolution européenne est évidente : une politique orientée vers la révolution mondiale, et la dégénérescence bureaucratique fatale du pouvoir révolutionnaire isolé dans un pays arriéré.

C'est cette contradiction qui sera résolue par l'avènement de Staline, par la suppression de la politique révolutionnaire et l'affirmation du pouvoir de la bureaucratie. Et c'est cette contradiction que représentera dorénavant Trotsky, non seulement entre 1923 et 1927, mais toute sa vie durant, par le caractère contradictoire de ses analyses de l'U.R.S.S. et de son attitude face au stalinisme.

Si nous avons insisté sur le contenu de l'article de Lefort, c'est qu'indépendamment de ses autres qualités, il est d'une haute et rare tenue idéologique et politique. C'est que Lefort, à l'opposé des traditionnels critiques « ultra-gauches » du bolchevisme — et à l'autre extrême de P. F. et de ses corréligionnaires — n'a pas une attitude subjective passionnelle sur la question. Ce qui l'intéresse n'est pas de voir si Trotsky et le bolchevisme furent « bons » ou « mauvais » — le stupide terrain des appréciations morales sur lequel se rencontrent d'habitude « ultra-gauches » et épigones de Trotsky; le bolchevisme, dit Lefort, fut l'expression du mouvement révolutionnaire à une époque historique et dans des conditions données. Il ne s'agit pas de savoir si les acteurs du drame auraient pu agir autrement; ce qui intéresse, c'est de savoir *pourquoi* ils ont agi comme ils l'ont fait et ce que leur action exprimait. On comprend que ce soient là des raisins trop verts pour les dents gâtées de P. F. Et on comprend la raison qui détermine son attitude face à l'article de Lefort : c'est que P. F. n'est pas capable de répondre sur le fond, non seulement parce qu'il est un crétin fini (rien que ses calembours stupides le prouvent), mais parce qu'il ne peut ni parler des textes de Trotsky que cite Lefort, en admettant leur existence (car ces textes démolissent la légende de Trotsky enseignée dans le P.C.I.) ni nier purement et simplement cette existence, car il s'agit de textes authentiques, publiés dans l'*Imprekorr* et ailleurs et dont tout le monde peut contrôler l'authenticité. Dans ces conditions, mieux vaut, a pensé le Pauvre Fada, fermer sa gueule et déplacer un peu la question. D'où l'emploi du mensonge. Mais ce mensonge mène quelque part.

P. F. ment, en sachant qu'il ment et en sachant que tout le P.C.I. sait qu'il ment. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire qu'il manque très peu de choses à la direction du P.C.I. pour

devenir une direction du type stalinien. Très peu de choses, entendons-nous. Il leur manque tout simplement le pouvoir étatique et l'adhésion des masses. Mais, *subjectivement*, la différence est négligeable et va en s'amincissant. P. F. se sent la possibilité de mentir, aujourd'hui, en disant que Lefort « cherche une bonne petite place dans le monde bourgeois », qu'il a fait « un court passage dans le Parti », qu'il a « découvert le pourrissement », qu'il « fuit la lutte révolutionnaire ». Pourquoi, demain, ne dira-t-il pas que Lefort était tout simplement un... agent de la Gestapo ? Une fois qu'on a décidé qu'on ne discute pas politique, mais qu'on répond aux adversaires en les calomniant sur le plan personnel, autant adopter la calomnie la plus efficace, c'est-à-dire la plus grave et la moins compliquée. Avec l'article de P. F. (Pierrot-le-Fou ?), la carrière du gangstérisme politique est grande ouverte à ces messieurs de la « direction » du P.C.I. Mais, hélas ! même pour cette carrière, il faut un peu plus de capacités et de sérieux qu'ils n'en possèdent. Il y a des gens qui naissent ratés, comme il y en a qui naissent aveugles.

Mais c'est amplement suffisant, et la nausée nous prend nous aussi. Si nous nous sommes occupés de ce P. F. ce n'est pas que l'ordure nous inspire particulièrement. C'est parce qu'il y a dans le P.C.I. des camarades qui ont connu Lefort depuis 1944 jusqu'à 1948, qui savent que son « court passage » dans le P.C.I. est fait de cinq années de militantisme, qu'il ne s'est jamais dérobé aux tâches matérielles et que P. F. est un misérable petit calomniateur. Peut-être a-t-on raconté à ces camarades des « salades » sur l'article de Lefort. Maintenant, ils doivent être fixés. Que font ces camarades lorsqu'une saloperie pareille est publiée dans *La Vérité* ?

C'est aussi parce que les plaies, aussi petites soient-elles, il faut les cautériser. Agir autrement, c'est encourager la grangrène.

28 février 1949.

Pierre CHAULIEU.

SOMMAIRE

Présentation 1

Socialisme ou Barbarie 7

1948, par Marc FOUCAULT 47

Le Cartel des Syndicats Autonomes, par Alex CARRIER 62

DOCUMENTS. — **L'Ouvrier américain** (traduit de l'américain), par Paul ROMANO 78

Lettre ouverte au P.C.I. et à la IV^e^ Internationale 90

NOTES. — **Rectification** 102

Les Bouches inutiles, par P. CHAULIEU 104

SOCIALISME OU BARBARIE

Paraît tous les deux mois

Comité de Rédaction :

P. CHAULIEU — M. FOUCAULT

Ph. GUILLAUME — C. MONTAL — J. SEUREL (Fabri)

Gérant : G. ROUSSEAU

Ecrire et adresser règlements par mandat à :

« SOCIALISME OU BARBARIE »

18, Rue d'Enghien - PARIS (10^e^)

LE NUMERO ..... **90 francs**

ABONNEMENT UN AN (six numéros) ..... **500 francs**

SOCIALISME OU BARBARIE

A PARAITRE
AUX PROCHAINS NUMEROS

La Guerre et notre Epoque

●

La Paysannerie dans la Révolution Coloniale

●

Les Rapports de Production en Russie

●

Babeuf et la naissance du communisme ouvrier

●

L'Ouvrier Américain (suite)

●

Le Plan Marshall

●

La Bureaucratie Yougoslave

●

A propos des derniers écrits de Trotsky

90 francs